

L'aide aux pays sous-développés

Quadrupler en six ans les fonds disponibles

par Clément Trudel

La commission Pearson, après une enquête de près d'un an sur le développement international, a recommandé hier, à Washington, une réorganisation en profondeur de toute l'aide aux pays sous-développés pour la prochaine décennie.

Pour le Canada, l'acceptation des recommandations de cette commission signifierait des déboursés de \$587,000,000 pour l'étranger en 1975; la part actuelle d'Ottawa est d'environ \$175,000,000 (en dollars américains) destinés aux pays en voie de développement.

Le rapport s'adresse aux pays industrialisés, aux organisations internationales chargées de l'aide au tiers monde ainsi qu'aux pays sous-développés et jette les bases d'une nouvelle philosophie du développement susceptible d'orienter différemment la politique étrangère de la plupart des pays du "monde libre".

Le dilemme des pays en voie de développement, c'est que leur endettement est tel (\$50 milliards) qu'il annule presque l'aide des pays industrialisés (\$12,8 milliards en 1968).

Ayant pris note d'une certaine lassitude, dans les pays industrialisés, la commission internationale d'enquête sur le développement se propose, dans un rapport rendu public hier à Washington devant une réunion commune du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale de convaincre l'ensemble des pays industrialisés que l'aide aux pays en voie de développement, en plus d'être une obligation morale, peut également correspondre à un intérêt personnel (self-interest) éclairé et constructif.

Le rapport a été rendu possible grâce à la Banque mondiale, dont le président est M. Robert McNamara.

La Banque mondiale laisse toutefois aux huit commissaires avec, à leur tête, l'ex-premier ministre canadien, M. Lester B. Pearson, prix Nobel de la paix, la responsabilité du texte qui sera éventuellement diffusé en sept langues.

La commission a voulu fonder ses remarques sur d'autres critères que l'anticommunisme; elle fait sienne la théorie d'une possibilité d'interdépendance et de "partnership" dans le développement et, pour que le rapport ne soit pas remis sur les tablettes, la commission Pearson suggère que soit tenue l'an prochain une réunion des pays donateurs et des pays receveurs "afin de réduire les routines administratives et d'élaborer des plans triennaux".

La commission dit espérer qu'il sera davantage possible aux pays communistes et aux pays non-communistes de collaborer en vue d'accélérer le développement international, à l'avenir.

La commission invite le président de la Banque mondiale à convoquer, pour 1970, une conférence de tous les organismes de l'ONU et des organisations internationales ou régionales s'occupant d'aide. Le but d'une telle réunion serait de coordonner l'aide, la commission estimant que l'aide aux pays moins développés manque actuellement d'orientation et de cohésion.

Rapport de 400 pages

Le travail de la commission Pearson se présente comme un bilan des vingt dernières années, en ce qui a trait aux problèmes du développement dans le monde. Sans donner dans un optimisme exagéré, les commissaires se disent encouragés des progrès enregistrés.

Une autre constatation des commissaires, c'est que la richesse ne vient pas automatiquement à un pays qui a vaincu le joug colonial. Dans l'ordre des principes la commission rejoint la thèse de Paul VI (26 mars 1967) qui affirmait: "Les peuples de la faim interpellent aujourd'hui de façon dramatique les peuples de l'opulence". En effet, le rapport Pearson souhaite la fin des disparités entre ceux qui possèdent et ceux qui ne possèdent pas, entre les privilégiés et les non-privilégiés.

La stratégie arrêtée par les commissaires comprend dix étapes: 1) poursuite de la vigoureuse expansion du commerce mondial, tout en se rappelant que le développement signifie plus qu'un simple transfert de fonds.

2) maintien d'un climat propice à la circulation de capitaux privés étrangers, pouvant bénéficier aux pays donateurs et receveurs.

3) établissement d'un "partnership" plus efficace, avec buts plus précis et cohérence accrue dans l'aide au développement.

4) augmentation du volume de l'aide.

5) recherche d'une solution au problème de l'endettement des pays qui reçoivent l'aide.

6) rendre plus efficace l'administration chargée des programmes d'aide.

7) réorientation de l'aide technique (il y a quelque 80,000 étudiants de pays sous-développés dans les pays industrialisés qui, eux, disposent de près de 100,000 techniciens spécialisés ou coopérants pour les pays en voie de développement).

8) ralentir la croissance de la population. La commission estime que la natalité baisserait d'au moins 33 p.c. dans les pays sous-développés si l'on faisait l'effort de renseigner les couples désireux de "planifier" leur famille.

9) donner un nouvel essor à l'éducation et à la recherche.

10) renforcer le système d'aide multilatérale, de sorte que soit quadruplé, pratiquement, le montant des prêts sans intérêt aux pays les plus pauvres.

voir page 2 : Développement

Le cardinal Léger

Mon pays, c'est l'Afrique!...

par Jean-Pierre Proulx

"Mon pays, maintenant, c'est l'Afrique. Je suis devenu l'homme du tiers monde et le tiers monde, c'est un gouffre. Si nous ne sommes pas capables de le regarder sans avoir le vertige, nous sommes déjà jugés".

"Le temps n'est plus à la division mais à la consécration pour cette terre qui a le droit de vivre. Je vous parlerai durant mon séjour ici de deux milliards et demi d'hommes au nom desquels je viens ici. Mais je vous dis déjà: si nous ne nous mettons pas tous à la tâche, ce n'est pas Dieu qui nous jugera car nous nous serons déjà jugés nous-mêmes".



Le cardinal Léger à son arrivée, hier, à Dorval

Ville d'Anjou

Un déficit de \$1.5 million

par Jean-Claude Leclerc

La ville d'Anjou a terminé l'année 1968 avec un déficit dépassant \$1.5 million, soit plus de 20 p.c. des dépenses pour fins municipales. C'est du moins ce qui ressort des états financiers de cette ville en date du 15 août dernier, qui auraient été approuvés la semaine dernière lors d'une séance spéciale du conseil municipal.

Ce déficit aurait été encore plus grand si le service de la dette prévu au budget de 1968 pour une somme de \$4.2 millions, n'avait été réduit à \$3.5 millions.

Le rapport financier, préparé par la firme des comptables agréés Jean-Marc Lemieux & Cie, montre qu'en date du 31 décembre 1968, la dette nette obligatoire de la ville était de \$40.1 millions en capital à être remboursé jusqu'en 1988, et de \$19.8 millions en intérêts pour la même période, soit un total de plus de \$60 millions.

Le rapport mentionne d'abord que le conseil municipal a dépensé pour certains règlements qui n'étaient pas encore sanctionnés par la Commission municipale de Québec (en date du 31 décembre) quelque \$976,900. Depuis, toutefois, la CMQ a approuvé \$293,150. En date du 15 août, il restait une somme de \$683,754 dépensée sans approbation.

Le fonds d'administration budgétaire d'Anjou montrait à la fin de l'année un passif de \$10.3 millions et un actif de \$8.7 millions, ce qui laissait un déficit de \$1,549,809, explicable principalement par l'excédent des dépenses de l'année sur les revenus.

Les revenus d'Anjou, en effet, ont été en 1968 de \$7,647,926, dont \$2 mil-

lions de taxes scolaires, ce qui laisse un revenu pour fins municipales de \$5,683,814.

Les dépenses pour la même année ont été de \$9,231,724, dont \$2 millions en taxes scolaires à remettre aux commissions scolaires, ce qui laisse un total de \$7,207,613 en dépenses municipales.

C'est sans tapage publicitaire que le conseil municipal a adopté ce rapport, qui, à un mois des élections, ne pouvait pas tomber plus mal pour l'administration du maire Ernest Crépault. Mais déjà ses adversaires en ont obtenu copie à l'hôtel de ville, et le Réveil d'Anjou, pour sa part, a commencé hier à lancer cette mitraille contre le régime en place.

Les revenus d'Anjou, en effet, ont été en 1968 de \$7,647,926, dont \$2 mil-

missionnaires qui de Dakar à Madagascar ont labouré cette terre africaine et qui reviennent au pays.

Auparavant, le cardinal, après avoir fait part de l'émotion qu'il ressentait à se retrouver ici blagua quelque peu sur les raisons de son voyage: "Un missionnaire n'aurait pas eu le droit de revenir dans son pays simplement pour se reposer."

"Mais lorsque j'ai dit à mon évêque que la Banque Royale du Canada m'avait décerné un prix de \$50,000, il m'a dit que ce serait un grave péché de ne

voir page 2 : Cardinal Léger



Un million de tonnes de TNT

Dans plusieurs villes du Canada, des étudiants ont manifesté hier contre la décision bien arrêtée des États-Unis de faire aujourd'hui même l'essai d'une bombe nucléaire équivalant à un million de tonnes de TNT dans l'une des petites îles des Aléoutiennes, A Niagara Falls, les manifestants ont franchi le pont Rainbow et ils ont remis à un douanier un présent pour le président Nixon: un globe terrestre écrasé portant cette inscription "One small explosion for man; one giant holocaust for mankind". A Sarnia, où 500 étudiants ont manifesté, un automobiliste du Michigan a renversé deux étudiants qui ont été hospitalisés. Trois cents étudiants de McGill,

de Sir George Williams et de l'université de Montréal ont été forcés, par la police provinciale, de descendre des cinq autobus scolaires qui les transportaient et de parcourir à pied les cinq milles séparant Lacolle de Rouses Point, N.Y. Ils ont pu cependant bloquer la circulation sporadiquement durant une heure. Des membres de La Voix des femmes ainsi que des enfants les accompagnaient. A Ottawa, la manifestation s'est déroulée devant l'ambassade américaine. Notre document montre la Tour de la Paix du parlement canadien se reflétant dans une fenêtre de l'ambassade.

(Téléphoto PC)

Ottawa accueille Gromyko

OTTAWA (DNC) — Le ministre des affaires extérieures de l'Union soviétique M. Andreï Gromyko est arrivé hier soir à l'aéroport militaire d'Uplands à Ottawa à bord d'un vol spécial d'Aéroflot en provenance de New-York.

C'est la première fois, croit-on, qu'un ministre des affaires étrangères de l'Union soviétique se rend au Canada en visite officielle.

Le ministre, qui est accompagné de Mme Gromyko et d'une délégation de 7 conseillers, a été reçu à sa descente d'avion par le ministre des affaires extérieures du Canada M. Mitchell Sharp et l'ambassadeur de Russie au Canada M. Boris Miroshnichenko.

Dès ce matin, M. Gromyko doit avoir avec M. Sharp et le ministre responsable de l'énergie M. Otto Lang un entretien de près de deux heures.

Demain matin le ministre poursuivra ses entretiens avec M. Sharp durant près d'une heure et demie et quelques heures avant son départ vendredi après-midi, M. Gromyko rencontrera le premier ministre avec lequel, il s'entretiendra durant environ une heure.

Durant son séjour ici le ministre des affaires étrangères sera reçu à déjeuner par le leader du gouvernement au Sénat l'honorable Paul Martin. Il prendra le thé avec le gouverneur général et Mme Michener et sera reçu ce soir à un dîner offert par M. Mitchell Sharp. Vendredi midi M. Gromyko offrira un déjeuner en l'honneur de M. Sharp.

Au cours de sa visite au Canada, le chef de la diplomatie soviétique s'entretiendra avec les ministres canadiens de relations bilatérales aussi bien que de l'ensemble des problèmes internationaux.

Aujourd'hui, il sera particulièrement question de commerce, et surtout du commerce du blé, d'échanges culturels et techniques ainsi que d'échanges dans le domaine du sport.

(On sait qu'en vertu d'un engagement commercial qu'ils avaient pris il y a quelques années les Russes peuvent encore acheter 135 millions de boisseaux de blé au Canada.)

Au cours de leurs entretiens de vendredi MM. Sharp et Gromyko se tourneront plutôt vers la scène internationale et aborderaient des questions comme celle de la reconnaissance par le Canada de la Chine et en général de l'évolution de la politique chinoise, du projet de réunion sur la sécurité de l'Europe auquel le Canada avait fait bon accueil, du désarmement et en particulier des armes chimiques et biologiques qui

voir page 2 : Gromyko



Andreï Gromyko

Québec créera une société d'exploitation pétrolière

POSTE-DE-LA-BALEINE (de notre envoyé) — Un projet de loi portant création de la société québécoise d'initiative pétrolière (SOQUIT) sera présenté dès la reprise des travaux de l'Assemblée nationale.

Le ministre des richesses naturelles, M. Paul Allard en a fait part, hier, à la quinzième de journalistes qui l'ont accompagné dans une tournée d'information qui les a conduits d'abord à Manic-5, puis dans deux postes du Nouveau-Québec, Fort-Georges, dans la Baie James, et Poste-de-la-Baleine, dans la Baie d'Hudson.

La nouvelle société sera formée d'après le modèle de la SOQUEM, laquelle a été créée en 1965. Le gouvernement québécois investira au départ 2.5 millions par année pendant 10 ans, soit au total \$25 millions.

SOQUIT sera une société para-publique indépendante, et devant faire rapport

voir page 2 : Québec créera

Bérets verts

Nixon avait approuvé la décision de la CIA

WASHINGTON (AFP) — La Maison blanche a révélé hier que le président Richard Nixon avait explicitement approuvé la décision de la C.I.A. (services de renseignement américain) d'interdire à ses agents de témoigner dans l'affaire des "Bérets verts".

Cette décision a provoqué le non-lieu décrété mardi par l'armée dans le procès qu'elle avait intenté contre 8 "Bérets verts" accusés du meurtre d'un agent double vietnamien.

Jusqu'à présent, le porte-parole de la Maison blanche avait toujours démenti que le président soit intervenu de quelque façon que ce soit dans cette question.

Le rôle de la C.I.A. dans cette affaire n'a jamais été élucidé. En refusant de témoigner devant le tribunal militaire qui allait juger les huit hommes, dont le co-

lonel Robert Rheault, ex-commandant des "Forces spéciales" (Bérets verts) au Vietnam, la C.I.A. enlevait aux prévenus toute possibilité d'un jugement équitable.

C'est précisément cette circonstance qui a obligé l'armée à annuler le procès et à libérer les huit Bérets verts de retour aux États-Unis hier. Leur chef, le colonel Rheault a déclaré, à sa descente d'avion ne pas connaître l'homme qu'on les accusait d'avoir tué.

D'autre part, le ministère de la Justice sud-vietnamien a demandé hier aux autorités militaires américaines de lui communiquer tous les documents sur "l'affaire des Bérets verts", apprend-on de source officielle.

Mme Thai Khac Chuyen, veuve du citoyen vietnamien soupçonné d'être un

voir page 2 : Nixon-CIA

Power Corp. "renonce" à ses intérêts dans la presse écrite

Power Corporation of Canada a annoncé mercredi qu'elle avait renoncé à tous ses intérêts dans la publication de journaux par suite d'une transaction avec sa filiale La Corporation de Valeurs Trans-Canada.

Selon Power Corporation, les Entreprises Gelco ont racheté à Trans-Canada des obligations s'élevant à \$17,300,000.

"La Corporation de valeurs Trans-Canada, déclarait le communiqué de Power Corp., a vendu au comptant et à sa valeur nominale de \$17,300,000 toutes ses obligations dans Gesca Ltée aux Entreprises Gelco".

Gesca est une filiale entièrement contrôlée de Gelco. Par l'intermédiaire de Gesca, Gelco détient des intérêts

dans plusieurs journaux du Québec. Gelco est une société indépendante contrôlée par le financier montréalais Paul Desmarais, qui est également président du conseil d'administration de Power Corporation.

"Power Corp. n'a désormais aucun intérêt, direct ou indirect, dans le domaine des journaux, de la publication ou de la distribution de journaux et périodiques", a précisé le communiqué.

La Trans-Canada a acquis les obligations de Gesca avant sa fusion de l'an dernier avec Power Corp. Il était entendu que les intérêts de Trans-Canada dans les journaux seraient transmis à Gelco.

Entre-temps, Power Corp., par l'entremise de Trans-Canada, continue de

détenir un intérêt dans les domaines de la radio et de la télévision.

Trans-Canada est le principal actionnaire de Telemédia Inc., qui possède Radio-Télévision Sherbrooke 1967 Inc. La société de Sherbrooke détient les permis des postes CHLT et CHLT-TV.

Telemédia attend l'autorisation d'acheter à Trans-Canada le poste radio-phonique (KAC) de Montréal.

Gelco détient 100 pour cent des actions ordinaires de La Compagnie de Publication de la Presse, qui publie le quotidien La Presse de Montréal.

Gelco détient également 62.2 pour cent des actions ordinaires des Journaux Trans-Canada qui publie plusieurs quotidiens et hebdomadaires québécois.

suites de la première page

CARDINAL LÉGER

pas aller le chercher. Comme quoi, les supérieurs sont utiles et l'obéissance parfois bien douce.

Parlant ensuite de la lourdeur de sa tâche en Afrique, le cardinal déclara: "Je pense, après être allé là-bas, que mon travail à Montréal était des vacances".

Pour sa part, l'archevêque de Montréal, Mgr Paul Grégoire souligna dans son mot de bienvenue que l'arrivée du cardinal était une invitation "à recevoir le témoignage d'un homme qui s'est entièrement donné pour les plus petits. Dieu, a-t-il dit, a béni votre démarche. Vous allez maintenant nous montrer comment la Providence s'est servie de vous".

En quittant les journalistes, le cardinal les pria de ne pas le déranger dans les jours qui suivront afin qu'il puisse prendre quelque repos.

NIXON-CIA

agent double et qui aurait été assassiné par les officiers des Forces spéciales avait déposé dans la matinée une plainte auprès du ministre de la Justice et de l'ambassade américaine.

C'est la première fois, a admis un porte-parole gouvernemental, que les autorités vietnamiennes interviennent dans l'affaire.

De source proche du ministère de la Justice on déclare qu'une enquête vietnamienne ne pourra être décidée qu'après avoir reçu réponse du département de la Justice militaire américaine à la demande de communication des dossiers sur l'affaire.

L'affaire des "Bérets verts" semble donc devoir connaître un rebondissement dans les jours prochains. Mme Thai Kha Chuyen, a demandé l'ouverture d'une enquête sur les circonstances de la "disparition" de son mari.

"Si justice n'est pas faite, a-t-elle déclaré, l'affaire sera portée devant les Nations unies".

Apprenant mardi que l'inculpation contre les six membres des Forces spéciales avait été levée, Mme Chuyen a menacé de s'immoler par le feu avec ses deux enfants, âgés de 30 et 14 mois, ou de prendre le maquis et rejoindre le Vietcong ou encore de demander à retourner au Nord-Vietnam dont elle est originaire.

QUÉBEC CRÉERA

tout comme SOQUEM, au ministre des richesses naturelles.

Depuis quelques années, l'Hydro-Québec a octroyé de nombreux permis de prospection pétrolière, particulièrement à Texaco Co.

La future société, dès sa création prendra charge de l'exploration pétrolière au Québec, relevant l'Hydro de cette tâche.

M. Allard a indiqué qu'une telle société, est réclamée depuis longtemps au Québec, notamment par l'opposition libérale, et que sa création est un premier pas vers la mise au point d'une politique de l'énergie.

DÉVELOPPEMENT

Tout n'est pas nouveau dans ce plan. L'OCDE, en Europe, et la CEPAL (Commission économique pour l'Amérique latine), organisme onusien ayant son QG à Santiago du Chili, ont déjà établi l'objectif de 1 p.c. du PNB consacré, par les industrialisés, aux pays moins riches.

Les quelques pages que le rapport consacre à l'Alliance pour le progrès, née en 1961 à Punta del Este, font état d'un certain désenchantement et de l'impossibilité de respecter l'objectif visé au départ: augmentation minimum de 2.5 p.c. du revenu per capita annuel.

Mais il y eut toutefois l'effort de mettre en route un marché commun centro-américain.

Une nouvelle génération de théoriciens (policy-makers) s'est heurtée à certains régimes en place qui n'ont pas toujours saisi la portée des réformes recommandées. Le rapport contient une présentation sommaire des espoirs et difficultés de trois pays: Brésil, Colombie et Chili, où les Etats-Unis investissent 56 p.c. de toute leur aide à l'Amérique latine.

La commission prévient les Etats-Unis et autres pays industrialisés que les restrictions à l'importation (viande, textiles, tomates, fraises, café soluble, par exemple) risquent de compromettre les progrès déjà atteints dans plusieurs pays au sud du Rio Grande. Autre fait inéluctable, en Amérique latine comme dans les autres continents: l'arrivée en masse des jeunes sur le marché du travail entrainera des malaises plus graves si on n'y prend garde dans les années 70, car dans les pays où le revenu per capita annuel est de \$100 ou moins, il y a 500 millions d'enfants de 15 ans ou moins!

L'un des postulats de base du rapport est qu'il y a corrélation très étroite entre l'aide, le commerce et les investissements. C'est pourquoi la Banque mondiale et le FMI sont priés de procéder à une révision complète des conditions d'assistance économique, en vue de rendre plus sûr et plus rapide le transfert des richesses entre les pays bien nantis et ceux qui essaient d'élever leur standard de vie.

Il y a eu, depuis les années 60, la "révolution verte" (en agriculture) qui a permis d'améliorer l'approvisionnement des pays les plus peuplés, l'Inde, par exemple, avec ses 530 millions d'habitants. Mais la commission Pearson insiste beaucoup sur l'esprit qui doit animer les dirigeants des pays riches vis-à-vis des pays qui ont besoin d'aide:

"La richesse n'autorise pas un pays prospère et puissant à dominer la vie nationale d'un autre pays comme conséquence de l'aide fournie... Il est impossible à quelques pays que ce soit de faire des transferts de fonds sans assurer ses ressortissants du bon usage qui en sera fait, pour atteindre aux fins de développement recherchées... Les relations que suppose le développement (development relationship) qui sont au cœur de toute politique efficace d'aide, doivent avoir comme base une répartition claire des responsabilités, répartition qui pourra donner satisfaction aux deux partenaires".

leurs classes". Ils répondaient ainsi aux exigences de la commission scolaire, semble-t-il.

Malgré tout, il est plus en plus évident que c'est à la table de négociation provinciale que se règle le cas de Chambly (ou vice-versa...) En effet, la CSR de Chambly a rendu publiques hier des demandes de renseignements sur les points litigieux.

Ces demandes portaient sur la signature de la convention, la durée et la durée des périodes d'enseignement des professeurs, le lien entre le nombre de périodes données par les professeurs et le nombre de périodes reçues par les étudiants. On demandait aussi des informations sur le rôle et le choix des chefs de section et sur les surveillances.

Adressées au ministre Masse, au président de la CEQ et au président de la Fédération des commissions scolaires, ces demandes ont toutes reçu la même réponse: "Nous ne voulons pas nous engager, demandez au comité de négociation".

MUSIQUE

Elle se distingue particulièrement par ses nombreuses particularités harmoniques et instrumentales (qui marquent un tournant par rapport aux pages antérieures), et par ses couleurs hautement wagnériennes dont Decker fit écho, il a su être précis, clair et extrêmement cohérent dans l'édification d'une si complexe édifice sonore.

Le chef avait d'ailleurs eu l'occasion de se distinguer dans des pages brucknériennes la saison dernière: de nouveau, il a su être précis, clair et extrêmement cohérent dans l'édification d'une si complexe édifice sonore.

Importants changements à la direction de la Gendarmerie

OTTAWA (DNC) — Le premier ministre a annoncé hier d'importants changements à la direction de la gendarmerie royale, d'une part parce que le commissaire actuel M. F.A. Lindsay prend sa retraite, et d'autre part parce que le gouvernement veut donner suite à certaines décisions qu'il avait prises au moment de rendre public le rapport de la Commission royale d'enquête sur la sécurité.

En conséquence M. Trudeau a nommé commissaire de la gendarmerie, l'actuel sous-commissaire William Leonard Higgit qui assume ses nouvelles fonctions depuis hier.

Il a en outre nommé directeur général de la sécurité et des renseignements à la gendarmerie, avec rang de sous-commissaire, l'actuel sous-secrétaire d'Etat adjoint aux affaires extérieures M. John Kennet Starnes.

M. Starnes assumera ses nouvelles fonctions à compter du 1er janvier 1970.

Cette nomination fait suite au refus du gouvernement d'entériner une des principales recommandations de la commission royale selon laquelle le Canada devrait créer une sorte de service secret indépendant de la gendarmerie.

De M. Higgit le premier ministre a dit espérer qu'il "assumerait les lourdes responsabilités de son nouveau poste, en conformité des traditions de la gendarmerie royale du Canada, tout en étant pleinement conscient de l'évolution des besoins de ce corps au moment où la trame même de la société et la nature des tâches à exécuter connaissent un changement".

Et pour expliquer la nomination de M. Starnes et la décision du gouvernement de ne pas créer de service secret autonome, M. Trudeau a rappelé ses propos du 26 juin, jour de la publication du rapport de la Commission royale.

"Le gouvernement se propose donc, en complet accord avec la gendarmerie royale du Canada, de faire en sorte que la direction de la sécurité et des renseignements, au fur et à mesure de son évolution, en vienne à jouer, dans le cadre de la gendarmerie, d'une certaine autonomie et d'une personnalité propre, et à se conformer davantage, dans sa composition et sa nature, aux exigences de la sécurité nationale, telles que les ont définies les commissaires. L'objet de ces dispositions est d'assurer une existence autonome au service de sécurité, tout en lui laissant la possibilité de puiser, dans les services de police, le personnel présentant la compétence et les aptitudes requises, et de recourir à des services communs de soutien administratif, de recherche et de documentation. Le service de sécurité, tout en restant placé sous l'autorité du commissaire de la gendarmerie royale, s'orientera progressivement vers une plus grande autonomie administrative et une composition à majorité civile.

Malgré la diversité des horizons où M. Pearson est allé chercher ses collaborateurs: Jamaïque, Japon, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Brésil et Allemagne, on a l'impression que ce rapport est destiné avant tout à des milieux financiers, principalement américains, qui tout en jouant la carte de la bonne volonté, peuvent néanmoins accepter comme un fait accompli la césure entre le monde de l'opulence et le monde de la faim.

Venant d'une commission dirigée par un diplomate de carrière, les recommandations du rapport risquent toutefois d'accrocher, de retenir l'attention de ces mêmes milieux, les deux annexes au rapport, qui forment près de 40 p.c. du volume rendu public hier, portent d'ailleurs sur des données suffisamment concrètes (statistiques et études de quelques cas de développement) pour que ceux qui les ont signés puissent espérer des résultats allant au-delà des compliments d'usage.

font l'objet d'un débat à l'échelle internationale depuis quelque temps.

Il sera également question de la situation au Moyen-Orient et vraisemblablement de l'évolution des pourparlers entre les quatre grands à ce sujet.

Enfin, il sera possiblement question de l'importance politique et autre que prennent à l'heure actuelle les territoires arctiques. A ce chapitre, il pourrait être question des droits de la mer, du passage du nord-ouest voire même des survols par des avions soviétiques des territoires canadiens.

On n'exclut pas la possibilité hier que M. Gromyko tienne une conférence de presse avant son départ pour Moscou qui est fixé à 18.15 heures vendredi, à bord d'un vol spécial d'aérolift.

ÉTUDIANTS

font que s'accrocher". M. Lévesque a d'autre part signalé qu'il n'y a plus un seul travailleur authentique à l'Assemblée nationale, si l'on excepte M. Bellemare qui fut serrefrein il y a 20 ans.

"Dans une société habituée à se faire révéler des vérités éternelles par ses élites traditionnelles, il n'est pas facile de trouver des candidats dans les milieux populaires".

M. Lévesque a cependant précisé que le PQ compte quelque 40,000 adhérents — dont 25,000 sont en règle — et que l'organisation du parti est maintenant implantée dans 90 comités de la province. Avant la fin de l'année, a-t-il dit, 50 candidats auront été choisis. A Pâques, nous en aurons désigné de 75 à 80.

ST-LÉONARD

pressé. Si vous entendez par socialisme l'expérience des pays de l'Europe de l'Est, je tiens à dire que notre politique n'a rien de commun avec ces régimes. Si, au contraire, vous songez à l'expérience scandinave, suédoise en particulier, alors nous disons que nos objectifs s'apparentent en effet à ceux-là.

Dans la conférence qu'il donnait hier soir devant un groupe d'hommes d'affaires et de personnalités de Montréal, le premier ministre a tenu à souligner que la justice sociale, l'équité fiscale, le relèvement du niveau de vie des citoyens défavorisés ne sont pas incompatibles avec la croissance économique. Bref, progrès social et prospérité économique ne sont pas contradictoires.

Interrogé sur les causes de la défaite de l'équipe néo-démocrate de M. Berger en Colombie-Britannique à la fin d'août, M. Schreyer est d'avis que la cause première de l'échec est "la crainte du socialisme", répandue systématiquement par les adversaires des néo-démocrates.

M. Schreyer déclare en outre que certains documents de travail destinés au congrès du parti néo-démocrate, prévu pour le fin d'octobre à Winnipeg, lui semblent "quelque peu radicaux".

Au sujet de sa politique, il déclare que son gouvernement "n'est pas tellement différent d'un gouvernement libéral avec un petit 'l'".

Mardi à Toronto, hier à Montréal, le premier ministre du Manitoba doit faire ensuite un séjour à New York, toujours pour y rencontrer des hommes d'affaires et des investisseurs éventuels.

REGLEMENT

nuée pour assurer l'ordre, la discipline et la sécurité dans

DÉCÈS

Notes s.v.p. que les avis de décès doivent nous parvenir avant 6.00 p.m. heure de tombée.

Vin BAROLO MARCHESI



Vin classique pour le rôti; étant jeune il a une belle couleur rouge rubis, une rudesse et un apreté qui, au bout de 4-5 années de vieillissement, s'affaiblissent et disparaissent pour céder la place à un goût moelleux, velouté, avec un délicieux parfum.

À la R.A.Q. No. 1888 \$2.15

MORIN Dr. Gérard A. Montréal, le 30 septembre 1969 à l'âge de 61 ans, est décédé le Dr. Gérard Morin, médecin de l'Hôtel-Dieu, époux de Jeanne Perrault. Les funérailles auront lieu vendredi le 3 octobre. Le convoi funéraire partira de la Résidence funéraire Magnus Poirier Inc. No 6520 rue St-Denis à 9 heures 30 pour se rendre à l'église St-Jean-Berchmans, où le service sera célébré à 10.00 heures. Et de là au cimetière de Pointe-aux-Trembles lieu de sépulture. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation. Prière de ne pas envoyer de fleurs, des dons seront acceptés à la Clinique des Tumeurs de l'Hôtel Dieu, 3540 St-Juain.

SYLVESTRE YVONNE A Montréal, le 1er octobre 1969 à l'âge de 56 ans, est décédée Mme Sylvestre Yvonne, née Yvonne Duff, Mère de Mme Madeleine Poirier, de MM. Roger, Maurice et Robert Sylvestre. Les funérailles auront lieu samedi le 4 courant. Le convoi funéraire partira du Salon T. Sansregret Ltée. No 3198 rue Ontario est à 9 heures 45, pour se rendre à l'église St-Émile où le service sera célébré à 10.00 heures. Et de là au cimetière de l'Est, lieu de sépulture. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation.

Restaurant LICENCE COMPLETE le Habelais



Fine Cuisine française dans une atmosphère intime. En soirée: table d'hôte \$3.25. Dîner d'hommes d'affaires: à partir \$1.60. Aucun problème de stationnement après 7 hrs p.m.

425 McGill METRO CARRE VICTORIA Tél.: 849-6629

APPARTEMENT A LOUER

3255 Edouard-Montpetit "Penthouse", moderne, 3 1/2 avec patio et garage. \$165. Tél. 342-3273 ou appartement 504. 4-10-69

Vue panoramique grand 3 1/2, meublé ou non, meublé centre-ville près métro (5e étage). \$175. 16e étage \$150. Tél. 842-5818. 1-11-69

AUTO A VENDRE

Volkswagen 1964, modèle 1500, station wagon, bonne carrosserie. \$390. Tél. 684-0226. 6-10-69

Oldsmobile F 85, 1968, 4 portes, vert métallisé, toiture et intérieur vinyl noir, 12,000 miles, cause infirmité vs éducateur. Tél. 435-2969. 3-10-69

CHRYSLER Imperial 1967, 4 portes, tout rigide, complètement équipée, parfait état, peu de mileage. Tél. Joliette 753-3966. 6-10-69

BUREAU A LOUER

Bureau et appartement adjacents, dans gratte-ciel moderne, centre-ville, idéal pour professionnel. Tél. 842-5818. 6-10-69

Dans la ville industrielle de Ste-Thérèse, centre-ville, coin Turgeon et Blainville, Prix raisonnable. Pour de plus amples détails 435-5385. 3-10-69

Centre-ville près métro, dans gratte-ciel moderne, avec appartement adjacents, ou non, idéal pour docteurs, dentistes, notaires, ingénieurs etc. Prix raisonnable. Tél. 842-5818. 11-10-69

CHAMBRE A LOUER

N.D.G., grande chambre pour personne distinguée et tranquille, à louer, pension si désiré. Références exigées. Tél. 488-0739 ou 481-3382. 4-10-69

CHALET A VENDRE

Région Ste-Adèle "petit Westmont", avec plage sablonneuse, sur grand lac naturel, 3 chambres à coucher, chalets suisses, foyer pierre, piscine, tennis, piscine, pente de ski, terrain compris \$18,600, paiements mensuels. Tél. 731-3901. 1-11-69

PIEDMONT, chalet 46-hiver, brique, chauffage central, cave, 6 pièces entièrement meublées, piscine extérieure en béton, Grand terrain \$30,000. Tél. MH 321-3164, Piedmont 227-3417. 3-10-69

DIVERS

TOP MART INC. 15 est rue Ste-Catherine, Tél. 845-0401, métro St-Laurant. Vente de liquidation de manufacturiers. Habits complets en Worsted et Fortrel \$20-\$30. Jaquettes sport \$6-\$15. Manteaux de fourrure "Raccoon" \$45. Imperméables \$10-\$15. Caridagans et pull-over \$6-\$6.50. Pantalons \$3-\$6.50 Etc. J.N.D. 27-10-69

PETITES ANNONCES DU "DEVOIR" 844-3361

Le prix de nos petites annonces est de \$1.50 par jour avec un maximum de 25 mots. (.05 du mot additionnel). L'heure de tombée est midi pour l'édition du lendemain.

CHALET A VENDRE OU A LOUER

STE-AGATHE, superbe chalet neuf (style Tyrol) résidentiel, franc montagne, foyer, 5 1/2 chaudières, meubles rustiques, près piste ski. Aussi terrains à bâtir. Tél. 256-0825 (samedi 254-6728). 30-10-69

COMMERCE A VENDRE

Biscuiterie établie depuis 19 ans, s'adresser 1042 rue Fleury est. 6-10-69

CHALET ET TERRAINS A VENDRE

UNE HEURE DE MONTRÉAL

- Domaine privé
• 9 lacs,
• 6 milles sur la rivière Ouareau
• Bord de l'eau disponible
• Yachting
• 49 milles carrés de territoire de chasse
• Pêche à la truite
• Club de ski-doo
• Chemins ouverts à l'année
• Chalets hiver-été (Foyer naturel)
• Termes faciles
Inf.: Voir plans et chalets modèles à 585 rue Fleury ouest.

R. FERDINAND

Tél.: jour 384-2353 soir: 342-2590 1-10-69

FEMMES DEMANDEES

Cherchons secrétaire bilingue sténodactylo, pour directeur de restaurants. Expérience nécessaire. 25 à 30 ans. Tél. 842-3481. 9-10-69

LOGEMENT A LOUER

AMUNTSIC, ouest, 5 1/2 chaudières, près métro, rue tranquille, propre, occupation 1er novembre. Tél. 384-4909. 4-10-69

MONTRÉAL-NORD, 5 pièces, non chauffées, \$90, par mois, 2 mois gratuits, s'adresser 10,889 Ste-Georgette. 2-10-69

JACQUES-CARTIER, 5 1/2 pièces, spacieuses, haut de duplex neuf, chauffage électrique, près école, centre d'achats, transport facile. Tél. 677-8176. 6-10-69

PERSONNEL

Ne restez pas seul(e) Célibataires, veufs (ves), séparés (es). Pour informations 384-6536. 4-10-69

COURS PRIVÉS

Professeur diplômé piano classique, BA Université de Cam, donne cours piano, théorie etc. Élémentaire et avancé, enfants et adultes, progrès rapide. Tél. 277-8019. 7-10-69

PROPRIETE A VENDRE OU A LOUER

Bungalow brique et pierre, neuf, à vendre ou à louer, occupation immédiate, 5 pièces, cave ciment, asphalte et gazon first, situ 14 rue Rémi-Franc à Blainville. Tél. 435-3575. 6-10-69

PROPRIETES A VENDRE

Canada Province de Québec District de Montréal

No 15911 ex-partie ALBERT LUTTMAN, vendeur résidant au 5962 Mellong Ave Côte St-Luc, District de Montréal. Créancier

PATRICK DUROCHER, autrefois résidant au 6420 rue Baldwin, Ville d'Anjou, District de Montréal, maintenant d'adresse inconnue. Débitur

PAR ORDRE DE LA COUR

AVIS est donné à PATRICK DUROCHER débiteur, selon un jugement de la Cour Supérieure pour le District de Montréal, dans le dossier No. 15911 ex-partie, que l'AVIS de 90 jours tel que requis par les Articles 1066A et suivants du Code Civil de la Province de Québec a été déposé au Bureau du Procureur.

Ledit Avis de 90 jours concerne: "UN immeuble ayant front sur la rue Baldwin à Ville d'Anjou, connu et désigné comme étant le lot Numéro QUATRE CENT SOIXANTE-SEIX de la subdivision du lot originaire nommé QUATRE CENT VINGT-TROIS 423 479 au Plan et Livre de Revenu Officiel de la Paroisse de Longue Pointe. Avec la propriété des biens érigés et portant le Numéro civique 6420 Avenue Baldwin".

Selon cet Avis si vous ne répondez pas en 90 jours de la date du premier des AVIS, le Créancier "ALBERT LUTTMAN" deviendra propriétaire de la propriété immobilière décrite ci-haut.

Un copie de l'AVIS de 90 jours a été déposé au greffe de la Cour Supérieure et Montréal, à votre intention.

MONTRÉAL, ce 29 septembre 1969 MARIUS D'AMOURS P.C.S.M. Mes CHABRELSON & CHABRELSON 1255 Carré Philippe, suite 1005, Montréal P.Q.

Avis légaux - Avis publics

MINISTRE DES TRANSPORTS OTTAWA ONTARIO APPEL D'OFFRES NO. 2 J 135

DES SOUMISSIONS CACHETÉES, adressées au sous-greffier, bureau 108, immeuble Hunter, Ottawa, et portant la mention "Soumission pour modifications aux bouches d'alimentation en carburant - Montréal", seront reçues jusqu'à 15 heures, heure avancée de l'Est, le 16 octobre 1969 pour des modifications aux bouches d'alimentation en carburant, à l'aéroport (postes 31 à 42 inclusivement), à l'aéroport international de Montréal-Dorval (Qué.)

On pourra examiner les plans, devis et autres documents de soumission au bureau de l'acheteur régional, ministère des Transports, pièce 152, immeuble de l'Administration régionale aéroport international de Montréal, Dorval (Qué.), et en obtenir des exemplaires sur dépôt d'un chèque visé de \$25 pour chaque jeu, établi à l'ordre du Receveur général du Canada.

On pourra aussi prendre connaissance des plans et devis aux bureaux de l'ACD, association de la construction de Montréal.

Le Chef-suppléant des Achats et des Contrats, R. J. D. BROWN

COUR SUPERIEURE NO. 77475

DAME LILLY (anciennement connue comme LILLY) ROSEN, ménagère, de la Cité de Passaic, État du New Jersey, un des Etats-Unis d'Amérique, veuve non-remariée de Fnu Harry Krieger, de son vivant des mêmes lieux, personnellement et en sa qualité d'exécuteur de l'administrateur testamentaire dudit Harry Krieger & c.

JACOB S. HAIMSON, de la Cité de Jérusalem, Israël. Défendeur

LE REGISTREUR DE LA DIVISION D'ENREGISTREMENT DE MONTRÉAL & AL. Mis-en-cause

PAR ORDRE DE LA COUR

Le défendeur JACOB S. HAIMSON, est par les présentes requis de comparaître dans un délai de 30 (trente) jours à compter de la dernière publication.

Une copie du Brief d'Assignation et de la déclaration a été laissée au Greffe de la Cour Supérieure de Montréal à son intention.

MONTRÉAL, ce 30 septembre 1969 MARIUS D'AMOURS, C.S.

Mes GREENBLATT GINSBERG GARDNER & GLAZER 1440 rue Towers Montréal, P.Q.

COUR SUPERIEURE No 15911 ex-partie

ALBERT LUTTMAN, vendeur résidant au 5962 Mellong Ave Côte St-Luc, District de Montréal. Créancier

PATRICK DUROCHER, autrefois résidant au 6420 rue Baldwin, Ville d'Anjou, District de Montréal, maintenant d'adresse inconnue. Débitur

PAR ORDRE DE LA COUR

AVIS est donné à PATRICK DUROCHER débiteur, selon un jugement de la Cour Supérieure pour le District de Montréal, dans le dossier No. 15911 ex-partie, que l'AVIS de 90 jours tel que requis par les Articles 1066A et suivants du Code Civil de la Province de Québec a été déposé au Bureau du Procureur.

Ledit Avis de 90 jours concerne: "UN immeuble ayant front sur la rue Baldwin à Ville d'Anjou, connu et désigné comme étant le lot Numéro QUATRE CENT SOIXANTE-SEIX de la subdivision du lot originaire nommé QUATRE CENT VINGT-TROIS 423 479 au Plan et Livre de Revenu Officiel de la Paroisse de Longue Pointe. Avec la propriété des biens érigés et portant le Numéro civique 6420 Avenue Baldwin".

Selon cet Avis si vous ne répondez pas en 90 jours de la date du premier des AVIS, le Créancier "ALBERT LUTTMAN" deviendra propriétaire de la propriété immobilière décrite ci-haut.

Un copie de l'AVIS de 90 jours a été déposé au greffe de la Cour Supérieure et Montréal, à votre intention.

MONTRÉAL, ce 29 septembre 1969 MARIUS D'AMOURS P.C.S.M. Mes CHABRELSON & CHABRELSON 1255 Carré Philippe, suite 1005, Montréal P.Q.

Canada Province de Québec District de Montréal COUR PROVINCIALE No 214628

UNITE CONTINENTAL ENGINES LTD., corporation légalement constituée, ayant siège social et principale place d'affaires à 108 est, rue Fort Rivière à Montréal, District de Montréal.

Denise HETU, fille majeure, autrécité fait suite affaires sous la raison sociale de "Crift Metal Company", 330 rue Poussard à Ville d'Anjou, cité de Laval, et à 2155 boul. St-Étienne, Doreville, Cité de Laval, District de Montréal, et maintenant de lieu inconnu. Défendresse

IL EST ENJOINT à DENISE HETU à l'expiration de laquelle une copie du brief et de la déclaration a été laissée au greffe de cette Cour, de comparaître dans un délai de trente (30) jours.

On pourra aussi prendre connaissance des plans et devis aux bureaux de l'ACD, association de la construction de Montréal.

Le Chef-suppléant des Achats et des Contrats, R. J. D. BROWN

Ed Schreyer

L'attitude des provinces anglophones est à la racine de la crise de Saint-Léonard

M. Edward Schreyer, premier ministre du Manitoba, s'est prononcé hier au cours d'une conférence de presse sur la crise scolaire de Saint-Léonard et l'enseignement du français dans sa province. Le chef du nouveau gouvernement néo-démocrate a notamment déclaré:

« La cause profonde de la crise scolaire de Saint-Léonard est l'attitude adoptée par les provinces anglophones depuis de nombreuses années; quand les provinces anglophones auront facilité davantage l'accès aux études en français, la campagne soutenue par des éléments radicaux du Québec perdra de son intensité.

« Le gouvernement manitobain songe à déposer un nouveau projet de loi à l'Assemblée législative au cours de la prochaine session (mars) afin d'accroître considérablement le nombre d'heures au cours desquelles les commissions scolaires qui en font la demande obtiennent l'autorisation de dispenser l'enseignement en français. La loi votée en 1967 sous le régime du gouvernement conservateur de M. Roblin (et qui marquait à cet égard un déblocage historique) sera donc libéralisée davantage, a dit M. Schreyer qui rappelle les engagements qu'il a pris à ce sujet au cours de la campagne électorale envers les

Franco-Manitobains. Il évoque en outre l'appui que les néo-démocrates ont accordé et accordent encore à la politique fédérale des langues officielles et aux recommandations de la Commission Gagnon-Dunton intéressant l'enseignement en langue française.

Le premier ministre a précisé qu'il avait eu récemment un entretien avec M. Gauthier, président de l'Association canadienne-française du Manitoba, au sujet de la question scolaire.

Le premier ministre poursuit présentement une tournée d'information dans les provinces de l'Est et aux États-Unis afin d'inciter les industriels et les hommes

d'affaires à investir et à implanter des entreprises au Manitoba. M. Schreyer s'efforce en particulier de rassurer les hommes d'affaires quant aux orientations de la politique économique et sociale de son gouvernement. Il sollicite autant les capitaux canadiens qu'américains et donne l'assurance que, loin de gêner l'essor de la libre entreprise, l'équipe néo-démocrate s'efforcera plutôt de favoriser activement l'établissement et le développement d'entreprises industrielles et commerciales.

« Il faut s'entendre sur le mot socialiste, a-t-il dit au cours de sa conférence de

Suite à la page 2



Edward Schreyer

Chambly

Pierre Laporte veut l'ordre à tout prix

Le gouvernement doit rétablir l'ordre à Chambly par tous les moyens et même par une loi si nécessaire, a affirmé hier M. Pierre Laporte, député de Chambly. Le candidat à la direction du parti libéral a cependant refusé de discuter la responsabilité que le gouvernement lui-même pourrait avoir dans l'affaire.

M. Laporte était accompagné de son principal organisateur, M. Guy Leduc, député de Taillon et de M. Guy Lechasseur, député de Verchères. Les deux ont aussi signé le communiqué remis à la presse.

« Si, pour une centaine de professeurs, l'année scolaire de centaines de milliers d'écoliers se voit mise en jeu, le gouvernement doit agir, a dit M. Laporte. Le ministre de l'éducation doit donc intervenir dans le conflit de Chambly avec toute l'autorité nécessaire pour que la situation rentre dans l'ordre. Il est inacceptable que le non-rengagement de 16 professeurs

entraîne l'échec de 18.000 élèves.

M. Laporte a aussi affirmé que l'important n'était pas de trouver qui est responsable de la situation actuelle. « Ce qui compte, c'est les élèves », a-t-il souligné. C'est pourquoi il s'est engagé à déployer tous les efforts pour que les classes reprennent: assemblées publiques, etc. Il a cependant avoué que les moyens de pression sont limités quand on est dans l'opposition.

Interrogé sur les solutions précises qu'il avait à proposer, M. Laporte a dit que le recours à l'injonction était toujours possible. Il a aussi parlé de loi spéciale si la situation le nécessitait.

« A propos de la responsabilité gouvernementale, il s'est contenté de dire que "le gouvernement laisse se créer dans les commissions scolaires une occasion de désordre" "pour ma part, a-t-il ajouté, je me suis engagé à combattre le désordre et les occasions de désordre".

Charles LeMoine touché par un débrayage momentané

par François Barbeau

Malgré le répit dont bénéficient depuis mardi les négociateurs dans le conflit des employés d'hôpitaux, l'hôpital Charles LeMoine de la rive sud a été touché hier par un débrayage momentané de ses syndiqués.

Ces derniers, après une réunion matinale dans la cafétéria de l'hôpital, ont cessé tout travail et a révélé le directeur de l'hôpital, M. Lanoue, à 9h30, les patients n'avaient pas encore reçu leur

petit déjeuner. Ce sont les médecins et les cadres de l'hôpital qui ont dû livrer les plateaux aux patients.

M. Lanoue a ajouté que 49 opérations prévues pour la journée avaient dû être remises à plus tard à cause de cet arrêt de travail intempestif.

Devant cette situation, et craignant que les syndiqués, après être retournés au travail, ne débrayent de nouveau à 15h, comme ils menaçaient de le faire, M. Lanoue a réussi à obtenir de M. Marcel

Pepin et du directeur des grèves de la CSN, M. Couture, la promesse que tout reviendrait à la normale.

Toutefois, appréhendant les jours prochains, M. Lanoue a ordonné que tous les patients de son hôpital en état de regagner leur demeure soient transportés chez eux, et que l'hôpital n'accepte que les cas d'urgence.

Il reste quand même 209 patients à Charles LeMoine, qui ne peuvent absolument pas être déplacés. Des interventions qui

devaient être pratiquées hier, plusieurs seront faites ces jours-ci, mais les essentielles seulement, a précisé M. Lanoue.

Ce dernier, interrogé après une rencontre avec les syndiqués de l'hôpital, a déclaré qu'il ne voulait pas envahir par ses propos la situation ou les relations de bonne entente qu'il avait avec le syndicat.

« Je veux que la bonne entente qui puisse exister entre l'administration et le syndicat, les patients en bénéficient », a-t-il dit.

« Evidemment, a-t-il ajouté, ils (les syndiqués) auraient dû nous prévenir pour que les patients ne manquent de quoi que ce soit. Je crois que la partie syndicale affirmera que personne n'a manqué de rien, mais les médecins ne donneront pas la même version, puisque certains d'entre eux ont dû nourrir leurs patients ».

Cet arrêt de travail à Charles LeMoine ressemble au débrayage qui s'est produit cette semaine à l'hôpital Notre-Dame de Montréal. Le directeur de cet hôpital, M. Lacoste, par contre, a été plus catégorique dans ses remarques sur le sujet que son collègue de la rive sud.

« Ce qu'on vient de nous faire sans nous aviser, c'est à peu près ce qu'il y a de plus inhumain », a-t-il affirmé.

« S'ils veulent faire la grève, qu'ils la fassent, mais qu'ils nous le disent, on va vider l'hôpital ».

Dans les autres hôpitaux de la métropole, la situation est normale, mais les directeurs de chacune de ces institutions ont déjà mis en place le mécanisme de fonctionnement qu'ils appliqueront en cas de grève.

A l'hôpital Santa Cabrini, où les employés ne sont pas syndiqués, on se prépare à accueillir les patients qui ne seront pas admis dans les hôpitaux syndiqués s'il y a un arrêt de travail.

Dans certains autres hôpitaux, on réduit sensiblement les admissions, mais il n'a pas été possible d'obtenir de chiffres précis. Dans la plupart des cas, toutefois, on attend de connaître l'intention des syndicats vis-à-vis de la grève avant de réduire les admissions.

A Charles LeMoine, qui dessert une population de près de 300.000 personnes sur la rive sud, cette situation est grave, puisque les hôpitaux de la ville n'acceptent pas les cas de la rive sud.

Du côté négociations, la partie patronale a rencontré hier les représentants des syndicats affiliés à la FTQ pour discuter avec eux de problèmes de classification des tâches. La question des salaires ne sera pas abordée avant la semaine prochaine.

Avec la Fédération des services (CSN), la partie patronale a convenu d'une série de rencontres qui se poursuivront jusqu'à la tenue du congrès spécial sur les négociations dans le secteur hospitalier, les 13 et 14 octobre.

Suite à la page 2

Des étudiants de Poly invitent Lévesque à aller au fond des choses

M. René Lévesque, qui a fait un exposé du programme de son parti hier midi à l'École Polytechnique, a été interpellé par un étudiant au cours de la période des questions.

Depuis trois quarts d'heure, a-t-il dit en substance, vous nous parlez de vos experts dans le domaine économique. Vous avez seulement réussi à dire qu'il faut démolir le Canada. Pourquoi ne pas amener vos experts ici?

Il m'arrive, a reconnu le chef du Parti québécois,

« d'employer trop de mots et je m'en excuse... »

Où, mais au pouvoir, reprend l'étudiant, allez-vous faire la même chose?

J'ai été au pouvoir durant six ans, a répondu M. Lévesque, et en êtes-vous mort?

Un autre auditeur lui a demandé ce que proposait le PQ pour combattre l'inflation. M. Lévesque lui a expliqué qu'il n'appartenait pas à un parti d'opposition d'indiquer comment on devait s'y prendre. Mais, a-t-il dit, « l'austérité à go go » de M. Tru-

deau risque de compromettre la croissance économique en visant à enrayer l'inflation. La lutte contre l'inflation est une question technique. Une fois au pouvoir, il s'agit de voir quelle est la meilleure méthode. Sur ce point, il faut se méfier des économistes. Chacun peut avoir sa théorie. Il faut pour soumettre leurs théories à l'épreuve des faits.

Un troisième étudiant, citant un passage de la cause prononcée la veille par M. Jean Marchand, a demandé à M. Lévesque s'il partage le point de vue du ministre fédéral pour qui « les problèmes simples n'existent pas ».

La sagesse de l'histoire, a dit M. Lévesque, nous apprend à distinguer l'essentiel de l'accessoire. Sans doute les problèmes seront-ils toujours complexes, et M. Marchand a raison de le dire. Mais il existe pour les peuples de grandes vérités. Il faut pouvoir choisir. C'est en cela que le choix que nous avons à faire est simple. Le Québec est aujourd'hui « comme une femme à moitié enceinte ». Il faut se décider.

Un quatrième étudiant a fait observer à M. Lévesque que son parti n'a pas encore de racines très profondes dans les milieux populaires, que le PQ est en somme un « parti d'élite et d'intellectuels », comme en témoigne selon cet étudiant le choix d'un candidat récemment dans la circonscription de Jean-Talon: au lieu de désigner un organisateur de la CSN, M. Robert Marceau, « les gens de Laval qui dominaient la convention » lui ont préféré le professeur Daoust.

Le chef du PQ a reconnu que les 14 candidats jusqu'ici choisis viennent tous des élites traditionnelles. « Il est normal de commencer dans les milieux où la pénétration du PQ a été la plus rapide ». Mais il a souligné que, de tous les partis politiques, le sien est celui qui réalise le plus de gains actuellement dans les milieux populaires non-bourgeois. « Les autres ne

Suite à la page 2

■ aujourd'hui

A 11h00, au salon Chêne de l'hôtel Windsor, M. Jean Gérin-Lajoie, directeur du Syndicat des métallos, donnera une conférence de presse sur le « fonds minier ».

A 12h15, à l'hôtel Reine Elisabeth, déjeuner-causerie du Richelieu-Montréal. Le maire d'Outremont, M. Pierre Des Marais II, parlera de « participation et administration municipales ».

A 12h15, au salon Sheraton de l'hôtel Mont-Royal, déjeuner du Lions Club de Montréal. Conférencier: M. Mike Hildred, d'Air Canada.

A 13h30, au 420 ouest Lagacière, bureau 425, inauguration du secrétariat permanent du comité de recherche du loisir et de la culture populaire de l'Association internationale de sociologie.

A 14h00, session de la Commission des écoles catholiques de Montréal.

A 17h00, aux bureaux de la S.G.F., 215 ouest, rue Saint-Jacques, bureau 804, conférence de presse donnée par M. Roland Olivier, président de la SEGELEC, société française établie au Québec qui fabrique des isolateurs et autres produits de céramique.

A 19h30, dans la salle Dorée de l'hôtel Mont-Royal, démon-

stration du réseau avertisseur radio Selectron électrique devant une centaine de chefs de police et de représentants de la police provinciale et de la gendarmerie.

De 18h00 à 20h00, chez Lidée, 1083 Van Horne, lancement du livre « Université du Québec » de Serge Lamarche.

A 20h00, à la salle de l'École De Salaberry, 1710 rue Beaudry, assemblée publique créditiste.

M. Réal Caouette, chef du Ralliement créditiste, sera le principal orateur.

A 20h30, au 4725 rue Saint-Denis, les dirigeants de la Société métropolitaine des amis de la sobriété égo, tiendront une conférence de presse.

Un règlement serait imminent?

par Gilles Provost

A l'invitation de la commission scolaire, les deux parties en cause dans le conflit de Chambly se sont rencontrées longuement hier. On attendait des développements majeurs au moment de mettre sous presse.

La réunion portait sur le statut des démissionnaires et sur l'établissement progressif des exigences de la prochaine convention collective. A 6 heures, hier soir, on discutait encore sur le premier point alors que la rencontre avait débuté à 3h30.

Il semble que les discussions soient très sérieuses: les deux parties se sont séparées à quatre reprises entre 4h et 7h pour tenir des caucus chacune de son côté.

De plus, des sources dignes de foi affirment qu'un télégramme important est parvenu à la commission scolaire mardi soir. Il venait, paraît-il du comité de négociation

provincial qui aurait discuté alors des clauses qui touchent le cas de Chambly.

Enfin, M. Nappert, le président de l'association des enseignants de Chambly, a reçu aussi un téléphone de la part du négociateur syndical à Québec, vers 4 heures, hier après-midi.

Tous ces indices laissent supposer que l'on prenait des décisions importantes, d'autant plus qu'une conférence de presse était prévue à la fin de la rencontre. Il y a aussi des raisons sérieuses de croire que les administrateurs et les professeurs de Chambly préparent une déclaration commune puisque nous avons appris que l'on discutait, à un moment donné, sur le vocabulaire précis à employer.

On se souvient que les enseignants ont fait savoir mardi qu'ils sont disponibles de façon entière et non dissoci-

Suite à la page 2

Berlitz peut améliorer votre situation

Si la barrière linguistique est une entrave à votre avancement, Berlitz peut résoudre votre problème en quelques semaines!

Venez nous voir! On vous donnera une démonstration en anglais... espagnol... allemand ou italien.

Mais, soyez prêts pour une meilleure situation.

Berlitz

Langues vivantes • Leçons pratiques

1 Place Ville Marie
2055, rue Peel, Montréal, Tél.: 288-3111
Sherbrooke, Tél.: 569-9179
St-Jean, Tél.: 346-6100
Trois-Rivières, Tél.: 378-2811

RÉPARATION de montres

RASOIRS ÉLECTRIQUES

Briques, bagues et autres bijoux.

Les artisans spécialistes de notre atelier de réparations et gravures sont toujours à votre entière disposition.

OUVRAGE GARANTI

Service prompt et courttois

COMPONNETTE

J. Brassard, prés.

256 est. Ste-Catherine 861-9293
7780 est. Sherbrooke 351-0800
3007 est. Sherbrooke 527-1881

COMPATIBLES SONT LES VÊTEMENTS Society Brand

Compatibles... parce que le veston et les pantalons sport sont si bien agencés dans un tissage parfaitement coordonné. Ceci vous donne une coordination parfaite en tous points. Portez des vêtements compatibles et vous serez parfaitement compatibles avec la mode.

En plein centre du quartier français des affaires

H. PRÉVOST LTÉE

406 est. rue Ste-Catherine Coin St-Denis Tél.: 288-6153

A cet pos. de la sortie du métro Berri et Ste-Catherine

Vient de paraître:

Co-publication: Ministère de l'Éducation du Québec

Éditions de l'Institut de Formation par le Groupe

La dynamique des groupes appliquée dans une classe d'adultes

Prix: \$3.00

Commandes téléphoniques et postales

Institut de Formation par le Groupe Inc. 3600 avenue Barclay, Suite 420, Montréal 735-5171

En vente aussi dans la plupart des librairies

Guy Robert, L.Ps.
Denis Royer, L.Ps.
Yvan Tellier, Ph.D.

Le Québec et les immigrants

M. Mario Beaulieu a rendu publiques, avant-hier, les articulations majeures de ce que semble devoir être, au cours de l'avenir prochain, la politique québécoise en matière d'immigration.

L'immigration ne saurait être conditionnée par la seule volonté et les seuls besoins immédiats du pays d'accueil.

Il reste cependant que, dans le cas des Etats-Unis et du Canada, l'immigration a généralement correspondu à des besoins éprouvés par les dirigeants de chaque pays et été réalisée à l'aide de programmes conçus par ceux-ci.

Ce qu'on a longtemps pratiqué dans le cas de l'Ontario et de l'Ouest, il est plus que temps de le pratiquer au Québec.

S'il doit désormais être question d'une politique d'immigration pour le Québec, une première exigence saute aux yeux.

des services qui leur permettront d'agir conformément aux meilleurs intérêts du Québec.

Telle est l'une des toutes premières priorités qu'a voulu se fixer M. Beaulieu. Même si cette politique ne saurait se réaliser du jour au lendemain, même s'il faudra l'instaurer par étapes, en commençant par des objectifs modestes, elle reste l'alpha de toute action réaliste dans ce secteur.

Il ne suffit pas de faire venir l'immigrant au Québec. Il faut lui donner la chance d'être raisonnablement heureux ici.

Nous examinerons un autre jour la qualité des services que le gouvernement québécois entend mettre à la disposition des immigrants, afin de répondre aux besoins concrets de ceux-ci.

Nous venons de faire à Saint-Léonard l'essai d'une méthode autoritaire. Le bilan de cet essai est aussi négatif que ridicule.

Les intentions majeures qui paraissent devoir inspirer la politique d'immigration de M. Beaulieu et de ses collaborateurs sont empreintes d'un esprit réaliste et positif.

A cette façon négative et stérile d'aborder le problème, nous préférons d'emblée celle qu'a laissée entrevoir mardi M. Mario Beaulieu, et qui consiste à accueillir d'abord dans un esprit fraternel l'immigrant afin que, se sentant pleinement chez lui parmi les Canadiens français du Québec, il décide librement de s'intégrer dans leur milieu social et culturel.

J'entendais l'autre soir un reporter s'in-

quiéter à la télévision de la sollicitude active que le ministre de l'immigration entend déployer à l'endroit des cultures d'origine des immigrants qui viennent s'installer au Québec.

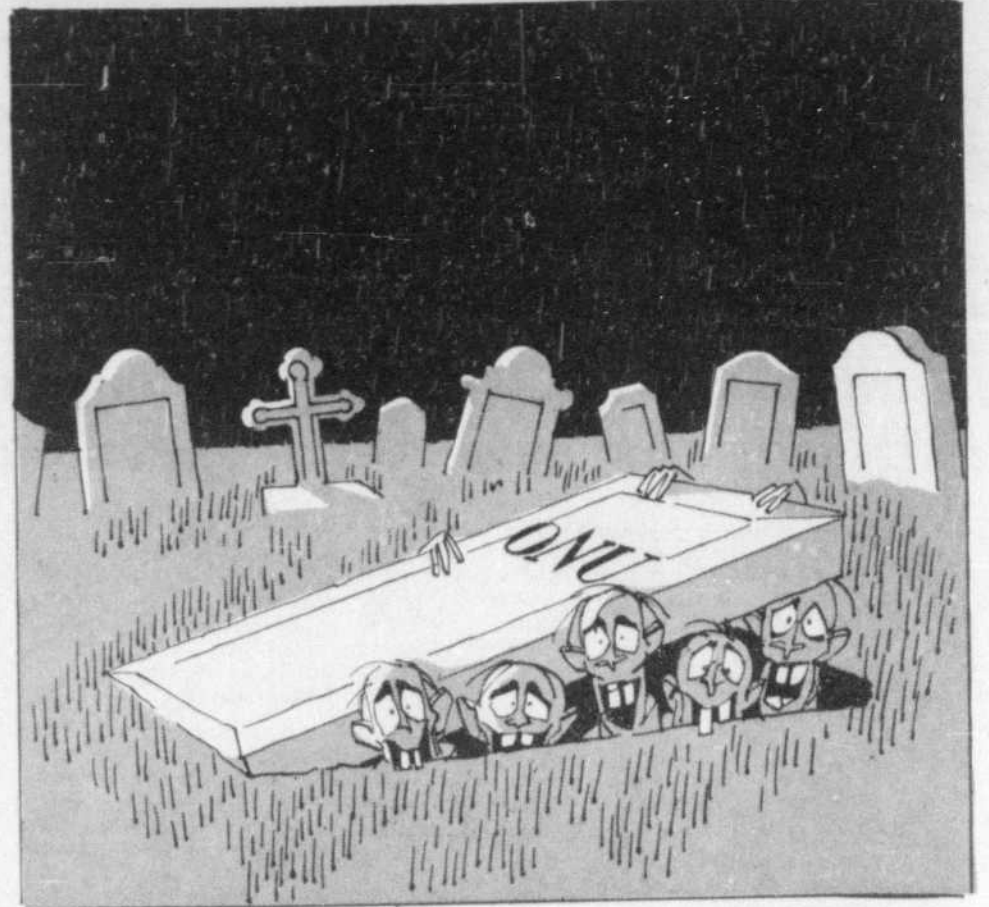
Le Canada repose sur deux cultures principales. Il ne repose pas uniquement sur ces deux cultures. Il serait stupide, de notre part, de ne nous intéresser qu'à celles-ci.

Quand les immigrants sentiront que nous les acceptons pour ce qu'ils sont, que nous les aimons comme ils sont, ils se sentiront davantage attirés vers nous.

Les intentions majeures qui paraissent devoir inspirer la politique d'immigration de M. Beaulieu et de ses collaborateurs sont empreintes d'un esprit réaliste et positif.

Les intentions majeures qui paraissent devoir inspirer la politique d'immigration de M. Beaulieu et de ses collaborateurs sont empreintes d'un esprit réaliste et positif.

Claude RYAN



- Pas d'essai nucléaire sous terre, ça nous réveille

POINT DE VUE

De l'abus de la tactique et de la force dans les conflits scolaires

par FRANÇOIS-ALBERT ANGERS

Monsieur Prince,

Votre éditorial du 29 septembre me paraît donner une note juste relativement au conflit qui divise actuellement le gouvernement et les commissions scolaires.

A moins d'avoir tous les détails des négociations dans ce domaine, il est bien difficile de trancher le débat. Il nous paraît que les torts ne sont pas tous du même côté.

Une chose paraît certaine: tant au ministère de l'éducation que dans les commissions scolaires, il n'apparaît pas qu'on ait vraiment encore consenti à aborder le problème des enseignants comme il conviendrait.

D'autre part, il importe, pour que cela se réalise le plus rapidement, que les enseignants ne se mettent pas eux-mêmes dans leur tort en ne se conduisant pas comme les professionnels qu'ils veulent et doivent être.

Le printemps dernier, à la Commission de désarmement des dix-huit pays, la Suède a pris l'initiative d'une nouvelle approche de ce problème. Dans le but d'établir l'intention des deux grandes puissances d'en venir à un accord, et de les inciter à déclarer qu'elles sont prêtes à prendre la décision politique d'interdire les explosions souterraines, la Suède a soumis un projet de traité qui comporterait une forme de vérification autre que l'inspection internationale envisagée jusqu'ici.

En plus des dangers qu'elle comporte, l'explosion atomique qui doit avoir lieu aujourd'hui soulève d'autres inquiétudes du fait qu'elle est liée au programme de missiles antimissiles "Sauvegarde", qui marque une nouvelle escalade dans la course aux armes nucléaires.

qu'il ne soit plus guère admissible que les luttes d'aujourd'hui puissent être déceimement conduites par certaines des méthodes mises en honneur il y a vingt ans et plus. Il est légitime de soutenir qu'à l'heure actuelle, la situation des enseignants est suffisamment bonne pour que le droit des élèves passe avant.

En véritables professionnels, les enseignants ne peuvent pas non plus faire abstraction de tout souci, à leur seul profit, des difficultés financières auxquelles fait face l'Etat du Québec.

S'il est vrai que dans Chambly, la commission scolaire a dû fermer ses portes parce que le conflit autour des démissionnaires avait engendré le désordre dans les classes, de par l'attitude des professeurs, on ne peut pas lui donner tort.

Il est vrai que dans Chambly, la commission scolaire a dû fermer ses portes parce que le conflit autour des démissionnaires avait engendré le désordre dans les classes, de par l'attitude des professeurs, on ne peut pas lui donner tort.

lettres au Devoir

Sur une grève de professeurs d'université

M. le Directeur,

Récemment un certain nombre de professeurs du département de Sciences politiques, Sociologie et Anthropologie (P.S.A.) de Simon Fraser University demandaient à l'Association canadienne des professeurs d'université d'intervenir dans une controverse qui les mettait aux prises avec l'administration de cette université.

Dans un effort pour prévenir l'affrontement direct le professeur Willard Allen, président de l'A.C.P.U., émet un communiqué le vendredi 19 septembre conseillant plus de modération et proposant une procédure capable d'aboutir à une solution.

Les choses se précipitent. Dans un communiqué du 22 septembre, le président Strand, malgré quelques réserves, ouvre la porte à un certain dialogue.

Tout cela est trop subtil, trop compliqué, trop peu clair, pour que les élèves doivent faire les frais de l'opération. Le sens du devoir et de la responsabilité devrait induire les enseignants à tenir au parfait fonctionnement des classes.

Il n'est pas question pour l'A.C.P.U. de porter un jugement sur les motifs qui sont à l'origine de cette controverse. L'affaire est très vaste et il faudra beaucoup plus de connaissance des faits avant de pouvoir se prononcer.

Il n'est pas question pour l'A.C.P.U. de porter un jugement sur les motifs qui sont à l'origine de cette controverse. L'affaire est très vaste et il faudra beaucoup plus de connaissance des faits avant de pouvoir se prononcer.

le secrétaire général adjoint ASSOCIATION CANADIENNE DES PROFESSEURS D'UNIVERSITE WILFRID M. DUBE Ottawa, 26-9-69 P.S: Veuillez noter qu'effectivement le département de P.S.A. a déclaré la grève à 12.30 p.m., mercredi le 24 septembre 1969

bloc-notes

Le retour du pasteur missionnaire

Parti depuis deux ans de cette ville où il était universellement aimé, le cardinal Paul-Ernie Léger est rentré hier à Montréal sous un soleil radieux qui rappelait aux Montréalais venus l'accueillir en grand nombre le jour inoubliable de son départ en décembre 1967.

Sans avoir reçu d'autre avis que la nouvelle générale parue dans les journaux, des centaines d'amis du cardinal, ayant à leur tête l'archevêque et le maire de Montréal, se pressaient à l'aéroport pour retrouver celui dont le souvenir ne les a guère quittés pendant ces deux années d'absence.

Le cardinal a été, hier, peu loquace. On sentait qu'il avait beaucoup à dire mais qu'il voulait réserver pour des rencontres plus appropriées, qui auront lieu bientôt, l'essentiel du message qu'il rapporte d'Afrique.

Le message du cardinal, selon ce qu'on a pu deviner hier, gravitera autour de deux thèmes majeurs, qui ne sont pas vraiment nouveaux chez lui, mais qui revêtiront une note d'urgence inédite à la lumière de l'expérience qu'il vient de vivre: solidarité et don.

Solidarité entre tous les peuples, entre les hommes de toutes couleurs, de toutes races, de toutes confessions, mais plus spécialement solidarité entre les peuples nantis et les peuples qui ont faim. Solidarité exprimée non seulement par des dons matériels — qui seront cepen-

dant requis en quantité plus grande que jamais — mais aussi par "la consécration de soi pour une humanité qui a le droit de vivre dans la dignité".

De cette forme suprême de la solidarité qu'est le don total de soi, le cardinal a donné l'exemple depuis toujours. Sa parole aura d'autant plus de poids lorsqu'il nous exhortera aussi à des formes plus élémentaires mais non moins vitales de solidarité.

L'ancien archevêque, qui sera reçu partout comme le pasteur et l'ami toujours présent dans la pensée de ses anciens diocésains et de ses compatriotes de tout le pays, nous disons notre joie de l'avoir retrouvé en bonne santé (quoique visiblement fatigué par un voyage éprouvant), et notre hâte d'entendre son message de solidarité et d'action.

C.R.

Le contrôle des explosifs

Selon La Presse d'hier, on aurait volé une quantité considérable de dynamite durant la nuit de dimanche à lundi dans la région de Rimouski. Au cours des dernières années, les divers groupes de terroristes ont volé de la dynamite sur des chantiers de construction pour commettre leurs attentats. Le dernier vol, d'une ampleur exceptionnelle, fournirait des explosifs pour de nombreux attentats comme celui qui a été perpétré chez le maire Drapeau.

Chaque fois qu'une nouvelle vague de terrorisme est survenue, l'on s'est étonné de la facilité apparente avec laquelle ces criminels peuvent se procurer des explosifs. Au début, l'élément de surprise pouvait expliquer cet accès trop facile aux dépôts de dynamite utilisée dans di-

vers travaux. Mais les autorités auraient dû depuis longtemps exercer une surveillance efficace de ce matériel dangereux.

En mars dernier, le ministère du travail et de la main-d'œuvre du Québec a émis des directives quant à l'entreposage et à l'utilisation des explosifs. On y stipule notamment qu'en dehors des heures de travail les explosifs et les détonateurs doivent ou bien être retournés au fournisseur, ou être entreposés sous la surveillance d'un gardien dans un dépôt, ou encore être emmagasinés dans un dépôt licencié conformément à la loi des explosifs du Canada.

Ces directives sont-elles observées? Si elles ne sont pas assez efficaces pour empêcher les vols, il faut les rendre encore plus rigoureuses. En août dernier, des attentats ont eu lieu à Sainte-Foy dans l'édifice où loge le ministère du travail du Québec, et à Montréal au syndicat de la construction. Ces explosifs prenaient comme cibles des édifices qui étaient inoccupés durant la nuit. Puisque les terroristes s'en prennent maintenant à des chefs politiques et à leurs familles, les mesures préventives deviennent encore plus nécessaires.

La précaution la plus élémentaire c'est d'empêcher les terroristes de se procurer des explosifs. Comme la dynamite est utilisée couramment pour de nombreux travaux, un contrôle vraiment rigoureux peut présenter certains inconvénients pour les usagers et entraîner quelques frais additionnels. Mais puisqu'il y va de la sécurité des gens, et en particulier des dirigeants politiques, il ne faut rien négliger de ce côté; il faudrait même sévir contre ceux qui négligeraient de se conformer aux directives plus sévères que devront prendre les autorités.

L'explosion atomique aux Aléoutiennes

Le président Nixon a rejeté les appels du Congrès américain et du gouvernement canadien dont le but était de faire différer une explosion atomique souterraine aux îles Aléoutiennes, et il est donc probable que cette expérience aura lieu aujourd'hui tel que prévu. Il s'agit de la première de cinq explosions dont la puissance sera de plus en plus forte; la première sera déjà d'environ soixante fois celle de la bombe de Hiroshima.

Cette initiative a provoqué un émoi bien compréhensible au Canada, surtout en Colombie-Britannique. La Commission de l'énergie atomique des Etats-Unis a évalué les risques et le président Nixon s'en tient au rapport favorable de cette commission. S'il survénait un raz de marée ou des retombées nucléaires à la suite de cette explosion ou de celles qui doivent suivre, le gouvernement américain se-

rait non seulement appelé à payer les dommages subis, comme l'en a prévenu M. Sharp, mais il encourrait un blâme qui s'étendrait bien au-delà de la zone affectée et qui nuirait à l'influence de l'administration Nixon.

Les explosions souterraines comportent moins de risques que les explosions dans l'atmosphère, mais elles ne sont pas sans danger. C'est pourquoi, l'on s'est efforcé depuis plusieurs années de les interdire comme on l'a fait pour les explosions dans l'atmosphère. Pendant longtemps, aucun accord n'a été possible, même pour les explosions dans l'atmosphère, parce que le contrôle d'un tel accord aurait exigé une surveillance internationale et des inspections sur place dans tous les cas de secousses suspectes. Les progrès de la détection ont permis de conclure un accord sans inspection.

Mais tel n'est pas le cas pour les explosions souterraines, qui ont été exclues de l'interdiction. Les Etats-Unis insistent sur la nécessité d'inspections internationales dans les cas douteux, tandis que l'Union soviétique soutient qu'il suffit que chaque pays procède lui-même aux inspections sur son territoire.

Le printemps dernier, à la Commission de désarmement des dix-huit pays, la Suède a pris l'initiative d'une nouvelle approche de ce problème. Dans le but d'établir l'intention des deux grandes puissances d'en venir à un accord, et de les inciter à déclarer qu'elles sont prêtes à prendre la décision politique d'interdire les explosions souterraines, la Suède a soumis un projet de traité qui comporterait une forme de vérification autre que l'inspection internationale envisagée jusqu'ici.

En plus des dangers qu'elle comporte, l'explosion atomique qui doit avoir lieu aujourd'hui soulève d'autres inquiétudes du fait qu'elle est liée au programme de missiles antimissiles "Sauvegarde", qui marque une nouvelle escalade dans la course aux armes nucléaires.

Le fait que les premières bases de ces missiles doivent être installées tout près de la frontière canadienne, dans l'Ouest, ajoute aux inquiétudes du Canada dont le territoire se trouvera encore plus exposé entre les réseaux de missiles des deux géants.

P.S.

propos d'actualité

"Il est grand temps d'appliquer les mesures telles que l'arrêt de la production d'armes nucléaires et l'élimination de tous ces stocks, pour que l'énergie nucléaire soit utilisée exclusivement à des fins pacifiques, l'interdiction des essais souterrains d'armes nucléaires, la création de zones dénucléarisées dans diverses régions, l'interdiction de l'emploi des fonds marins à des fins militaires. Des mesures radicales dans le domaine du désarmement nucléaire sont possibles à condition que toutes les puissances nucléaires, et non quelques-unes seulement, y participent."

André Gromyko, représentant de l'U.R.S.S. aux Nations unies, dans un discours prononcé devant l'Assemblée générale de l'ONU, le 19 septembre 1969.

"L'Union soviétique propose que l'Assemblée générale de l'ONU appelle les gouvernements à s'en tenir strictement, dans leurs relations internationales, aux principes de la coexistence pacifique des Etats, indépendamment de leur régime social, au principe de la souveraineté, de l'égalité, de l'intégrité territoriale de chaque Etat, de la non-ingérence dans les affaires intérieures, du respect du droit de tous les peuples de choisir librement leur régime social. Les différends survenant entre les Etats doivent être éliminés exclusivement par des moyens pacifiques, sans avoir recours et sans menacer de recourir à la force."

André Gromyko, représentant de l'U.R.S.S. aux Nations unies, dans un discours prononcé devant l'Assemblée générale de l'ONU, le 19 septembre 1969.

LE DEVOIR

Fondé par Henri Bourassa le 10 janvier 1910

Directeur: Claude Ryan

Directeur de l'information: Jean Francoeur

Trésorier: Arthur Lefebvre

TELEPHONE: 844-3361

LE DEVOIR est publié par l'Imprimerie Populaire Limitée, société à responsabilité limitée, dont le siège social est au 434 est, rue Notre-Dame, Montréal. Il est composé et imprimé par l'Imprimerie Dumont Inc., 9130 rue Boivin, Ville LaSalle. Seule la Presse canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans "Le Devoir".

ABONNEMENTS: édition quotidienne, Canada 12 mois: \$28.00; 6 mois: \$15.00; 3 mois: \$8.00. A l'étranger: 12 mois: \$40.00; 6 mois: \$22.00; 3 mois: \$12.00. Edition du samedi: 12 mois: \$10.00.

Courrier de la deuxième classe: enregistrement numéro 0858.

des idées

des événements

des hommes

Lendemain d'élections en Allemagne Priorité aux problèmes intérieurs

par JOSEPH KRAFT



Kurt Kiesinger

BONN — Pendant que s'accumulent les résultats confus de l'élection de dimanche, un personnage du monde officiel de cette capitale se tourne vers un autre et lui dit dimanche soir: "Ainsi s'en va la dernière illusion de puissance que pouvait nourrir l'Allemagne. Maintenant tout le monde saura que nous ne savons même pas compter". Et ce commentaire résume assez bien l'impression générale que laisse la dernière élection allemande.

Peu importe la nature exacte du gouvernement de coalition qui émergera des discussions de coulisse qui sont présentement en cours. Peu importe la solution que l'on apportera à la présente crise du mark. Une leçon principale se dégage de l'élection: l'Allemagne a perdu son élan, elle semble devoir être dominée pendant un avenir indéfini par le souci de ses problèmes intérieurs.

On pourrait résumer l'élection en disant qu'elle mit en

scène un électoral dompté suivant des leaders médiocres autour de questions ennuyeuses. Une perspective se dessine maintenant en Allemagne: c'est celle d'une évolution sans douleur qui portera ce pays à s'intéresser moins qu'hier aux grandes questions relatives à la guerre froide et à la paix et à se tourner davantage vers des préoccupations intérieures susceptibles de favoriser l'établissement de liens plus étroits avec ses voisins de taille moyenne. Et cette perspective justifie la politique d'abstention que préconise, même si elle ne la pratique pas toujours scrupuleusement, l'administration Nixon à l'endroit des problèmes européens.

Le signe le plus évident de cette domestication du corps électoral allemand, c'est le désaveu qu'a essuyé le Parti national démocrate ou NPD. Qu'il soit réellement de nature néo-nazie ou non, le NPD était considéré comme une source probable de difficultés tant sur le plan intérieur que dans les rapports de l'Allemagne avec le reste du monde. Mais l'élection, contrairement à ce que tout le monde avait prédit, n'a même pas donné au NPD le minimum de 5% du total des voix qui était nécessaire pour qu'il puisse décrocher des sièges au Bundestag. On note de plus que ceux qui ont déserté le NPD cette fois-ci étaient des gens ordinaires qui avaient voté pour ce parti aux élections tenues dans des Etats. Pour reprendre la formule du professeur Rudolf Wildemann, qui est un peu le Gallup de l'Allemagne, on pourrait dire: "Les barbiens sont retournés chez les socialistes et les paysans ont renouvelé leur allégeance aux chrétiens-démocrates."

Opportunistes et fauteurs de troubles ont été rejetés par les électeurs. Le Parti démocrate libre ou FDP, a toujours joué le rôle de balancier entre les deux formations principales. Cette fois, il a perdu du terrain sur sa gauche au profit des socialistes et sur sa droite au profit des chrétiens-démocrates, devenant ainsi le grand perdant de cette élection qui a vu son nombre de sièges y glisser de 49 à 30 et qui en fait une proie facile pour de nouveaux gains au profit des partis principaux à l'occasion d'une future élection.

Quant aux deux partis principaux, leurs leaders, dans chaque cas, subissent depuis longtemps des critiques bien fondées en raison de leurs faiblesses et de leurs hésitations. Cela ne les a pas empêchés de sortir de l'élection avec un mandat renouvelé. Chez les chrétiens-démocrates, l'attraction suave du chancelier Kurt Kiesinger lui a permis de conjurer les signaux de désastre qui se faisaient jour et de garder aux chrétiens-démocrates leur rang de

parti dominant dans le pays. Aucune menace sérieuse ne semble planer pour l'instant sur le leadership de Kiesinger, et l'on note au passage que le ministre des finances Franz J. Strauss, souvent considéré comme le plus dangereux des rivaux possibles de M. Kiesinger, a perdu du terrain en Bavière.

Au cours de la campagne, on a évoqué bien sûr le passé nazi du chancelier, afin d'alimenter les soupçons à son sujet. Mais on a pu voir, au soir de l'élection, combien anachroniques peuvent être de tels rappels, au spectacle d'un défilé de torches allumées qui a eu lieu devant la résidence du chancelier. On y brûla des insignes, on y chanta à voix déployées, tout comme cela se faisait aux jours nazis de Nuremberg. Seules les paroles avaient été américanisées de manière à ne pas provoquer d'effusion de sang.

Chez les socialistes, les quelques sièges que ce parti a gagnés à l'occasion de l'élection assure le leadership de ce politicien plein de vitalité qu'est le ministre des affaires étrangères Willy Brandt. A peu près 13 des députés socialistes élus dimanche feront partie du Bundestag pour la première fois. Mais ces députés jeunes et nouveaux sont libres de prétention. Ce député de Darmstadt qui hérite du siège que détenait naguère son père incarne assez bien leur attitude. A quelqu'un qui lui demandait s'il adopterait une ligne de conduite différente de celle de son père, le fils répondit: "Oh, je pense que vous pouvez dire que je m'intéresse davantage aux questions intérieures, par exemple à la pollution de l'air".

Il y aura à n'en pas douter une sorte de repli vers les préoccupations de politique intérieure. On peut considérer comme significative, à cet égard, l'importance qu'a revêtue, dès la fermeture des bureaux de votes, la question de la réévaluation du mark. Le mark était en effet le dernier refuge du nationalisme allemand.

En fait, très peu d'Allemands croient sérieusement qu'il y aura unification avec l'Allemagne de l'Est, ou que l'on se dirige vers une guerre ou une reddition totale aux vœux des communistes. Si l'on excepte la question du mark, toutes les grandes questions à contenu nationaliste sont mortes pour l'instant. Et ces questions n'ayant plus d'importance qu'elles avaient, on voit émerger des questions moins importantes mais d'ordre plus immédiat comme l'éducation, les services sociaux, la qualité des transports, la qualité de l'air et de l'eau.

Cela ne veut pas dire que les Allemands se préparent à se retirer du monde. Dès qu'ils commenceront à s'occuper sérieusement de leurs problèmes internes, ils décou-



Willy Brandt

vriront vite que les solutions résultent souvent dans des arrangements qui transcendent les frontières nationales.

Il est pratiquement assuré que l'Allemagne de l'Ouest aura des relations de plus en plus étroites avec ses voisins de l'Est, notamment la Pologne, et ceux de l'Ouest, notamment la Grande-Bretagne. Mais ils s'engageront dans cette voie à petits pas, par étapes progressives; il ne sera pas question de grandes enjambées comme celles qui donneront naissance à la Communauté économique européenne. Pour les Etats-Unis, la conclusion qui découle de cette situation nouvelle est claire. La ligne de conduite à suivre, c'est celle qu'a énoncée l'administration Nixon, même si le président lui-même sembla oublier cette ligne de conduite lorsqu'il téléphona prématurément ses félicitations au chancelier Kiesinger dimanche soir. La meilleure ligne à suivre pour les Américains, c'est celle qui consiste à laisser de plus en plus les Européens régler eux-mêmes leurs propres affaires. C'est ce qu'on pourrait appeler une politique de désengagement à l'amiable.

L'Église et le régime Duvalier: une manière triste de "sauver les meubles"

par un témoin en exil

● Nous recevons, d'un Haïtien en exil dont la bonne foi et la connaissance des problèmes de son pays nous sont apparues évidentes, ces notes que nous devons, on comprendra pourquoi, publier sous le sceau de l'anonymat mais que le public canadien a intérêt à lire.

Récemment, l'interview du cardinal Suenens soulevait le délicat problème de la fonction diplomatique des nonces en des termes extrêmement francs:

"Elle établit le dialogue avec Rome au niveau des puissances politiques, et la voix des pauvres n'est pas entendue. Parfois même elle est étouffée. C'est une des grandes fonctions de l'Amérique latine. Faudrait-il juxtaposer un autre ambassadeur du Pape, celui-là auprès des pauvres et des gens de la base: un homme qui serait chargé d'établir les contacts au niveau du peuple, d'en saisir les valeurs, et de les faire comprendre à Rome?" (1)

Il y a quelques jours à peine, on faisait écho dans les colonnes de ce journal aux menées souterraines et ambiguës de ce personnage moyenâgeux qu'est le représentant de "l'Etat du Vatican".

Mais la question posée par le cardinal Suenens dépasse le problème des nonciatures apostoliques. N'est-il pas déjà de la responsabilité des évêques eux-mêmes d'être au niveau de leur diocèse dans sa totalité, vis-à-vis du gouvernement des pays où ils travaillent, vis-à-vis de Rome (et non pas de l'Etat du Vatican) les représentants des pauvres, des gens de la base? Il

est, hélas, des situations où les structures et institutions ecclésiastiques ne permettent absolument pas qu'il en soit ainsi, et les chrétiens de partout gagneraient à en être au courant pour qu'un mouvement d'opinion véritablement "catholique" finisse par faire disparaître de tels anachronismes. Le cas tragique de l'Église d'Haïti devrait pouvoir servir à sensibiliser cette opinion publique internationale, pour que le prochain Synode ait le courage, comme le souhaitait K. Rahner, de reprendre et d'étudier les critiques formulées par le cardinal Suenens, autrement dit, de continuer le travail commencé à Vatican II pour une nouvelle ecclésiologie.

De l'excommunication à l'accord de 1966

Qu'est-ce qu'il a de si particulier, le cas haïtien? Une histoire des relations entre l'Église et l'Etat durant le seul régime de Duvalier en apprendrait long sur les contradictions et les absurdités où même l'ecclésiologie traditionnelle. D'abord "excommunié" pour avoir expulsé deux évêques français, Mgr Poirier, archevêque de Port-au-Prince, et Mgr Robert, évêque des Gonaïves, Duvalier entreprend une guerre d'endurance et de chantage avec le St-Siège qui, durant six ans, refusa de remplacer les prélats expulsés. Ayant fait l'épreuve du temps, Papa Doc aura gain de cause — pour l'Église aussi, la force crée le droit! — et se taillera une immense gloire de répondre à une longue attente du peuple haïtien, lui donner enfin une hiérarchie indigène. Mgr Samoré, secrétaire d'Etat des relations extérieures du

Vatican, fera deux fois le voyage à Canossa, une première fois pour venir négocier l'accord du 16 août 1966, et une deuxième fois, pour venir consacrer lui-même à Port-au-Prince les cinq nouveaux évêques et apporter le lustre de sa présence au triomphe de Duvalier. (2)

Mais dépassons l'événement et allons aux structures, au concordat par exemple. Dans la perspective des deux siècles qui ont suivi la révolution française, ce concordat a pu passer pour un modèle du genre, mais aucun "théologien" sérieux ne saurait aujourd'hui défendre la conception des rapports de l'Église et de l'Etat qui y est contenue. Sans entrer dans tous les détails de ce texte qui concourent à faire du clergé un fonctionnaire "privé" du gouvernement, signalons seulement deux articles extrêmement compromettants.

Le premier, l'art. 4, accorde au président le fameux privilège du patronage: c'est le chef de l'Etat, (et non point Rome, encore moins le peuple chrétien, les gens de la base) qui nomme les évêques. Dans son dernier et luxueux ouvrage, le président Duvalier ne cache pas quels ont été les critères de son choix: l'assurance qu'il avait que ces prélats s'associeraient avec enthousiasme à ce qu'il appelle "sa révolution", et pour l'un d'eux, les services rendus par la famille du futur évêque durant la campagne électorale. L'article 5 est porteur d'une "théologie du politique" qui est aux antipodes de celle qui s'élabore actuellement dans l'œuvre de théologiens comme J. B. Metz, J. Moltmann, Pannenberg, Schillebeekx, Cox, J. Grandmaison,

etc. (3) Les évêques, ainsi que tous les responsables de paroisses et d'institutions religieuses, y est-il dit, préteront directement entre les mains du président d'Haïti le serment suivant: "Je jure et promets à Dieu, sur les Saints Évangiles, comme il convient à un évêque, de garder obéissance et fidélité au gouvernement établi par la Constitution d'Haïti, et de ne rien entreprendre ni dire qui soit contraire aux droits et intérêts de la République". La fonction "critique" de l'Église, dont parle Metz, est tuée dans l'œuf par ce serment.

C'est au nom de cette sainte alliance du "sacre et du gouillon", disons mieux, de cette soumission servile jurée par serment à l'endroit d'une dictature sanglante et absurde que les évêques baïllonnent en vain leurs prêtres quand par exemple ils montent en chaire pour dénoncer le révoltant nettoyage des taudis de La Saline à Port-au-Prince (4) ou tout simplement pour commenter Populorum Progressio ou les documents de la Conférence de Medellin.

Où est l'Église là-dedans?

Parce qu'en plus, Rome leur a dit de "ne rien faire" (c'est le grand principe de la politique romaine), ils ne font rien, quand la propagande duvalériste affiche partout les brassades affectueuses du président et de l'archevêque ou les profils réunis de Paul VI et de Papa Doc. Ils ne font rien, ils n'osent rien faire, lorsque le régime expulse dix prêtres haïtiens, avec comme motif d'inculpation le fait d'avoir manqué de respect à l'évêque, de s'être attaqué "aux principes d'autorité, de respect et d'obéissance qui sont à la base même de la foi catholique" et d'afficher des sympathies marxistes. Papa Doc emprunte le manteau du grand inquisiteur, responsable de la foi face à la marée du communisme athée — ce zèle lui mé-

ritera, il l'espère, une récompense de Washington — et ils ne font toujours rien. Quoi faire d'ailleurs en la circonstance qui n'irait point "directement ou indirectement" contre la politique du tyran et ce qu'il appelle la raison d'Etat? Pour respecter le concordat et la politique romaine, on laisse faire, on tait l'évangile; et sa protestation prophétique. On prétend "sauver les meubles", c'est-à-dire cette "Église institutionnelle" que le peuple chrétien, tous ceux qui gardent encore jugement et dignité d'homme, désertent désormais avec tristesse et dégoût.

"La où est l'évêque, là est l'Église", disait Ignace d'Antioche au II^e siècle. Mais, quand l'évêque déserte son peuple et s'en va vivre à la cour d'un monarque sanguinaire, où est l'Église? Voilà une question que des évêques devraient avoir le courage de poser au Synode, puisque les laïcs ne seront pas là pour le faire.

Incidence canadienne

Avant de terminer, je signalerais le danger pour des missionnaires zélés, naïfs (ou qui se penseraient trop intelligents) de profiter de la vacance actuelle et d'accepter, sans voir aux conséquences dans le temps, les offres qui leur sont faites d'aller là-bas planter la Croix et bâtir pignon sur rue pour "leur" congrégation. Il y a dans la canadiennisation de l'Église d'Haïti des ambiguïtés qu'il faudra bien lever un jour. Disons seulement que la naïveté politique n'est pas une vertu évangélique. Chez le prêtre, chez le missionnaire, elle constitue un manque de "sagesse" dangereux et coupable. C'est de cette naïveté des hommes d'Église que Duvalier se sert depuis dix ans pour faire de sa stratégie des duchés écossais gradués une arme des plus sûres où chaque coup porté accroît son prestige et enferme toujours plus l'Église dans les contradictions de sa

"politique" mesquine et surannée.

- 1) I.C.I. no 336, 15 mai 1969.
- 2) En collaboration, "Autour de l'accord entre le Saint-Siège et le gouvernement haïtien", Frères du Monde 43-44, 1966, p. 112. Sur cette tranchée d'histoire, consulter aussi Luc Fouchard, "L'Église d'Haïti sous la dictature", Frères du Monde 40-41, 1966; et F. Duvalier, Mémoires d'un leader du Tiers Monde, Mes négociations avec le Saint-Siège, Hachette, Paris, 1969, 383 p.
- 3) Dans l'abondante littérature parue récemment sur le sujet, retenons les titres les plus marquants: J. B. Metz, Theology of the World, Herder and Herder, 1969; "Théologie politique et liberté critique", Concilium (1968) 36, pp. 9-25. Tout ce numéro de Concilium 36 est consacré à la théologie politique avec collaboration de Schillebeekx, Gonzales-Ruix, Houtart, Girard, Leslie Dewart, etc.; J. Moltmann, Religion, Révolution and the Future, Ch. Scribner's Sons, New York, 1969; J. De Clercq, Religion, idéologie et politique, Casterman, 1968; P. Blanquart, "Foi chrétienne et révolution" in A la recherche d'une théologie de la violence, Ed. du Seuil, Paris, 1968.
- 4) Les bull-dozers rasèrent ce bidonville avant que les pauvres y aient pu enlever leurs effets, et, en une journée, des milliers de miséreux ont été jetés à la rue sans ressources aucunes pour se reloger. Ils errent encore...

Vous parlerez anglais!

... Quand vous en aurez envie (c'est très utile d'être bilingue).

Et parfaitement. Et vite.

A.L.P.S.

Parce que vous pouvez tester tous les cours de langues et croire ce qu'on vous dit; on ne vous prouvera jamais que c'est efficace.

Avec L.P.S., la preuve est devant vos yeux — Demandez une leçon pilote gratuite à L.P.S. — ça vaut la peine d'essayer.

ops 878-2821
de 9 h. à 21 h.

LANGUAGE POWER SYSTEMS LIMITED

Centre International, Etage F,
Place Bonaventure, Montréal.

CHEVEUX... CHEVELURE... NOUS AIMERIONS SAVOIR



Pourquoi parler pour ne rien dire... avant un examen important?

Les recherches entreprises sur les possibilités de repousse des cheveux remontent à plusieurs siècles. Les Égyptiens et les Grecs s'attaquaient déjà aux problèmes de la calvitie, des centaines d'années avant l'ère chrétienne.

De nos jours ces mêmes recherches continuent, évidemment à un échelon plus scientifique, grâce aux lois qui régissent les laboratoires.

Les possibilités de repousse des cheveux sur un crâne dénudé sont toujours nulles. Toutefois les causes de la calvitie peuvent être combattues et être "vaincues".

Les gens qui acceptent, encore de nos jours, leur triste condition de futur chauve et refusent de connaître tout progrès scientifique, nient sans doute aussi les voyages des astronautes autour de la Lune.

Il est cependant à noter que bon nombre de personnes chauves ou en instance de le devenir, utilisent des lotions pour cheveux ou des shampooings miraculeux avec pour résultat que les miracles n'ont jamais lieu... Pourquoi? Tout simplement parce que les maladies ou infections des cheveux n'existent pas, pas plus que la santé d'un cheveu.

La cause de la chute des cheveux et surtout du non-replacement de ceux-ci sont les maladies et infections du cuir cheveu. Ces maladies sont aussi nombreuses que les maladies de peau, il s'agit d'ailleurs en l'occurrence de la même peau!

Qui dit infection du cuir cheveu ne dit pas nécessairement

douleur ou souffrance. L'erreur bien souvent commise est de dire que l'on perd ses cheveux mais que l'on n'a pas de maladie du cuir cheveu, donc qu'il est inutile de se soigner puisque l'on se sent battu d'avance.

La réflexion courante est: "Les spécialistes, vous savez..." et cela veut tout dire. Mais si le voisin vous dit de faire ceci ou cela pour vous soigner, cela vous semble avoir beaucoup plus de bon sens. Et pourtant les résultats en sont décevants, sinon catastrophiques dans la plupart des cas.

Sachez qu'un rendez-vous pris au Centre Capillaire PIERRE, suivi d'un examen d'une chevelure de 30 minutes, ne peut pas vous faire passer des cheveux là où il n'y en a plus, mais que la calvitie ne sera plus votre sort. Sachez également que votre chevelure existante peut être renforcée et épaissie, que son apparence peut être améliorée, et ceci pour le restant de vos jours si vous suivez nos conseils.

Sachez que chaque cas est considéré comme un cas particulier et que nos formules sont prescrites individuellement. N'oubliez pas que le progrès s'étend partout, également aux soins de la chevelure. N'acceptez donc plus cet état qui vous humilie et vous donne des complexes. Vous seul devez décider du sort de votre chevelure. Prévenir la calvitie, c'est déjà vouloir la guérir.

Les examens sont sur rendez-vous et nous serons heureux de vous céder la parole.

R. A. PIERRE,
Trichologue.

CENTRE CAPILLAIRE PIERRE

EDIFICE PLACE CANADIENNE

450 est, rue SHERBROOKE, angle Berr

SUITE 390 —

288-3823 — 288-7378

Sortie de Métro Sherbrooke — Berr

HEURES: de 11 h. a.m. à 8 h. p.m.

samedi: 10 h. a.m. à 4 h. p.m.

ERRATUM

Nous prions nos lectrices de prendre note que l'annonce du 29 septembre aurait dû se lire comme suit:

L'ASSOCIATION DES INFIRMIÈRES DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

S.R.Q. 1964, Chapitre 252, section V, 36

Examens d'admission, Session du 24 au 28 novembre 1969

Lieu: Pavillon Marguerite d'Youville, 2375 Côte Ste-Catherine, Montréal.

Lundi:	24 novembre	8 h 30	Inscription
		9 heures	Nursing en Chirurgie
Mardi:	25 novembre	9 heures	Nursing en Pédiatrie
Mercredi:	26 novembre	9 heures	Nursing en Médecine
Judi:	27 novembre	9 heures	Nursing en Obstétrique
Vendredi:	28 novembre	10.30 heures	Nursing en Psychiatrie

Les candidates doivent faire parvenir leur demande à l'A.I.P.Q.

4200 ouest Dorchester, Montréal 215, d'ici le 24 octobre 1969

lettres au Devoir

"Format 60": une rectification

En réponse à la lettre de M. J.A. Lafrenière (Le Devoir, 23 septembre) je désire attirer l'attention de ce monsieur sur le fait suivant: le personnage que M. Lafrenière qualifie de "prétendu savant linguiste" invité à Format-60, le 12 septembre dernier, était M. Sabourin, auteur de textes pour émissions télévisées s'adressant aux enfants à l'écoute de Radio-Canada. Le Frère Untel M. Desbiens avait à sa gauche le linguiste invité, en l'occurrence, M. Jean-Claude Corbeil, professeur à l'Université de Montréal.

Je suis entièrement d'accord avec M. Lafrenière; les tics nerveux, la véhémence de M. Sabourin n'avaient d'égal que sa difficulté à pouvoir s'exprimer en français intelligible. Les jurons qu'il affectionne particulièrement choquent l'oreille bien sûr, mais ces termes lui servent sans doute

de tremplin d'où il croit pouvoir plonger dans une discussion qui le dépassait de cent coudées.

La méprise de M. Lafrenière et de milliers de téléspectateurs vient du fait que Radio-Canada devrait utiliser un autre mode de présentation de ses invités. Si une personne porte un vêtement pâle, comme c'est souvent le cas, le texte comportant nom, titres et qualités de cette personne, est quasi illisible sur notre écran. Les techniciens de notre Société d'Etat devraient pouvoir apporter un changement qui s'impose.

Madame Jeanne L. ROBERT
Longueuil, 25-9-69

P.S. — Si j'ajoute à l'intention de M. Lafrenière que M. Sabourin écrit aussi des textes pour Robert Charlebois, il ne sera pas autrement surpris. Qu'il se rassure cependant sur la formation que donnent nos linguistes à nos étudiants.



MANOIR ST-DAVID

est de loin le sauternes le plus populaire au Québec.

Il ne se vend pas dans une bouteille de forme spéciale, il ne porte pas l'étiquette d'un vin "importé". La raison de sa grande popularité doit donc être le vin par lui-même. N'est-ce pas là une bonne raison pour l'essayer?

Vins Brights

La seule maison vinicole canadienne du Québec

informations

Le groupe des Dix se met à l'étude du "mark flottant"

WASHINGTON (AFP) — L'Allemagne a assuré hier ses partenaires du "groupe des Dix" qu'elle fixerait la nouvelle parité du deutsche mark aussitôt que possible après la formation du nouveau gouvernement fédéral, apprend-on de bonne source.

Cette assurance a été donnée aux ministres des Finances du "groupe des Dix" réunis en marge de l'assemblée du Fonds monétaire international.

Après la discussion entre les ministres, l'impression prévalait dans l'entourage du "groupe des Dix" que le cours du deutsche mark pourrait s'élever encore de 1 ou 2 pour cent au-dessus du cours qu'il a atteint hier. La Banque fédérale allemande interviendrait alors pour le maintenir à ce nouveau cours qui serait rendu officiel après le changement de gouvernement.

Hier en fin de journée, soit 48h après le début de l'expérience du "mark flottant", la devise allemande semblait vouloir se stabiliser à un niveau faisant apparaître une appréciation de 5 à 6% par rapport aux principales autres monnaies. Telle était l'opinion généralement exprimée dans les milieux cambistes à l'issue d'une journée qui, sur les marchés des changes, avait été dans l'ensemble relativement calme.

Le communiqué publié à l'issue de cette réunion d'une heure ne donne évidemment aucun détail sur les conclusions des ministres au sujet du mark. Il fait état de l'accord prévu sur les points suivants:

1) — Approbation de la révision générale des quotas des pays membres du Fonds monétaire.

2) — L'accord général d'emprunt entre les Dix sera renouvelé l'année prochaine pour une période de cinq ans.

3) — Les Dix approuvent la proposition faite par le directeur général du Fonds monétaire de procéder le premier janvier 1970 à une première allocation de 3,5 milliards de dollars de droits de tirage spéciaux.

Le communiqué ne fait aucune référence précise aux propositions faites au cours de l'assemblée du F.M.I. en vue de rechercher un assouplissement du système des taux de change fixes.



NEW YORK (AFP) — Dans une élection primaire, les démocrates de Cleveland ont renouvelé hier par une majorité de plus de 31.000 voix sur 152.000 leur confiance au maire de leur ville, M. Carl B. Stokes, (à droite), qui est de race noire. Son adversaire républicain aux élections du 4 novembre sera à nouveau un Blanc. A Boston, les électeurs du 6e district du Massachusetts avaient été appelés à désigner un successeur à M. William H. Bates, représentant républicain au Congrès de Washington, décédé en juin. Ils ont choisi un démocrate, M. Michael J. Harrington (à gauche), adversaire de la guerre du Vietnam et partisan d'un retrait rapide des forces américaines.



Pour un désengagement total Puissante offensive contre la politique vietnamienne de Nixon

par Francis Lara de l'AFP

WASHINGTON (AFP) — Le président Richard Nixon attend de pied ferme, mais avec quelque inquiétude, le déclenchement de la puissante offensive contre sa politique vietnamienne que préparent tous ceux qui, aux Etats-Unis, réclament le désengagement total des Américains au Vietnam.

Déjà, au Congrès, les prises de position des libéraux et modérés s'accroissent tandis que, sur les campus, la rentrée universitaire s'annonce houleuse. La lune de miel politique aura duré sept mois pendant lesquels le président Nixon a vainement cherché à engager une négociation sérieuse avec le Nord-Vietnam et le Front national de libération.

Le chef de l'exécutif, en retirant 60.000 hommes du Vietnam d'ici le 15 décembre, avait espéré rassurer l'opinion publique et le Congrès. Il n'a réussi qu'à mécontenter tout le monde, et, aujourd'hui l'heure de la contestation paraît avoir sonné.

Les colombes

Le 8 octobre, près de trente sénateurs et représentants ont l'intention de déposer au Capitole plusieurs résolutions demandant que soit fixée et annoncée un "cut-off time", c'est-à-dire une date limite à laquelle le corps expédition-

naire américain devra être retiré du Vietnam.

Le 15 octobre, les mouvements pacifistes et universitaires préparent une journée de protestation nationale au cours de laquelle ils demanderont à la nation et au Congrès, toutes affaires cessantes, d'exiger du gouvernement la publication d'un calendrier précis de retrait des troupes. Plusieurs dizaines de milliers de manifestants se proposent également de converger sur la capitale fédérale.

Les "éperviers"

Cherchant à désamorcer aussi bien les initiatives des parlementaires libéraux que des étudiants, les leaders de la minorité républicaine des deux chambres, le sénateur Hugh Scott et le représentant Gerald Ford, ont proposé l'imposition d'un moratoire de 60 jours sur toutes critiques ou actions dirigées contre la politique vietnamienne du président Nixon.

Ils espèrent également qu'une trêve de deux mois permettra d'y voir clair dans les intentions du nouveau gouvernement nord-vietnamien. A l'expiration du moratoire, disent-ils en termes très vagues, il sera toujours possible de réexaminer la politique de la Maison blanche en fonction de la tournure des événements diplomatiques et militaires. En attendant, le gouvernement aura gagné du temps et franchi le dangereux cap de la rentrée.

Les chefs de file républicains au Congrès, rejettent catégoriquement tout projet de fixer un dernier délai de "désengagement". Ils font valoir que ce serait priver les négociateurs américains à Paris de tous les atouts dont ils disposent et prolonger l'attentisme dans lequel se cantonne l'"autre camp". L'adversaire n'aurait plus qu'à patienter jusqu'à l'expiration du délai pour relancer une vaste offensive au Sud-Vietnam.

L'administration Nixon accuse à son tour les partisans de la fixation d'une date de retrait des troupes du Vietnam de vouloir imposer une politique qu'elle qualifie désormais de "bugout" et de "cut and run", c'est-à-dire qui consiste pour l'Amérique à "se défilé". Le gouvernement s'y oppose résolument mais elle gagne incontestablement du terrain, au Congrès comme dans l'opinion publique.

Rentrée parlementaire à Paris

PARIS (AFP) — C'est dans un climat difficile sur les plans social, financier et politique que le parlement français fera aujourd'hui, pour la première fois depuis le départ du général de Gaulle, sa rentrée d'automne.

La session, qui doit durer trois mois, sera pour la plus grande part consacrée à la discussion et à l'adoption du budget. La dévaluation du 8 août, les menaces toujours présentes d'agitation sociale, l'adoption par le gouvernement d'un plan de redressement financier, ont contribué, depuis la démission du général de Gaulle, à alourdir le climat politique principalement chez les députés gaullistes.

Ceux-ci qui disposent à eux seuls de la majorité absolue des sièges à l'Assemblée sont actuellement parcourus de tendances diverses dont la plus voyante est celle qui rassemble les gaullistes dits "de gauche". Leur leader, M. René Capitant, ancien ministre de la justice de Gaulle, a déclaré récemment que ses amis devaient "délibérément passer dans l'opposition".

internationales

Après les discours pacifistes du 1er octobre Signes de détente entre Pékin et Moscou

PEKIN (AFP) — Comme celui qu'a prononcé mardi, le premier ministre chinois, le discours prononcé hier, par le vice-président Lin Piao, place Tien An Men, ne mentionne à aucun moment l'Union soviétique. Il faut donc à nouveau remarquer que le comportement de Pékin vis-à-vis de l'Union soviétique a changé.

En effet, le premier octobre 1968, le discours prononcé par le vice-président à la même occasion avait été très dur pour les Soviétiques. Lin Piao avait terminé son discours par une série de slogans, dont l'un était "A bas le révisionnisme soviétique". Il s'était également écrié: "Déjouons le complot de l'impérialisme américain et du révisionnisme soviétique qui agissent en collusion pour le partage du monde".

Cette année, la seule allusion à l'Union soviétique qu'on puisse relever aussi bien dans les discours de Lin Piao que dans celui de Chou En Lai est l'emploi du terme "social-impérialisme" et "révisionnisme". Les thèmes principaux qui reviennent dans les deux discours sont ceux de la victoire de l'unité, de la poursuite de la révolution, de la promotion de la production, de la coexistence pacifique et de la préparation à la guerre.

Préparation à la guerre

On est frappé par une sorte de sérénité qu'on observe dans l'attitude chinoise vis-à-vis de la guerre. La Chine semble envisager une telle éventualité, même sous sa forme la plus tragique, c'est-à-dire nucléaire, avec la même détermination fataliste avec laquelle elle affrontait les cataclysmes naturels qui à une époque non encore lointaine ravageaient son territoire. Les deux menaces sont d'ailleurs liées dans les directives officielles adressées à la population.

Les appels lancés pour la préparation à la guerre lais-

sent à nouveau sans réponse la même question: la Chine se sent-elle réellement menacée ou bien l'équipe dirigeante insiste-t-elle sur le risque de la guerre pour provoquer une mobilisation morale de la Chine et galvaniser les énergies dans le but d'accélérer la construction du pays.

Le fait que le thème de la préparation à la guerre soit déjà apparu dans les discours du 1er octobre de l'année dernière et qu'il soit associé aux menaces des éléments semble faire pencher en faveur de la seconde hypothèse. D'autant plus qu'en même temps est réaffirmée la nécessité de renforcer l'unité et de promouvoir la production.

Tendance à l'ouverture

Si ce qui s'est dit le 11 septembre sur l'aérodrome de Pékin entre le premier ministre chinois, M. Chou En Lai, et son homologue soviétique, M. Alexis Kossyguine, demeure un secret d'Etat, on discerne donc à Pékin une certaine tendance à l'ouverture non seulement envers Moscou, mais envers le monde extérieur en général.

Un point essentiel tout d'abord, qui ne saurait être fortuit dans la bouche des deux hommes qui ont été chargés par le président Mao de formuler en son nom les positions chinoises: il n'est plus question, au moins explicitement, de la "clique renégate" du Kremlin (comme c'était encore le cas ces tout derniers jours dans la presse de Pékin), mais seulement du "social-impérialisme".

C'est là, sans contredit, une concession de taille. Certes, Chou En Lai comme Lin Piao, menacent les Russes en même temps que les "impérialistes américains" (qui restent, quant à eux, nommément désignés) des pires répressives aussi bien "conventionnelles" que nucléaires au cas où ils attaqueraient la Chine.

Mais le caractère purement défensif de son arsenal nucléaire est réaffirmé avec éclat au moment même où les deux derniers essais auxquels elle vient de procéder au Sinkiang paraissent marquer un progrès spectaculaire et rapide, et où certains spécialistes prévoient pour les mois ou l'année qui vient la mise au point de son premier missile à portée intermédiaire à ogive nucléaire.

Réaction à Moscou

Si certains insistent surtout sur le caractère "belliciste" des prises de position chinoises, les Soviétiques, quant à eux, semblent déterminés à n'y relever que ce qu'elles peuvent avoir, selon eux, de "positif".

On laisse entendre en effet à Moscou que des échanges diplomatiques secrets se poursuivent avec la Chine depuis la rencontre Kossyguine-Chou En Lai, et que le discours prononcé mardi, par ce dernier constitue une

véritable réponse aux propositions formulées à Pékin par le président du conseil de l'URSS.

Certes, le gouvernement soviétique peut avoir intérêt, avant d'ouvrir avec les Etats-Unis les négociations si souvent remises sur la limitation des armements nucléaires, à laisser croire à ses interlocuteurs américains que son conflit avec la Chine est désormais en voie de règlement.

Il n'en reste pas moins que, après les rumeurs que les Soviétiques firent eux-mêmes circuler la semaine dernière sur une maladie possible, voire même le décès du président Mao, cette volonté "d'apaisement" qui se manifeste à Moscou constitue en elle-même un fait significatif. Il est à noter à ce propos que c'est assez brusquement qu'ont été retirés des librairies de violents pamphlets contre le président Mao, comme si un "tournant" nouveau avait été décidé par les dirigeants soviétiques.

5004

... une voiture prestigieuse

EN VENTE BIENTÔT AU CANADA

roger

automobiles ltée

4269 ouest Ste-Catherine 932-2925

ELEGANT, ROMANTIQUE savourez-y les mets les plus raffinés de la cuisine classique française et portugaise.

Le Fado

RESTAURANT

Tel. 878-3959 423 ST-CLAUDE

Belleive vous offre tellement plus

... et il fait si bon y vivre, à l'extérieur comme à l'intérieur!

APPARTEMENTS DANS UN PARC. L'ensemble Belleive se dresse dans un parc superbement paysagé, tout au bord de la Rivière des Prairies, avec façade d'un quart de mille et bordure de l'eau. Vous y trouverez un port de plaisance, une piscine olympique à l'extérieur ainsi qu'une autre grande piscine à l'intérieur, des courts de tennis illuminés et, enfin, plus d'espace qu'il ne faut pour bien vivre. Les enfants y jouent en sécurité, dans les terrains de jeux qui leur sont réservés et où ils trouvent balançoires, toboggans et boccies.

APPARTEMENTS TOUT-CONFORT. Les appartements Belleive sont équipés et offrent tout le confort moderne, dont thermostat individuel, pièces spacieuses, garde-robes à grandes portes et entrées, placards en marqueterie, armoires de cuisine format familial, interrupteurs silencieux, antenne communautaire TV/FM gratuite, avec prise dans chaque salle de séjour.

Les appartements de deux ou trois chambres à coucher ont une salle de bain en suite, donnant sur la chambre à coucher principale. Chaque unité est équipée d'appareils électro-ménagers de modèles les plus récents, entre autres, cuisinière avec panneau de verre de sécurité 30 pouces de largeur et réfrigérateur de 14 pieds cubes en carrosserie cas.

POUR SE RENDRE À BELLEIVE: Tournez à droite à la sortie du pont de Cartierville. Et les communications sont faciles: le service de train du CN est excellent et les trains sont fréquents. Belleive assure gratuitement le service d'autobus entre la gare et l'ensemble.

LES LOYERS SONT MODÉRÉS À BELLEIVE: Appartements d'une chambre à coucher à partir de \$130.00
Appartements de deux chambres à coucher (11 salles de bain) à partir de \$160.00
Appartements de trois chambres à coucher (2 salles de bain) à partir de \$200.00

Venez visiter Belleive et voyez par vous-même tout ce que vous y trouverez de plus, ou téléphonez au 688-4422.
de 9 h. du matin à 10 h. du soir en semaine.
de 9 h. du matin à 6 h. du soir les vendredis de 10 h. du matin à 6 h. du soir les samedis et dimanches

Belleive

à la

doublez votre argent en neuf ans grâce aux

Obligations d'Épargne du Canada

EN VENTE DANS TOUTES NOS SUCCURSALES

Intérêt annuel moyen si conservées jusqu'à l'échéance: 8%
Achetez-en au comptant ou par mensualités.
Encaissables en tout temps.

Banque Canadienne Nationale
la banque qui a le souci de satisfaire sa clientèle

M. Pearson à la Banque mondiale

Le développement n'aura de signification qu'avec un ralentissement de la natalité

WASHINGTON (AFP) — M. Lester Pearson, ancien premier ministre du Canada, a lancé hier un cri d'alarme à l'explosion de la population dans les pays en voie de développement.

« Il est de plus en plus évident que rien de ce que nous faisons dans le domaine du développement des pays pauvres n'aura de signification durable jusqu'à ce qu'il y ait un ralentissement sensible du taux d'accroissement de la population qui menace actuel-

lement d'annuler tous les autres progrès dans beaucoup de pays », a-t-il dit devant l'Assemblée générale de la Banque mondiale.

M. Pearson présidait aux gouverneurs de la banque et le rapport de la commission internationale d'enquête sur le développement, qu'il préside depuis un an.

L'ancien premier ministre canadien a approuvé l'insistance que le président de la Banque mondiale, M. Robert McNamara, avait mise lui-

même sur le problème de la population dans le discours inaugural, prononcé lundi.

« La population est toujours un sujet difficile à discuter, a-t-il reconnu. Cela demeure, à notre avis, un domaine qui relève de la décision de la famille et de la nation et dans lequel aucune autorité extérieure ne devrait intervenir ». Mais il a toutefois ajouté: « Il est si important pour l'avenir non seulement des efforts de développement, mais

du monde entier, qu'aucune organisation distribuant l'assistance ne peut ignorer les réalisations dans ce domaine ».

M. Pearson a souligné qu'il était d'autant plus important de contrôler l'explosion démographique dans les pays en voie de développement que les efforts entrepris par ceux-ci avec l'assistance étrangère commencent à porter leurs fruits. Il a estimé qu'il était maintenant vraisemblable que l'objectif d'un accroissement moyen de 5 pour cent par an du produit national brut des pays en voie de développement, pendant les années 60, serait atteint.

M. Pearson a proposé à l'assemblée de fixer comme objectif pour les années 70 un taux d'expansion moyen de 6 pour cent.

« Les statistiques indiquant des progrès sont encourageantes. Elles montrent ce qui peut être accompli », a dit l'ancien premier ministre.

« Mais en face de l'ampleur des problèmes et des besoins, et en face de la présente attitude de désengagement, ces statistiques ne justifient pas l'optimisme et encore moins la satisfaction ».

M. Pearson a insisté pour que les recommandations contenues dans le rapport de la commission internationale qu'il a présidée soient suivies d'actions concrètes par la collectivité des pays industrialisés et les pays en voie de développement.

« L'aide au développement doit recevoir une haute priorité, même à côté des canons, du beurre et de l'espace », a conclu M. Pearson. « L'histoire ne laisse aucun choix aux pays développés comme aux pays en voie de développement dans la prochaine décennie. Ils doivent faire face ensemble, avec franchise et énergie, aux problèmes difficiles et irritants mais d'une importance vitale qui sont provoqués par le développement grossièrement inégal du monde ».

La commission présidée par l'ancien premier ministre canadien était constituée par les personnalités suivantes: Sir Edward Boyle (Grande-Bretagne), Roberto de Oliveira Campos (Brésil), Douglas Dillon (Etats-Unis), Wilfried Guth (Allemagne), Sir Arthur Lewis (West Indies), le professeur Robert Marjolin (France) et Dr Saburo Okita (Japon).



M. Lester B. Pearson, ancien premier ministre du Canada, expose devant les membres de l'assemblée de la Banque mondiale les grandes données du rapport de la commission sur le développement qu'il préside depuis un an. (Téléphoto AP)

La France devient un des grands vendeurs d'uranium au monde

PARIS (AFP) — La France va devenir un des grands vendeurs d'uranium au monde. Un groupement d'intérêt économique pour la commercialisation de l'uranium, Uranex, vient d'être créé, en effet à Paris, annonce le commissariat à l'énergie atomique.

La France pourra proposer de l'uranium dès maintenant, car les stocks disponibles du CEA permettent déjà d'assurer un approvisionnement de 2.000 tonnes par an. Vers 1973-1974, Uranex pourrait disposer de 4.000 à 4.500 tonnes par an, ce qui la placera au tout premier rang des plus gros vendeurs d'uranium mondiaux.

M. Jacques Mabile, directeur des productions au CEA, a été nommé président et M. Michel Houdaille, du groupe Pechiney, directeur général d'Uranex.

La constitution de la société Uranex marque l'entrée de la France dans le club de l'uranium qui ne compte que quelques rares pays, à savoir le Canada, les Etats-Unis et l'Afrique du Sud.

L'uranium naturel sera vendu par Uranex sous forme de concentrés (U308) soit sous forme d'hexafluorure d'uranium (UF6) prêt à être livré aux usines d'enrichissement.

L'uranium se vend actuellement au prix moyen de 100 fr. le kilo. Ce sont donc des transactions d'un montant supérieur à 200 millions de francs qui peuvent être prévues à l'exportation.

La France, par l'intermédiaire d'Uranex, sera en mesure de proposer sur le marché mondial de l'uranium provenant des ressources qu'elle contrôle et que l'on évalue, tant en réserves qu'en capacités de production, à environ 10 pour cent des ressources du monde occidental. Cette position privilégiée, la France l'a acquise grâce à une politique intensive de prospection sur le territoire métropolitain, aux initiatives et à la prospection soutenue de l'uranium dans les anciens territoires d'outre-mer qui ont abouti à la découverte d'importants gisements et à la série d'accords signés avec les trois républiques africaines (Niger, Gabon, République centrafricaine) pour l'exploitation de l'uranium découvert.

En 1974, la capacité de production totale, contrôlée par les intérêts français, doit s'élever à 4.300 tonnes soit le double des besoins français estimés pour la même date.

Quadrupler les sommes mises à la disposition des pays pauvres

Parmi les soixante-neuf recommandations que fait la commission internationale d'enquête sur le développement, dirigée par M. Lester B. Pearson, on peut retenir celles-ci:

- d'ici à 1975, faire passer de \$400 millions à \$1 milliard cinq cents millions de dollars les sommes dont dispose l'Association internationale de développement (AID), filiale de la Banque mondiale, qui fait des prêts sans intérêt aux pays les plus pauvres.
- que les pays industrialisés consacrent 1 p.c. de leur PNB, d'ici 1975, à l'aide aux pays en voie de développement et que 70 p.c. de cette aide s'en aille en dons ou prêts sans intérêt.
- que les pays prêteurs reversent à la Banque mondiale la moitié des intérêts perçus sur leurs prêts aux pays en voie de développement.
- éliminer petit à petit les prêts liant les pays qui reçoivent l'aide et qui sont tenus d'acheter l'équipement dans les pays donateurs.

- étendre le système général de préférences tarifaires aux produits manufacturés en provenance des pays sous-développés.
 - faire passer de 10 à 20 p.c. la part de l'aide au développement étendue sous des formes multilatérales.
 - alléger le fardeau de la dette extérieure des pays receveurs d'aide en limitant à deux pour cent le taux d'intérêt sur l'aide officielle (l'un des commissaires est dissident sur ce point).
- Il faut rappeler que la commission Pearson n'a aucun mandat exécutif et que ses recommandations s'adressent autant aux pays en voie de développement qu'aux pays industrialisés et aux organismes internationaux. La commission avait tenu une première réunion de travail au Mont-Gabriel, en novembre 1968; entre-temps, près de 70 gouvernements du monde "non-communiste" ont fait tenir leurs observations à la commission qui a siégé dans sept grandes métropoles alors que 14 spécialistes du développement oeuvraient à Washington comme consultants.

L'Amérique latine

Il est tout à fait inacceptable de lier l'aide au contrôle démographique

WASHINGTON (AFP) — Le rejet par le porte-parole des pays d'Amérique latine de toute initiative de la Banque mondiale de "lier" son aide aux pays en cours de développement au contrôle démographique, est l'un des aspects les plus commentés dans les couloirs de l'assemblée annuelle de cet organisme de financement international.

Le ministre colombien des Finances, M. Abdon Espinosa,

parlant au nom des pays latino-américains et des Philippines, a relevé sans ambages la déclaration faite par M. Robert McNamara, président de la Banque mondiale, dans son discours d'ouverture au sujet de ce problème particulièrement délicat.

Le ministre colombien a affirmé avec force que la solution du problème de la croissance démographique "doit demeurer une affaire dépendant

de la seule décision de chaque Etat".

Le porte-parole des pays latino-américains et des Philippines estime "inacceptable" toute discrimination à cet égard dans la politique de crédits de la Banque mondiale.

Cette critique de l'initiative du président de la Banque mondiale est pour de nombreuses personnalités présentes à l'assemblée l'élément saillant du discours prononcé au nom des pays latino-américains.

Pour la première fois

Le 'Concorde' franchit le mur du son

TOULOUSE (AFP) — Concorde a franchi le mur du son pour la première fois hier. Il se trouvait à ce moment-là à 120 km environ au nord de Toulouse, indiquant-on à la direction de Sud-Aviation, à Toulouse.

Après avoir franchi le mur du son, Concorde a fait un palier à la vitesse de mach 1.05, soit 1.150 km à l'heure.

C'est à 10.50 locales que l'avion supersonique franco-britannique décollait de la grande piste de l'aérodrome de Blagnac. Jean Pinet, premier pilote de la direction des essais en vol, était aux commandes. Outre André Turcat, directeur des essais en vol et commandant de bord, l'équipage comprenait Henri Perrier, ingénieur navigant et Mi-

chel Retif, mécanicien navigant.

En franchissant le mur du son, Concorde ouvre pour lui un domaine de vol nouveau et qui va, pour plusieurs mois, constituer une phase majeure de ses essais. Ce 45^e vol de l'appareil supersonique franco-britannique est, dans ce sens, le plus important de ceux qu'il a effectués jusqu'à présent.

Le mur du son est une barrière d'ondes qui s'accumule à l'avant de l'avion et le freine de plus en plus dans sa progression, jusqu'au moment où il effectue sa percée. Cette percée, dès que l'appareil atteint mach 1.15, entraîne une brusque décompression qui s'accompagne d'un premier bang, le même phénomène se répétant presque simul-

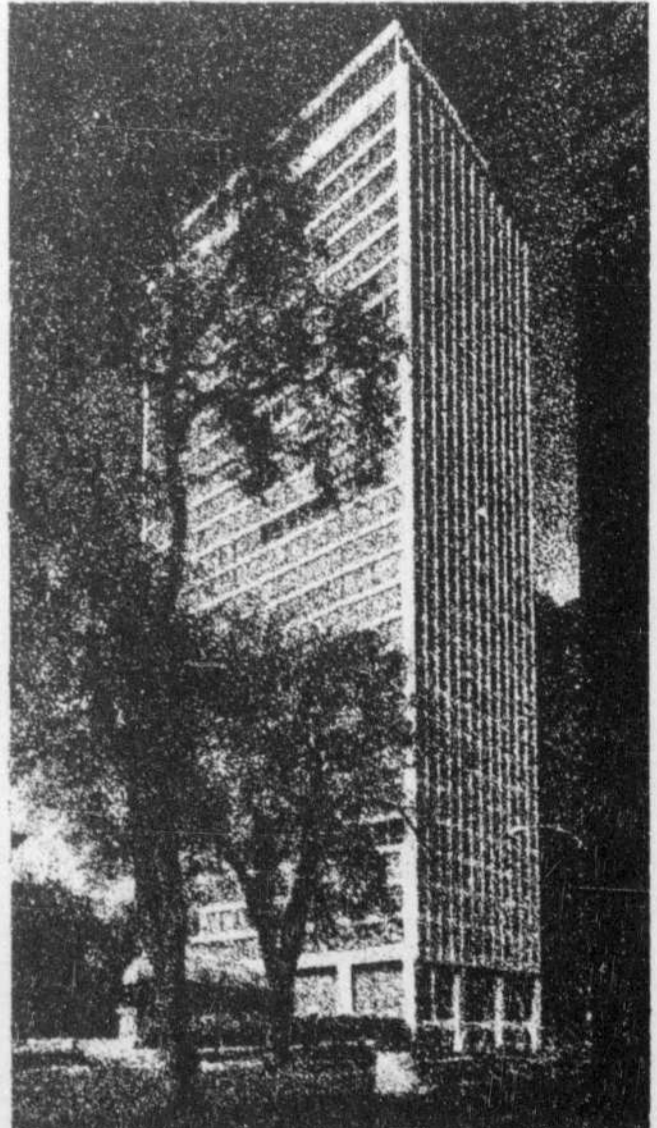
tanément au niveau de l'empannage; c'est le double bang. Celui-ci plus que les problèmes de technologie, semble être l'obstacle majeur qui se dresse devant l'aviation commerciale supersonique.

En effet, des comités antibang se sont constitués aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne et en France, s'opposant énergiquement à ce que des appareils commerciaux franchissent le mur du son au-dessus de localités habitées, mais la seule solution pour éviter ce désagrément est

d'attendre pour franchir le mur du son, que l'avion atteigne une altitude de 12.000 mètres et que son assiette soit rigoureusement horizontale. Les autorités américaines ont récemment annoncé qu'elles exigent que les appareils supersoniques contourner les agglomérations urbaines ce qui les contraindra à voler sur de longs parcours en vitesse subsonique, d'où des conditions de rentabilité quasi prohibitives. Tout l'avenir de l'aviation supersonique dépend de la solution de ce problème.

le CARTIER

La meilleure adresse en ville
Le seul immeuble de rapport vraiment luxueux du centre-ville. Chaque appartement est le summum de l'élégance.



Loyer: \$280.00 ou plus - une chambre à coucher. **\$340.00** ou plus - deux chambres à coucher. Studios et grands appartements également disponibles.

Venez voir ce qui s'est fait de mieux dans le domaine de l'habitation en plein coeur de la ville - demandez au portier de s'occuper de votre voiture lors de votre visite.

Bureau de location: de 10 h à 20 h en semaine, de 11 h à 18 h le samedi, de midi à 18 h le dimanche.

1115 rue Sherbrooke ouest, angle Peel
Téléphone: 845-0422



MONTROSE
ESCOMPTE EN VIGUEUR
12 MOIS PAR ANNÉE

VENTE DE DISQUES

MONTROSE
ESCOMPTE EN VIGUEUR
12 MOIS PAR ANNÉE

DISQUES ANGEL
SÉRIES CLOSE-UP
12" MICROSILLON STEREO

2 DISQUES POUR LE PRIX DE 6.49 L'ALBUM



SIR JOHN BARBIROLI
- Elgar, Pomp and Circumstance nos 1 & 4 - Delius, Prelude to "Irmelin"
- Vaughan Williams, Fantasia on "Greensleeves" - Tchaikovsky, Waltz form the Serenade for strings - Arensky: Variations on a theme by Tchaikovsky - Sibelius: Finlandia, The Swan of Tuonela, Valse triste - Johann Strauss, jr. The Gypsy Baron overture, Perpetual Motion, Champagne Polka, The beautiful blue danube waltz.
SBB 3750



JACQUELINE DU PRÉ & DANIEL BARENBOIM
Mozart: Piano Concerto no 21 in C - Boccherini: Cello concerto in B flat - Beethoven: Appassionata sonata - Brahms: Cello sonata no. 2 in F.
SBB 3749



FRITZ WUNDERLICH
Wagner: The flying dutchman - Niolaï: The merry Wives of Windsor - Lortzing: Zar und Zimmermann - Donizetti: L'Elizir d'amore - Massenet: Manon - Thomas: Mignon - Flotow: Martha - Mozart: Don Giovanni - Handel: Xerxes - Operetta Arias & song - Lehar: The land of smiles - Strauss: Eine Nakt in Venedig - Kalman: Die Zirkusprinzessin - Neuwendorff: Heinz-Grossman - Fall Der fidele bauer - Fall Die rose von Stambul.
SBB 3751

DEUTSCHE GRAMMOPHON
SÉRIE SOUSCRIPTION
IMPORTÉS D'ALLEMAGNE - SCELLÉS
12" MICROSILLON - GRAVURE UNIVERSELLE



HAYDN: LA CRÉATION
Gundula Janowitz, soprano, Christa Ludwig, alto, Fritz Wunderlich et Werner Krenn, ténors Dietrich Fischer-Dieskau, baryton, Walter Berry, basse avec le Singverein de Vienne et l'Orchestre Philharmonique de Berlin sous la direction de HERBERT von KARAJAN
643 515/16 STEREO
UN COFFRET DE 2 DISQUES
RÉDUIT DE \$13.96
à \$9.00
(Prix suggéré)



HAENDEL: SAMSON
(oratorio intégral) chanté en Anglais
Alexander Young and Jerry Jenning, ténors Martina Arroyo, Helen Donath et Sheila Armstrong, soprani, Norma Procter, alto, Thomas Stewart et Ezio Flagello, basses. La Chorale et l'Orchestre Bach de Munich sous la direction de KARL RICHTER.
643 517/20 STEREO
UN COFFRET DE 4 DISQUES
RÉDUIT DE \$27.92
à \$18.00
(Prix suggéré)



WAGNER: SIEGFRIED
(Opéra intégral)
Jess Thomas, Gerhard Stolze, Thomas Stewart, Zoltan Kelemen, Karl Ridderbusch, Oralia Dominguez, Helga Dernesch et Catherine Gayer. L'Orchestre Philharmonique de Berlin sous la direction de HERBERT von KARAJAN.
643 546/40 STEREO
RÉDUIT DE \$34.90
à \$25.00
(Prix suggéré)

50¢ par 3 disques pour frais de poste et d'emballage - Taxes en plus Suggérez un deuxième choix Signifiez si Mono ou Stéréo

GARANTIE 1ère QUALITÉ • SCELLÉ
Valable jusqu'au 18 octobre 1969

MONTROSE
3162 est, Bélanger RA.9-2833
Montréal 408

BOURSE DE TORONTO

Cours fournis par la PRESSE CANADIENNE

Table of stock market data for Toronto, including columns for stock names, prices, and changes. Includes sub-sections for Industriels and C. Bath.

Table of stock market data for Montreal, including columns for stock names, prices, and changes. Includes sub-sections for Industriels and C. Bath.

Table of stock market data for Vancouver, including columns for stock names, prices, and changes. Includes sub-sections for Industriels and C. Bath.

Table of stock market data for other Canadian cities, including columns for stock names, prices, and changes.

CARRIÈRES ET PROFESSIONS

NOTRE RUBRIQUE
CARRIÈRES ET PROFESSIONS
a été créée spécialement dans le but d'établir un lien sensible entre nos lecteurs et les maisons d'offoires.

TECHNICIENS DIPLÔMÉS EN MÉDECINE NUCLÉAIRE
TECHNICIENS DIPLÔMÉS EN RADIOTHÉRAPIE
Excellentes conditions de travail.
Veuillez écrire ou téléphoner à:
Hôtel-Dieu de Montréal,
Service du Personnel,
3840 St-Urbain, Mtl 131
Tél.: 844-0161, poste 219

COLLÈGE EDOUARD-MONTPÉTI
OFFRE D'EMPLOI
OPÉRATEUR - INFORMATIQUE
Fonction: Travail avec l'analyste programmeur.
Qualifications: Expérience si possible.
Connaissance de la dactylo suffisante pour l'utilisation des poinçonneuses.
Connaissance de l'anglais.
Connaissance générale de la programmation.
Les candidatures seront reçues jusqu'au 10 octobre.
Centre de calcul
Collège Edouard-Montpéti
945, chemin de Chambly, Longueuil, P.Q.

ANALYSTE
Un hôpital de Montréal recherche les services d'un analyste au sein de son bureau des études de travail. Le candidat devra posséder un diplôme universitaire ou l'équivalent ainsi qu'une à deux années d'expérience dans un domaine identique, de préférence en milieu hospitalier.
Faire parvenir curriculum vitae à:
Case 1180,
Le Devoir,
Montréal, P.Q.

"LE SERVICE SOCIAL DE LA RÉGION DE SHERBROOKE INC."
DEMANDE
Un directeur général
Personnel: 111 employés dont 16 T.S.P. et 50 c.s.
Territoire: 8 comtés desservis par 4 filiales.
Services actuels: Services à la famille et aux personnes seules
Service à l'Enfance et Adoption
Services Sociaux Scolaires
Service d'Auxiliaires familiales
Service de Recasement des assistés sociaux etc...
Nous avons besoin d'un directeur-général dynamique pour notre agence polyvalente progressive, affrontant toute la gamme des services sociaux aux communautés française et anglaise de la région de l'Estrie.
Conditions: salaire à discuter et bénéfices sociaux.
Veuillez adresser votre demande à:
M. Raymond Bergeron, président,
Service Social de la Région de Sherbrooke Inc.,
Case Postale 996,
Sherbrooke, P.Q.

"LE SERVICE SOCIAL DE LA RÉGION DE SHERBROOKE INC."
DEMANDE
1- Directeur des Services Professionnels
- Travailler social d'expérience.
2- Directeur des Services administratifs
- C.A. - C.G.A. - R.I.A. - L.S.C. ou M.S.C.
Expérience requise.
Conditions de travail établies par le Ministère de la Famille et du Bien-Être Social.
Faire parvenir votre curriculum vitae à:
M. Raymond Bergeron, président,
Service Social de la Région de Sherbrooke
Case Postale 996,
Sherbrooke P.Q.

LE C.E.G.E.P. DE CHICOUTIMI
DEMANDE LES SERVICES D'UN:
PROGRAMMEUR À L'INFORMATIQUE:
FONCTION:
Sous la direction du responsable de l'Informatique, assurer la programmation et diriger le personnel de soutien.
QUALIFICATIONS:
Diplôme de 12e année (minimum) ou expérience pratique équivalente.
La préférence ira à un diplômé d'Université ou au candidat qui aura plus de 5 ans d'expérience pour la programmation.
TRAITEMENT:
Selon les normes du ministère de l'Éducation.
Les candidats qui désirent postuler à ce poste devront faire parvenir leur curriculum vitae à:
SÉCRÉTAIRE-GÉNÉRAL
COLLÈGE DE CHICOUTIMI,
534 RUE JACQUES-CARTIER EST,
CHICOUTIMI, P.Q.
Date limite: 6 octobre 1969

La Commission Scolaire Régionale Maisonneuve recherche un
ASSISTANT-DIRECTEUR pour la FORMATION PROFESSIONNELLE
Fonctions:
- Sera au service de l'Éducation des Adultes
- Aura la responsabilité d'inventorier les besoins en matière de formation des adultes; d'organiser les cours, les horaires; d'appliquer les normes et les directives du ministère de l'Éducation.
Qualifications:
- Diplôme de Technicien
- Expérience de l'industrie et de l'organisation des cours pour adultes.
Traitement:
Selon l'expérience et les qualifications.
Les candidats intéressés doivent solliciter la présente fonction en s'adressant par écrit à:
Directeur du Personnel,
3650, boul. Lévesque,
Chomedey, Ville de Laval, P.Q.

LE DEVOIR
434 est. rue Notre-Dame,
Montréal - Tél. 844-3301
Compétence:
Bernard Lütz

Advertisement for Caravelle watches. Features a large image of a woman's face and several watch models. Text includes 'Youpie!', 'L'ancien revient dans le vent!', 'Caravelle fait renaitre les "folles années 20" avec les MODS', and 'Seulement \$29.95'. At the bottom, it says 'EN VENTE CHEZ LES BIJOUTIERS CONSCIENTS DE LA QUALITÉ ET DANS LES GRANDS MAGASINS, DANS TOUT LE CANADA.'

Advertisement for Université du Québec à Montréal. Features the university logo and text: 'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL', 'directeur des achats', 'responsable des systèmes et procédures', 'bibliothécaires', 'secrétaires'. It describes various job openings and their requirements.

Advertisement for Dominion Textile Limited. Text: 'SUPERVISEUR DU PERSONNEL', 'Fonctions: Le candidat posté dans nos usines de Magog sera initié aux différentes procédures de l'administration du personnel...', 'Qualifications: - Un diplôme universitaire en Sciences sociales ou commerciales - Être bilingue et âgé de 22 à 30 ans. Salaire à déterminer selon la compétence.', 'Pour entrevue s'adresser à: Guy Richard 937-5711 Service du Personnel DOMINION TEXTILE LIMITÉE 1950 ouest, rue sherbrooke Montréal 109, P.Q.'

Advertisement for Carrières dans la Comptabilité et la Statistique. Text: 'CARRIÈRES DANS LA COMPTABILITÉ ET LA STATISTIQUE', 'Une importante compagnie groupant plusieurs sociétés offre des emplois intéressants et d'excellentes perspectives d'avancement dans les domaines suivants: - Développement de systèmes budgétaires - Développement de l'information utilisée pour la gestion - Analyse des coûts et des statistiques d'exploitation et préparation de rapports. Les candidats à ces postes doivent être bilingues et avoir un baccalauréat en commerce ou un diplôme reconnu en comptabilité, et posséder au moins 2 à 3 ans d'expérience de la comptabilité ou de la statistique. - Rédaction de textes financiers, y compris la préparation de rapports et autres communiqués à l'intention des actionnaires. Les postulants doivent avoir une bonne expérience du journalisme financier ou de la rédaction dans le domaine des affaires. Lieu de travail: Montréal. Salaire à déterminer selon les qualifications. Prière de faire parvenir votre curriculum vitae en y indiquant la formation, l'expérience et le salaire actuel à Case 1181, Le Devoir, Montréal. Les demandes seront traitées en toute confiance.'

Les anglophones sont unanimes

Le bilinguisme, une donnée indispensable au Québec

par Guy Deshaies et Jean-Luc Duguay

La commission d'enquête sur la situation de la langue française et sur les droits linguistiques au Québec a tenu, hier, sa troisième journée d'audiences publiques à Montréal. Huit dépositions ont été faites: cinq par des entreprises commerciales à intérêts majoritairement anglais, une par une institution bancaire, une par une institution scolaire et une par un particulier anglophone.

Aucun groupement francophone ne s'est présenté devant la commission. La ligue pour l'intégration scolaire de M. Raymond Lemieux devait com-

paraître à 15h50, mais, comme il était prévu, elle s'en est abstenue. Toutefois, M. Lemieux a rencontré les journalistes à la sortie de l'auditorium de la Bibliothèque nationale et leur a annoncé que vingt-cinq groupements francophones avaient décidé, à l'exemple de la LIS, de boycotter la commission Gendron. M. Lemieux a dit qu'il fallait s'attendre à ce que d'autres organismes emboîtent le pas.

Depuis le début des audiences publiques, lundi, la Banque canadienne nationale et le Comité d'étude des termes de médecine et le Centre des di-

rigeants d'entreprises sont les seuls groupements francophones à avoir exprimé leur point de vue devant la commission d'enquête Gendron.

Les institutions anglophones, de quelque nature qu'elles soient (entreprises, banques, commissions scolaires), qui ont comparu, hier — et, de fait, depuis lundi — ont toutes affirmé la nécessité du bilinguisme au Québec. En même temps, elles ont manifesté leur volonté de faire une plus grande place au français, soit dans l'entreprise, soit dans l'enseignement.

Au niveau de l'entreprise, on a fait état, dans bien des cas, des progrès qui ont été réalisés depuis quelques années. Cependant, l'unanimité s'est faite quant à la nécessité pour un francophone d'être bilingue s'il veut accéder à des postes de commandement. Parallelement, on a fait valoir que les cadres supérieurs anglophones veillaient de plus en plus à apprendre le français.

Le Protestant School Board of Greater Montreal, mardi, le Québec Association of Protestant School Boards, hier, ont manifesté leur volonté d'améliorer la qualité de l'enseigne-

ment du français dans les écoles qui tombent sous leur juridiction. Ils ont mis de l'avant de nombreuses suggestions qui permettraient la réalisation d'une société québécoise vraiment bilingue.

Unaniment et sans aucune hésitation, les groupements anglophones ont rejeté l'unilinguisme, français ou anglais, dont l'application, ont-ils dit, causerait un tort irréparable à l'économie québécoise et canadienne.

Les groupes ou personnes qui ont présenté leur mémoire hier sont la Québec Association of Protestant School Boards, la Banque impériale de commerce, la E.B. Eddy Company, Du Pont of Canada, Green Shields Incorporated, Steel Company of Canada, Brasserie Labatt et M. Hings Helmut.

Les commissions protestantes

La Québec Association of Protestant School Boards en premier lieu a soumis son mémoire d'une douzaine de pages dont l'une des conclusions est que "la base du système d'éducation au Québec ne soit plus confessionnelle mais linguistique avec la même protection constitutionnelle que pour le présent système".

Interrogés toutefois quant à l'éventualité d'une seule et même direction pour les écoles publiques anglaises et françaises les représentants de l'association ont dit qu'ils ne croyaient pas possible pour le moment d'établir une seule direction et qu'il faudrait s'en tenir à une administration bilingue pour les prochaines années alléguant que les deux systèmes avaient trop longtemps été séparés, isolés l'un de l'autre, et qu'il serait prématuré de créer une administration à laquelle seraient soumises indifféremment les écoles françaises et les écoles anglaises.

En gros la Québec Association of Protestant School Boards soutient qu'il faille favoriser le bilinguisme au niveau scolaire et empêcher l'usage exclusif du français dans le monde des affaires et de l'industrie.

Après avoir rappelé aux commissaires que les membres de leur association font partie de 162 commissions scolaires protestantes et qui dispensent l'enseignement à quelque 135.000 élèves non catholiques, les représentants de la Québec Association of Protestant School Boards, brochant brièvement le tableau de l'histoire des politiques linguistiques au Québec et au Canada, se font les ardents défenseurs d'un bilinguisme basé sur le libre choix des parents de la langue d'enseignement et de travail de leurs enfants que ce soit le français ou l'anglais. "On sait, disent-ils, que le sentiment du besoin de réforme de l'enseignement au Québec existe surtout dans le secteur catholique romain mais on ne peut permettre que ce

des progrès qui ont été réalisés depuis quelques années. Cependant, l'unanimité s'est faite quant à la nécessité pour un francophone d'être bilingue s'il veut accéder à des postes de commandement. Parallelement, on a fait valoir que les cadres supérieurs anglophones veillaient de plus en plus à apprendre le français.

Le Protestant School Board of Greater Montreal, mardi, le Québec Association of Protestant School Boards, hier, ont manifesté leur volonté d'améliorer la qualité de l'enseigne-

ment du français dans les écoles qui tombent sous leur juridiction. Ils ont mis de l'avant de nombreuses suggestions qui permettraient la réalisation d'une société québécoise vraiment bilingue.

Unaniment et sans aucune hésitation, les groupements anglophones ont rejeté l'unilinguisme, français ou anglais, dont l'application, ont-ils dit, causerait un tort irréparable à l'économie québécoise et canadienne.

Les groupes ou personnes qui ont présenté leur mémoire hier sont la Québec Association of Protestant School Boards, la Banque impériale de commerce, la E.B. Eddy Company, Du Pont of Canada, Green Shields Incorporated, Steel Company of Canada, Brasserie Labatt et M. Hings Helmut.

Les commissions protestantes

La Québec Association of Protestant School Boards en premier lieu a soumis son mémoire d'une douzaine de pages dont l'une des conclusions est que "la base du système d'éducation au Québec ne soit plus confessionnelle mais linguistique avec la même protection constitutionnelle que pour le présent système".

Interrogés toutefois quant à l'éventualité d'une seule et même direction pour les écoles publiques anglaises et françaises les représentants de l'association ont dit qu'ils ne croyaient pas possible pour le moment d'établir une seule direction et qu'il faudrait s'en tenir à une administration bilingue pour les prochaines années alléguant que les deux systèmes avaient trop longtemps été séparés, isolés l'un de l'autre, et qu'il serait prématuré de créer une administration à laquelle seraient soumises indifféremment les écoles françaises et les écoles anglaises.

En gros la Québec Association of Protestant School Boards soutient qu'il faille favoriser le bilinguisme au niveau scolaire et empêcher l'usage exclusif du français dans le monde des affaires et de l'industrie.

Après avoir rappelé aux commissaires que les membres de leur association font partie de 162 commissions scolaires protestantes et qui dispensent l'enseignement à quelque 135.000 élèves non catholiques, les représentants de la Québec Association of Protestant School Boards, brochant brièvement le tableau de l'histoire des politiques linguistiques au Québec et au Canada, se font les ardents défenseurs d'un bilinguisme basé sur le libre choix des parents de la langue d'enseignement et de travail de leurs enfants que ce soit le français ou l'anglais. "On sait, disent-ils, que le sentiment du besoin de réforme de l'enseignement au Québec existe surtout dans le secteur catholique romain mais on ne peut permettre que ce

des progrès qui ont été réalisés depuis quelques années. Cependant, l'unanimité s'est faite quant à la nécessité pour un francophone d'être bilingue s'il veut accéder à des postes de commandement. Parallelement, on a fait valoir que les cadres supérieurs anglophones veillaient de plus en plus à apprendre le français.

Le Protestant School Board of Greater Montreal, mardi, le Québec Association of Protestant School Boards, hier, ont manifesté leur volonté d'améliorer la qualité de l'enseigne-

ment du français dans les écoles qui tombent sous leur juridiction. Ils ont mis de l'avant de nombreuses suggestions qui permettraient la réalisation d'une société québécoise vraiment bilingue.

problème scolaire qui existe présentement sur la question des langues est "aggravé par les solutions offertes pour des fins politiques par des organismes tels que le Parti québécois et le Mouvement pour l'intégration scolaire. "Ils disent aussi que l'usage exclusif du français dans le monde des affaires et de l'industrie serait préjudiciable au progrès économique du Québec et ils affirment: "Contrairement à certaines théories politiques un Québec indépendant ne pourrait jouer du niveau économique du Canada et de l'Amérique du Nord."

Le président de la commission a demandé aux représentants de la Québec Association of Protestant School Boards s'ils pouvaient se tenir à la disposition des commissaires en vue d'une prochaine rencontre "pour que vous nous disiez, a expliqué M. Gendron, jusqu'où vous êtes prêts à aller pour enseigner le français dans vos écoles." M. Gendron a fait valoir aux pétitionnaires en effet que sur ce point leurs conclusions et recommandations n'étaient pas suffisamment précises.

La Banque impériale de commerce

A la Banque impériale de commerce on estime qu'il est impérieux de favoriser l'usage du français au Québec et de permettre aux employés francophones de faire leur travail normalement en français. M. Donald Griffith, directeur général du bureau régional du Québec de cette institution bancaire qui a son siège social à Toronto, a précisé aux membres de la commission Gendron que la Banque impériale de commerce au Québec employait 1.930 francophones et que 15 p.c. de son personnel était unilingue français tandis que 10 p.c. de son personnel était unilingue anglais. M. Griffith a précisé que son institution avait des bureaux dans la plupart des localités de plus ou moins grande importance du Québec mais qui sont francophones. Dans cette institution, comme dans la plupart des maisons qui ont fait valoir leurs opinions sur la situation linguistique au Québec devant la commission Gendron, on croit que le francophone bilin-

güe est une donnée indispensable au Québec. M. Griffith a précisé que son institution avait des bureaux dans la plupart des localités de plus ou moins grande importance du Québec mais qui sont francophones. Dans cette institution, comme dans la plupart des maisons qui ont fait valoir leurs opinions sur la situation linguistique au Québec devant la commission Gendron, on croit que le francophone bilin-

M. Gendron réfute les propos que maintient une journaliste

Au cours des audiences publiques, hier, à Montréal, le président de la commission d'enquête sur la situation de la langue française, M. Jean-Denis Gendron, a lu le texte d'une mise au point relative à un article paru la veille dans le quotidien Le Soleil. Dans sa déclaration, qui fut ensuite remise à la presse, M. Gendron nie la presque totalité des propos qui ont été rapportés par la journaliste Lise Lachance. Celle-ci, cependant, a déclaré au Devoir qu'elle maintenait, sauf sur un point, le contenu de l'article en question. Voici le texte intégral de la mise au point de M. Gendron suivi des déclarations qu'a faites au Devoir Mlle Lachance.

"En rapport avec une nouvelle parue dans le journal Le Soleil, telle que reproduite dans Le Devoir du 1er octobre, le président de la commission d'enquête sur la situation de la langue française et sur les droits linguistiques au Québec, M. Jean-Denis Gendron, déclare qu'il a bien dit "qu'une commission d'enquête est une commission d'enquête et que le gouvernement demeure le gouvernement. Donc qu'il peut légiférer tant qu'il le veut sans attendre les résultats des recherches d'une commission".

"Mais il ne avait déclaré que le fait de légiférer pendant les travaux d'une commission déconsidérerait l'organisme mais bien: risquait de le faire aux yeux des personnes qui ne connaissent pas le statut juridique d'une commission d'enquête ainsi que les rapports que celle-ci entretient avec le gouvernement.

"Il ne également avoir déclaré que "si M. Bertrand ne veut pas signer les recommandations de la commission qu'il préside, c'est son droit", puisqu'il n'a pas à les signer; de même, il n'a pas dit "qu'il espère toutefois que, si son rapport reste sur les tablettes, il pourra être repris plus tard et servir à la communauté".

"Le président déclare avoir dit que le gouvernement actuel,

et tout autre gouvernement d'ailleurs, restait libre d'appliquer ou non les recommandations de la commission, ceci est clair, étant donné que le gouvernement est l'instance supérieure, celle qui reste

Raymond Lemieux

Les Québécois en ont marre de toutes ces commissions

Comme prévu, M. Raymond Lemieux, président de la Ligue pour l'intégration scolaire, s'est présenté hier devant la commission Gendron mais il n'a pas pénétré dans l'enceinte des audiences publiques et a plutôt tenu une conférence improvisée pour expliquer ses raisons de boycotter la commission d'enquête sur la situation de la langue française et sur les droits linguistiques au Québec.

M. Lemieux a d'abord distribué la liste des 25 groupements ou organismes qui auraient décidé de boycotter la commission puis il s'est employé à dénoncer la commission dans les termes suivants:

jugé de ce qu'il faut faire pour le bien commun.

"Enfin, il ne catégoriquement avoir déclaré "qu'il avait éprouvé une certaine surprise devant la déclaration du premier ministre Bertrand qui a

Suite à la page 16

"M. Jean-Jacques Bertrand, a-t-il commencé, a donné en décembre dernier un mandat de 12 mois à la commission Gendron. Les auditions commençant neuf mois après la création de la commission qui a déjà demandé une prolongation de 2 ans. Les Québécois en ont marre de toutes ces commissions d'études et d'enquête", s'est écrié M. Lemieux. Puis, le président de la LIS a exprimé l'opinion que "lorsque la commission remettra son rapport dans trois ans, il y aura longtemps que les événements auront dépassé toutes ses conclusions".

M. Lemieux, accompagné de quelques partisans et amis a

annoncé que la LIS appuyait tous les organismes qui boycotteraient la commission Gendron et il a réitéré la résolution adoptée par son mouvement et en vertu de laquelle la LIS s'emploiera à inviter la population à résister et à s'opposer au futur projet de loi de restructuration scolaire que prépare le gouvernement du Québec. Quant aux organismes qui boycottent la commission Gendron ce sont (d'après la liste distribuée hier par M. Lemieux) les syndicats d'enseignants du secteur CEGEP, la Fédération nationale des enseignants québécois, le syndicat professionnel des enseignants, le syndicat des professeurs de l'État du Québec, la Société nationale du Québec, le club Fleur de Lys de Montréal, le Mouvement pour l'unilinguisme au Québec, les Chevaliers de l'Indépendance, le Conseil québécois de la légitimité nationale, l'Association des parents de langue française du Québec, la Ligue socialiste ouvrière, le comité des Patriotes de 1837, le Mouvement pour l'intégration scolaire, le Club Québec international, la Société des professeurs d'histoire du Québec, le Comité des citoyens de Mercier, le Comité des citoyens de Saint-Henri, le Syndicat des écrivains du Québec. En plus, il y a sept sections des Sociétés Saint-Jean-Baptiste.

M. Lemieux a dit que des organismes beaucoup plus importants allaient annoncer leur assentiment à pareille attitude dans les prochains jours.

La SSJB de Montréal présentera un mémoire

La Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, par la voix de son président M. François-Albert Angers, a fait savoir hier soir qu'elle allait présenter un mémoire à la commission d'enquête sur la situation de la langue française et sur les droits linguistiques au Québec.

Dans le communiqué envoyé aux journaux "afin de dissiper toute ambiguïté" M. Angers explique que le 28 février dernier la SSJB avait manifesté son intention de comparaître devant la commission Gendron. "La SSJB, dit M. Angers, met actuellement à jour le mémoire qu'elle déposera et défendra à une prochaine séance publique de la commission Gendron.

Rappelons que jusqu'à ce jour la commission a reçu quelque 165 mémoires dont une trentaine seulement émanent d'organismes, de sociétés ou d'individus francophones. Cette singulière absence des francophones a d'ailleurs fait naître une certaine inquiétude chez les commissaires qui ne cachent pas leur regret de ne pas recevoir plus de mémoires de francophones

NOUVEAU FONDS MUTUEL - DANS VOTRE INTÉRÊT, IL EST DIFFÉRENT



CANAGEX... un géant dès son lancement

- il est fondé par trois grandes institutions financières canadiennes, soit une grande banque moderne et progressive dont le siège social est situé au 500 Place d'Armes, Montréal, le Trust Général du Canada et United North American Holdings Ltd., société de gestion, filiale de Schneider & Cie, de Paris.
- ses fonds sous gestion s'élèvent à plusieurs millions de dollars.
- ses frais d'acquisition ne sont que de 4% seulement et d'autre part ne sont pas déduits d'avance, car Canagex n'est pas offert par des vendeurs à commission.
- il est administré par des spécialistes d'expérience qui gèrent un actif supérieur à \$2 milliards. Les trois principaux actionnaires se sont adjoint une maison indépendante de conseillers en placements internationaux qui sélectionnent les valeurs les plus avantageuses partout dans le monde.
- renseignez-vous sur Canagex dans les succursales de la banque, qui affichent l'enseigne Canagex, et les bureaux du Trust Général du Canada ou sa filiale, le Sherbrooke Trust.

CANAGEX
Dans votre intérêt le fonds Canagex est différent

CANAGEX LTÉE 100
ÉDIFICE BANQUE CANADIENNE NATIONALE
500 PLACE D'ARMES, MONTRÉAL 126, Q.U.B.

Sans obligation de ma part, j'aimerais recevoir plus de renseignements sur Canagex.

NOM _____
ADRESSE _____ APP. _____
VILLE _____ ZONE _____

maxi goût mini coût

\$ 8.15



Maxi-Dry Gin de Melchers en maxi-format de 40 oz N° 182 a la R.A.Q.

...et vous direz:
**maxi
beaucoup!**

LES DISTILLERIES MELCHERS LTÉE, BERTHIERVILLE, QUÉ.

arts

et

spectacles

Le bruit de la ville

FESTIVAL ROCK: Un festival de rock n'roll se tiendra en la salle de bal de l'Université McGill (3480 McTavish), vendredi le 3 octobre prochain. Il débutera à 18h, et se terminera le lendemain dans la journée, soit plus de 15 heures de musique "pop" continue en compagnie d'une quinzaine de groupes montréalais: "The Mind", "The Red Power", "Les Déchaînés", "The Vacuum Pack", "Les Coupés de Ville", le baron Philippe et ses hommes... et "The Free Arts Affair". La salle peut contenir environ 2.000 personnes et l'entrée est libre. Il est recommandé d'apporter ses bâtons d'encens, ses clochettes chinoises... et des fruits que chacun pourra partager — comme dans le meilleur des mondes. On acceptera toutefois des contributions personnelles à l'entrée.

AUDITIONS: Afin de reconstituer leurs cadres, les Disciples de Massenet font appel aux chanteurs désireux de se joindre au chœur. Soprani, alti, ténors ou basses sont priés de communiquer à 581-2676 entre 19h et 22h.

PLANETARIUM: Un nouveau spectacle prend l'affiche au Planétarium Dow. Intitulé "Vers les Étoiles", il part des récentes réalisations spatiales et explore ensuite les distances des étoiles d'après les planètes.

Horaires des théâtres

ARENA MAURICE-RICHARD — "Revue viennoise au Grand Palais" — 20h.30
COMÉDIE CANADIENNE — "Prison" — 7h.30 de Marie Millard à 20h.30
LA POKERIE — "Amnésique Flot" — Du mardi au vendredi, 20h.30, samedi 10h.30 et 21h.30 récluse
LE PATRIOTE — "Claude Lévêque" — 20h.30 récluse
LE PATRIOTE A CLEMENCE — "La tabac-nouche de Valpurgé" — 20h.30 récluse
RÉALISME — "Cet animal étrange" — 20h.30 récluse

Horaires des cinémas

EN LANGUE FRANÇAISE

ARLEQUIN — "Faut-il mourir" et "Assassins en tout genre"
BIJOU — "Un Soir à Tibériade"
CANADIEN — "Ingrid" 12.15, 3.30, 6.45, 10.00 — "Le crime de David Levinstein" 3.10, 6.30, 9.45
CHAMPLAIN — "Les fiers, les mépris, les mépris" et "Le père et le fils"
CHATEAU — "Samson, fille sauvage" et "Gangue la panthère nue"
CINÉMA DE PARIS — "Même horaire que le Fleur de Lys"
GRAND PALAIS — "Fanny Hill" (français) 8.00, 12.00, 2.30, 5.00, 7.30, 10.00, dimanche 2.00, 5.00, 8.00
DALPHIN — "Salle Renard" — "Le Diable par la queue" 7.30, 9.30 — "Sam, et dim. 1.30, 2.30, 5.30, 7.30, 9.30, 11.30
ELECTRA — "Mik-Mak au Montana" et "Les Aventures de Marco Polo"
ELYSEE — "Salle Resnais" — "Le Grand Amour" 7.30, 9.30, 11.30, dim. 1.30, 3.30, 5.30, 7.30, 9.30, 11.30
FLÉUR DE LYS — "Sous les carreaux du vent" 1.30, 3.30, 5.30, 7.30, 9.30
FRANÇAIS (Voir Châteaus)
GRANADA — "Voir Châteaus"
GUY — "Baisers volés" 12.05, 3.15, 6.25, 9.35 — "Les Gauloises bleues" 1.35, 4.45, 7.55, 11.05
JEAN-TALON — "Ingrid" 12.15, 3.30, 6.45, 10.00 — "Le crime de David Levinstein" 3.10, 6.30, 9.45
MAISONNEUVE — "Ingrid" 12.15, 3.30, 6.45, 10.00 — "Le crime de David Levinstein" 3.10, 6.30, 9.45
MERCURE — "Voir Electra"
MIDIMINUIT — "La leçon particulière" et "La nuit la plus longue"
OUTRÉMONT — "L'Étrangleur de Boston" et "Dernier Bastion"
PAPINEAU — "Vallée" et "La loi du Survivant"
PARISIEN — "48 heures d'amour" 10.00, 12.10, 2.25, 4.40, 7.00, 9.15
PRÉALÉ — "Voir Châteaus"
RIVOLU — "Casanova 70" et "New York dans les ténèbres"
STUBENS — "La Femme indienne" et "Les Rues du Diable"
VERDI — "Répétition" 7.30

EN LANGUE ANGLAISE

ALBUQUERQUE — "The Lion in Winter" 2.30, 8.30
AVENUE — "The Loves of Ladies" 1.30, 3.55, 6.25, 8.50

Horaires

Le sigle c marque une émission en couleur

CBFT	12.30 Dernière Addition 12.35 Fermeture
9.25 Aujourd'hui à CBFT	
9.30 Histoire sans paroles	
10.00 Le roman de la science	
10.30 En mouvement	
10.45 Monsieur Surprise présente	
11.00 La soirée verte	
11.15 Cinéma	
"Champion" drame (Mésique)	
1.00 Cinéma	
"La Communion", comédie (France, 1965)	
2.30 Ni ou ni non	
3.00 Femme d'aujourd'hui	
4.00 Bobino	
4.30 Pirale Maboule	
5.00 Bûche de Tarzan	
5.30 Les chevaliers du ciel	
6.00 Thibaud ou les croisades	
6.30 Téléjournal	
6.40 Nouvelles du sport	
6.45 24 heures	
7.00 Formule 30	
7.30 Les grands films	
"Le témoin du troisième jour", policier (E.U., 1965)	
9.30 Le Sol de la semaine (Pierre Daneseau, biologiste)	
10.30 Dossiers	
11.00 Téléjournal 1	
11.30 Téléjournal II	
11.30 Nouvelles du sport	
11.40 Cinéma	
"Il s'imagine la vie", drame de guerre (Pologne, 1957)	
1.15 Téléjournal	
CFTM	
7.15 Miro-musique	
7.30 Les P'tits bombommes	
7.45 C'est parti	
8.45 36-24-36	
9.00 Madame est avec moi	
10.00 Bonheur du jour	
10.30 Leçon de beauté	
10.45 Répense à tout	
11.00 Éternel amour	
"Le soleil à toujours raison" (It)	
11.00 Les P'tits bombommes	
12.18 Première édition	
12.15 Cine-jeudi	
"L'injuste condamnation", drame (Italie)	
2.30 "Le collage endiable", comédie musicale (E.U.)	
3.00 Madame à mides	
4.30 Faut-il s'excuser	
5.00 Le 5 à 6	
6.00 Studio 10	
7.00 Le 10 vous informe	
7.30 Chanson Kraft	
"Mission 602", guerre (E.U.)	
9.30 Elle et lui	
10.00 Ca prend un vol	
10.30 Le 10 vous informe	
11.00 En pentecôte	
"Un ange dans la foule", policier (Italie)	
LISEZ ET FAITES LIRE LE DEVOIR	

Une tragi-comédie à l'OSM

Qui a dit que l'Orchestre Symphonique de Montréal avait abandonné définitivement l'opéra? Au rythme avec lequel se succèdent les tableaux, les comédiens et les intrigues, tout nous porte à penser le contraire. L'opéra n'est pas mort; il redouble même de vitalité.

On nous en donne actuellement la preuve avec la présentation d'une tragi-comédie en trois actes qui, veuillez le croire, n'a rien de joyeusement mozartien.

En voici rapidement l'histoire:

— Premier acte: avant que ne débute la conférence durant laquelle l'OSM a présenté ses dix-sept nouveaux musiciens, Franz-Paul Decker m'a confié laconiquement: "On m'a enlevé des répétitions". Cela dépendait, selon lui, d'un petit conflit syndical. Rejoint par téléphone le surlendemain, M. Charrette de la Guilde des musiciens m'assura qu'il avait été dernièrement question d'un problème mineur, d'ailleurs très facilement réglé et tout à fait extérieur aux périodes de répétition prévues par la convention collective. Un porte-parole de l'administration de l'OSM, après avoir effectué un sondage auprès des personnes concernées, nia également la possibilité d'une telle réduction...

— Deuxième acte: Au cours de cette même conférence de presse, on nous affirma que deux des dix-sept musiciens engagés étaient Canadiens. Après quelques jours de méditation, les statistiques n'étaient plus les mêmes: un seul d'entre eux serait Canadien...

— Troisième acte: L'orchestre montréalais devait dorénavant réunir 105 musiciens. En parcourant la liste des musiciens publiée dans le programme de cette semaine à l'OSM, on compte exactement 91 instrumentistes et 14 postes vacants. Selon l'administrateur de l'OSM, Pierre Bégué, 105 musiciens étaient pourtant sur la liste de payes la semaine dernière...

On dira que tout cela tient beaucoup plus du roman policier que de l'opéra — avec raison aussi. Personnellement, je demeure perplexe. Le poste de harpiste étant, semble-t-il, vacant, on peut se demander qu'a tenu la partie de harpe dans le concerto pour violon de Berg que nous avons entendu mardi? Un ange ou un synthétiseur électronique?

J. T.

ET AUTRES LANGUES

JAPONAIS — "Sex check" 12.45 — 3.55 — 7.10 — 10.25 — "Last Sex" 2.05 — 5.20 — 8.35

ITALIEN — "The Libertine" (La Maitresse) 1.30 — 3.25 — 5.20 — 7.30 — 9.05

CINÉMA V — "I am curious Yellow" 7.30 — 10.00 — "Midnight Cowboy" 12.30 — 1.40 — 4.50 — 7.05 — 9.20

YORK — "Justice" 1.00 — 3.05 — 5.05 — 7.00 — 9.20

ESPAGNOL — "Goodbye Columbus" 1.25 — 3.25 — 5.25 — 7.25 — 9.00

VERDI — "Répétition" 9.30

WESTMAN — "Midnight Cowboy" 12.30 — 1.40 — 4.50 — 7.05 — 9.20

YORK — "Justice" 1.00 — 3.05 — 5.05 — 7.00 — 9.20

Radiodiffuseurs

M. Marcel Provost, directeur des programmes de CKVL, a été élu président de l'Association canadienne de la radio et télévision française pour le prochain terme. M. Marcel Provost est directeur des programmes à CKVL depuis la fondation du poste en 1946.

"5" DERNIERS SPECTACLES

CE SOIR 8 h 30 et jusqu'à dimanche ARENA MAURICE-RICHARD

Revue Viennoise sur Glace

1969

9.00 Test Pattern and Music	
9.32 Stars in Six	
9.00 The Swedish Scene "Arctic Countdown"	
9.30 Quebec School Telecast	
9.45 Quebec School Telecast	
10.00 Quebec School Telecast "Beaver Dam"	
10.15 Quebec School Telecast	
10.30 Friendly Giant	
10.45 Che Hélène	
11.00 The Beverly Hillsbillies	
11.25 Double Exposure — "Ali-Name"	
11.35 CBC TV News	
12.00 Luncheon Date	
12.30 Search for Tomorrow	
1.00 Luncheon Date	
1.30 As the World Turns	
2.00 Strategy	
2.30 Coronation Street	
3.00 Take Thirty	
3.30 Edge of Night	
4.00 The Galloping Gourmet	
4.30 The Banana Splits	
5.00 Arthur and the Square Knights of the Round Table	
5.30 The Beverly Hillsbillies	
6.00 Reach for the Top	
6.31 Hourglass	
7.30 Doris Day	
8.00 The Bill Cosby Show	
8.30 Time for Lavin	
9.00 Bonanza	
10.00 Thursday night: "The last Best West"	
11.00 CBC National News	
11.15 Viewpoint	
11.25 Night Report	
11.40 Ciné-Six	
"Lilies of the Field", comédie dramatique (1963)	
1.00 Final Report	
CFCF	
7.30 Sign-On	
7.45 Newsworld 12	
8.00 University of the Air	
8.30 The Ed Allen Time	
9.00 The Romper Room	
9.30 Magic Tom	
10.00 Hercules	
10.30 Bewitched	
11.00 The Mike Douglas Show	
11.30 The Flinstones	
12.00 In Town	
1.00 John Manolezzo	
1.30 Magistrate's Court	
2.00 Peyton Place	
2.30 People in Conflict	
3.00 A Doctor's Diary	
3.30 The Money-makers	
4.00 Batman	
4.30 Star Trek	
5.30 The Pierre Burton Show	
6.00 Pale	
7.00 Family Affair	
7.30 This is Tom Jones	
8.30 Dean Martin Show	
9.30 Manna	
10.30 Diamond Life	
11.00 The National News	
11.30 Pajama Playhouse	
"The Lady with a Lamp", drame documentaire (1952)	
1.30 University of the Air	
2.00 Montreal Bulletin Board	

DEMI TARIF POUR LES ENFANTS: VEND. SOIR ET SAMEDI, MATINÉE.

LOCATION PAR TÉLÉPHONE
 Aréna: 256-5031
 CCA: 932-2171

Musique: un soir de passion et d'amour

par Jacques Thériault

Du strict point de vue musical, le programme de cette semaine s'avère véritablement consistant, enrichissant et réjouissant à l'Orchestre Symphonique de Montréal. Il faut dès l'abord reconnaître que FRANZ-PAUL DECKER et ses musiciens semblaient s'y être donné une certaine peine, puis dire également combien la première apparition de la violoniste PINA CARMIRELLI à l'OSM était opportune.

Voilà, enfin, un interprète qui ne craint pas d'inscrire une oeuvre moderne assez peu souvent exécutée à son répertoire. Comme on dit: il est important de le faire, et c'est encore mieux lorsqu'on peut le faire très bien. Elle avait choisi de jouer le Concerto pour violon et orchestre qu'Alban Berg écrivit quelques mois avant sa mort, en 1935. Sous-titré "A la mémoire d'un ange", le concerto conjugué des passages sérieux et tonaux — cette dernière conception musicale du compositeur étant parfois considérée comme son

testament. Son développement architectural et tonal fut admirablement bien dosé par la soliste Pina Carmirelli dans un style qui possède une vive fraîcheur et une sincérité de choc.

Non seulement elle est sortie gaie de ce concert, mais elle a réussi à subjuger son auditoire et, par conséquent, à lui faire aimer un concerto dont plusieurs ne soupçonnaient peut-être pas la priorité prophétique et toute la force de sa charge poétique. Elle a aussi témoigné, comme nous l'avons souligné plus haut, d'une ouverture de pensée qu'il convient de souligner tout particulièrement, ce qui n'empêche pas son instrument de chanter avec une profondeur et

une intimité des plus intenses. Je ne me souviens pas d'avoir perçu une seule fausse note, un seul coup d'archet désagréable, une seule attaque douteuse. Pina Carmirelli a fait acte d'Amour comme seule une véritable nature peut le faire, et c'est une artiste qu'on souhaite évidemment réentendre au cours des prochaines saisons à l'OSM.

Pas aussi nombreux qu'on l'aurait souhaité en raison du programme exceptionnel, le public assista aussi à une exécution pleine de passions de la "Symphonie No. 7 en mi bémol" de Bruckner, laquelle est certainement la plus appréciée des symphonies du compositeur avec la quatrième.

Suite à la page 2

POLANSKI RETROSPECTIVE COMPLETE

CE SOIR: 7.30 et 9.30
 Catherine Deneuve/RÉPULSION
 7.30 (en français) et 9.30 (v.o. angl.)

SAMEDI et DIMANCHE

'LE BAL DES VAMPIRES'

BIENTÔT BIENTÔT BIEN TÔT
 • 'CUL-DE-SAC'
 • 'ROSEMARY'S BABY'

CINÉMA DE REPERTOIRE
verdi
 5380 St-Laurent (277-4145)

Diner
 Repas à la carte à partir de \$2.95
 Repas complet à partir de \$3.95
 Includant: dîner familial du dimanche, Dîner d'Hommes d'Affaires à partir de \$1.75

SOIRÉE EXQUISE

Délasser-vous ce soir dans l'atmosphère mélodieuse du Bar-Salon.

FACILITÉS DE RÉCEPTION

Restaurant La Diligence
 Décarie et Jean-Talon
 Réservations: 731-7771
 Grand stationnement

théâtre du rideau vert
 Du mardi au samedi à 20h.30
 Dimanche à 19h.30

cet ANIMAL ÉTRANGE

Pièce de GABRIEL AROUT d'après les récits de

avec **YVETTE BRIND'AMOUR**
GERARD POIRIER

et
 André Cailloux
 André St-Laurent
 Serge Turgeon
 Daniel Roussel
 Diane Fyfe

Mise en scène de
 André Cailloux

Costumes: François Barbeau —
 Décor: Guy Héjazi

Réservations: 844-1793 — 4664, St-Denis
 (Métro Laurier, sortie Gifford)

N.D.G. KINSMEN
 présente

GARDEN BROS. MAMMOTH

"3 RING" CIRCUS

jeudi - vendredi - samedi - dimanche
 2-3-4-5 octobre

Représentations
 2 oct. 4.30 et 8.30 — 3 oct. 4.30 et 8.00
 4 oct. 10.30, 2.30, 8.30 — 5 oct. 2.00 et 7.00

Billets à prix populaires

CENTRE PAUL SAUVÉ
 4000 est, rue Beaubien — Tél. 376-8780

AU Caf'Conc'

Le Château Champlain est heureux de présenter une production signée Tibor Rudas

Trou-Trou

DOMINIQUE
 Il nous revient, plus drôle que jamais, ce pickpocket plein d'humour aussi renommé à Paris qu'aux États-Unis.

JACQUELINE FELLAY
 Séduira est le grand talent de cette chanteuse. Elle a séduit le Mexique, le Japon, l'Amérique centrale. Paris adore sa façon de séduire. Elle vous séduira.

REPRÉSENTATIONS à:
 20h.45 et 23h.15
 Samedi: 20h.30, 22h.30 et minuit 30
 Danse après chaque spectacle
 Dîner à compter de 19h.
 Réservations: 878-1688

LE CHATEAU CHAMPLAIN CP Hotels

Il faut voir **EASY RIDER** pour **PETER FONDA** et **DENNIS HOPPER**, un extraordinaire document sur l'Amérique.

2e SEM. easy rider

COULEUR

HORAIRE: 1.10 - 3.30 - 5.30 - 7.30 - 9.30

PLACE ALEXIS NIHON ATWATER 1
 935-4246 NIVEAU DU MÉTRO

14

QUE RESTE-T-IL DE NOS AMOURS?

COULEUR

LES GAULOISES BLEUES
 EN COULEUR - EN FRANÇAIS - SOUS TITRES ANGLAIS

PREU SPECIAL POUR ÉTUDIANTS
 10h à 19h, 11.00 à 1.30

CCA présente
 du 6 au 11 oct.

La grande sensation du monde de la danse aux États-Unis.

Ballet Harkness
 style original, technique superbe
 "UN VÉRITABLE JOUJU"

un répertoire allant du ballet classique au création les plus avant-gardées.

PROGRAMME: 6 & 7 OCT: Madriglesco. Monument for a Dead Boy. Diabolo. Souvenir. 8 OCT: Night song. A season in hell. Canto Indio. Time out of mind. 9 OCT: Night Song. Grand pas Espagnol. After Eden. Souvenir. 10 OCT: Grand pas Espagnol. A Season in hell. Canto Indio. Time out of mind. 11 OCT: Madriglesco. After Eden. Grand pas Espagnol. Time out of mind.

Billets en vente: Place des Arts, CCA, 1822 o. Sherbrooke (sous-sol); Ecole Conduite Métro, Station Métro Longueuil; Centre (Théâtre Instant) Place Ville-Marie; Hoffman's Antiques, 1472 Peel; Atlantic-Pacific Travel 4950 Queen-Mary; Bond's, 1188 o. Bernard; Universal Ste. 4617 Ch. Sources, D-des-O.; Bel-Air Travel, Centre d'Aschet Beaconsfield; Phos. Nucleo, Centre d'Aschet Laval et 51 boul. Lévesque; L'épervier, Centre d'Aschet Laval.

Billets d'étudiants, (\$1.00), se présenter en personne à CCA seulement.

Jeudi, 9 oct. Soirée Bénéfice Société Can. de l'Ouë du Québec.

LOCATION PAR TÉLÉPHONE: 932-2171

THÉÂTRE MAISONNEUVE
 PLACE DES ARTS.

13e Semaine

Je Suis Curieuse (jaune)

UN FILM DE VILGOT SJÖSTRAM EN COULEUR SOUS TITRES FRANÇAIS

SEMAINE: 7.30 - 10h - Samedi 5.70 - 10

FESTIVAL 1206, E. STE-CATHERINE
 525-8600

9e et dernière Semaine

...SOUS LES CARESSES DU VENT NU... A VOIR ABSOLUMENT

vous désirerez... vous aimerez... vous succomberez...

CINÉMA DE PARIS
 900 OUEST, STE-CATHERINE
 TEL.: 861-2996

FLEUR DE LYS
 859 EST, STE-CATHERINE
 TEL.: 288-3303

DEMAIN

DERNIER JOUR LE GRAND AMOUR

MA NUIT CHEZ MAUD

JEAN-LOUIS TRINTIGNANT
 FRANÇOISE FABIAN

UN SOIR EN TRAIN

YVES MONTAND ANOUK AÏMÉE

9e

ELYSÉE
 35 MILTON / 842-6083

condition

La parité de salaire n'existe pas encore pour les Françaises

PARIS (PC) — Les Françaises à la recherche de l'égalité économique entre les sexes affirment que les travailleuses de France demeurent beaucoup moins rémunérées que les hommes pour le même travail.

Les partisans de l'égalité parlent de ségrégation, mais reconnaissent que le manque de qualification, l'absentéisme et les périodes plus courtes passées à un poste donné contribuent également à réduire le salaire des femmes.

Les spécialistes de ces questions soutiennent que la France a besoin d'un système d'application des interdictions profères contre la ségrégation salariale basée sur le sexe de l'employé.

Un comité parisien intéressé à ces questions publie régulièrement les résultats d'études sur les problèmes des femmes au travail.

Le Comité d'étude et de liaison des problèmes du travail féminin note que la France souscrit aux ententes internationales en vue d'éliminer les préjugés d'emploi contre les femmes. L'organisme affirme cependant que le pays est à court de moyens législatifs qui assureraient aux femmes une ligne de conduite à suivre lorsqu'elles croient être victimes de discrimination.

Selon le comité, les dernières statistiques précises sur les niveaux de salaires en France datent de 1966, mais rien ne porte à croire que les conditions se soient améliorées depuis.

Chez les employés de bureau, l'homme gagne en moyenne \$2.500, au regard de \$2.000 pour l'autre sexe.

Les artisans de l'égalité considèrent que les mesures destinées à accorder aux femmes un traitement égal dans le champ de la formation spécialisée constitueraient un mouvement initial important vers l'équilibre des qualifications d'emploi et, partant, des revenus chez les deux sexes.

On fait valoir au gouvernement que la fonction civile française devrait donner l'exemple d'égalité de traitement des sexes au travail.

L'émancipation de vieilles règles de conduite est une exigence aussi fréquente chez les Françaises que chez les femmes d'autres pays occidentaux. L'an dernier, une bonne partie du travail d'avant-garde des révoltes étudiantes fut accomplie par des jeunes filles remarquables tant par leur ardeur révolutionnaire que par leur allure.

Chez les architectes

Plus récemment, les femmes architectes ont exprimé leurs exigences d'un statut amélioré dans cette profession à prédominance masculine.

Un enregistrement des signes de croissance de la population féminine dans d'autres professions jadis considérées comme chasses gardées des hommes.

Ce fut le cas en 1968 chez les ingénieurs et dans les échelons supérieurs de l'administration. Ces tendances se relient aux avantages octroyés aux jeunes filles en éducation et à la vogue croissante d'emplois d'un statut social élevé.

Pourtant, aux yeux de l'observateur étranger, il semble de prime abord que les Françaises jouissent d'une importance moins grande dans la vie publique que dans la société nord-américaine ou britannique.

Tout porte à croire que certains Français influents, surtout parmi les plus âgés, continuent de considérer le rôle de la femme comme en étant un de consécration total aux hommes, de préférence sur un fond de haute mode et de vie familiale élégante.

Un équilibre

Cette année-là, le salaire moyen des hommes de niveau professionnel était de 36 pour cent plus élevé que celui des femmes de même catégorie.

En termes de taux d'échange établis après la dévaluation du franc, cette année, les statistiques indiquent que les Français des échelons supérieurs gagnent quelque \$8.500 par an, au regard de \$5.500 pour les Françaises à des postes similaires.

Au niveau professionnel chez les salariés moyens, les hommes gagnent \$4.000 annuellement, par rapport à \$3.000 chez les femmes.

féminine



Le yoga est une nouvelle façon de vivre, d'être présent aux autres

Diane Bachley

une entrevue de Renée Rowan

Le yoga connaît actuellement une vogue incroyable, mais peu de gens pratiquent véritablement cette science qui date de bien avant l'ère chrétienne.

Parce qu'on fait quinze minutes d'exercices physiques chaque matin inspirés des différentes postures "yogiques", on croit faire du yoga. Mais ce n'est pas du tout cela. Le yoga, c'est un développement intégral, un mode de vie, une façon d'être présent aux autres. Le "chela" (étudiant sérieux pour les non-initiés) choisit la tolérance, la discipline, la posture, le contrôle de la respiration, la méditation, la concentration et la contemplation comme autant d'aides au développement de toute la personne. Le mot yoga le dit bien: "unité avec soi".

Diane Bachley nous débite cela tout d'un souffle. On sent chez cette petite femme débordante d'énergie et de vitalité une conviction profonde qu'elle voudrait partager avec son interlocutrice.

Il ne s'agit pas, bien sûr, de pratiquer le yoga des ascètes de l'Inde, cela n'a rien à voir avec nous; mais dans notre monde occidental d'éparpillement, de trépidation et de violence, nous pouvons emprunter avec profit à la sagesse séculaire de la science du yoga. Vu dans cette optique, il ne s'agit pas, comme plu-

sieurs le croient, d'une philosophie ou d'une religion qui nous amène à rejeter tout ce que l'on a appris jusqu'à maintenant. Au contraire. Le yoga en plus d'être une union avec soi-même est une rencontre avec Dieu, Boudha ou Allah, selon les croyances de chacun.

Hollandaise d'origine, naturalisée canadienne, Diane Bachley enseigne depuis six ans le yoga aux étudiants de l'université de Montréal.

La première année, nous dit-elle, j'avais 55 élèves. J'en ai maintenant près de 400, garçons et filles qui sentent le besoin de se reprendre en main, de réapprendre les bienfaits du silence, de la concentration et de la méditation.

Madame Bachley enseigne aussi à McGill et cet automne, pour la première fois, elle donnera des cours au CEGEP Maisonneuve.

Diane Bachley n'est pas devenue professeur de yoga du jour au lendemain. Tout cela s'est fait très lentement, nous dit-elle. Bachelière en sociologie, licenciée en droit de l'université de Leyde, polyglotte (elle ne parle pas moins de sept langues), elle pratique le yoga depuis quarante ans. Alors que son père, colonel dans le corps royal des ingénieurs néerlandais, faisait un stage à Java, une musulmane, amie de la fa-

mille, lui apprit les rudiments de cette science. Elle avait 7 ans. Pendant la guerre, gardée en captivité en Allemagne, dans le camp de concentration de Ravensbrück ("l'enfer des femmes"), le yoga a été sa planche de salut.

Pendant un an, de 1944 à 45, j'ai vécu complètement isolée dans une cellule noire. Je chantais, je méditais, je faisais plusieurs fois par jour des exercices de yoga. Cela m'a sauvé la vie, j'en ai la conviction profonde.

Cela l'amena, après la guerre, à poursuivre des cours de psychologie du célèbre professeur Carl Jung, à Zurich. Elle a également eu pour maître le Dr Rammur-tis S. Mishra, neuro-chirurgien et psychiatre, auteur du livre "La psychologie du yoga". Le Dr Mishra qui a vécu plusieurs années à New York, est maintenant installé à Londres.

Pour moi, nous dit-elle, le yoga est une science totale. C'est juste, on ne peut pas enseigner le yoga à tout le monde, mais le yoga peut être un commencement pour chacun, une nouvelle façon de vivre sa vie.

Elle ramène à quatre les grandes règles qu'elle cherche à inculquer à ses élèves: la posture, la détente, la respiration profonde et la concentration.

La posture (ou les exercices

yogiques) entretient la souplesse et maintient le corps en bonne santé. C'est une bonne méthode de détente, de relaxation complète. Mme Bachley qui est en outre présidente de la nouvelle Société de yoga du Québec est d'avis toutefois que toute personne qui veut pratiquer le yoga, même dans sa forme la plus simple, devrait au préalable consulter son médecin et fournir à son professeur un dossier médical complet.

On peut faire du yoga à tout âge, nous dit-elle, mais tous les exercices ne sont pas à conseiller à chacun. Il y a des exercices qui, pour les débutants, sont trop dangereux ou trop compliqués. Il faut faire attention en particulier aux exercices qui impliquent la colonne vertébrale. Tous les élèves ne peuvent faire la perche, le cobra ou la pose lotus, mais les exercices de respiration, de détente et de réchauffement sont bénéfiques à chacun. C'est là qu'il est important d'avoir un bon professeur qui sait jusqu'au bout un élève peut aller sans danger pour sa santé.

Diane Bachley insiste beaucoup sur la discipline qui comprend l'application à l'étude constante de soi-même, de ses réactions face aux autres.

La discipline, explique-t-elle, développe une attitude détachée vis-à-vis ses émotions. Lorsqu'il est confronté à l'inattention l'étudiant

La V des F réclame de l'aide médicale pour les enfants d'Hanoi

Bouleversée par la nouvelle de la mort d'un millier d'enfants de Hanoi qui aurait été causée par un virus inconnu, la présidente de la Voix des Femmes du Québec, Mme Claire Culhane, a envoyé un télégramme au premier ministre Trudeau lui demandant si le Canada comptait envoyer de l'aide médicale à Hanoi, au Nord-Vietnam, afin d'aider à enrayer cette épidémie.

La Voix des femmes a également demandé au gouvernement canadien s'il y avait un lien quelconque entre cette catastrophe et les recherches pour des armes chimiques et bactériologiques effectuées à Suffield en Alberta.

La Voix des femmes réclame de nouveau que le gouvernement canadien rende public le rapport du Dr Alje Vennema au sujet de l'utilisation de gaz empoisonnés par les États-Unis au Sud-Vietnam afin d'établir s'il n'y aurait pas là un lien avec le décès tragique des enfants de Hanoi.

Un désastre d'une telle ampleur survenant dans une région au-dessus de laquelle les États-Unis continuent d'envoyer des avions de reconnaissance doit faire l'objet d'une enquête approfondie.

apprend à orienter sa pensée dans le sens contraire. S'il est tenté par une émotion de jalousie, il apprend à se libérer de cette émotion négative pour concentrer son esprit sur l'amour; s'il est provoqué par la colère, il reconnaît le sentiment qui l'anime, et petit à petit, il apprend à se tourner vers la tolérance. Il est très important dans notre monde d'aujourd'hui de savoir "bénir" plutôt que de "haïr". C'est la clé d'or de l'harmonie et du bonheur. Comme vous le voyez, on est loin des quinze minutes d'exercices chaque matin.

MARIE PAULE

présentera sa collection Couture 70

et inaugurera le Prêt à Porter

le 8 octobre 1969,

à 3 h. et 6 h. 30,

au 420, rue du Bon-Secours,

dans le Vieux Montréal.

Pour réserver: 866-6341

Le Centre de la Croix blanche a besoin de vous

"Vos enfants sont élevés, ne restez pas à rien faire". C'est le conseil que vous donne l'Association canadienne pour la santé mentale. Il arrive souvent en effet que les femmes dont les enfants ont grandi, ressentent un vide profond. Habituees à être toujours occupées et à se sentir néces-

saires, elles constatent subitement qu'il n'en est plus ainsi. Les psychiatres disent qu'elles doivent reconnaître leur nouvelle situation et se donner des intérêts nouveaux. Il y a trois solutions possibles: se préparer à un emploi, entrer sur le marché du travail ou consacrer du temps à améliorer la société dans laquelle vivent leurs enfants.

Une société suédoise obligée de verser \$100,000 à des enfants

STOCKHOLM — La société suédoise de produits pharmaceutiques "Astra" a accepté de verser annuellement, et leur vie durant environ \$100,000, à une centaine d'enfants nés avec des malformations provoquées par un calmant provenant des laboratoires de cette société et absorbé par leurs mères avant leur naissance.

Cet accord entre la société et les familles des enfants est intervenu après un procès qui a duré cinq ans. La société "Astra" avait mis en vente un calmant, la "neurosydine" en février 1959. La vente en fut interdite à la suite d'une mise en garde d'un professeur allemand qui avait assuré que la "neurosydine" pouvait provoquer des accidents semblables à ceux causés par la thalidomide. Les parents d'une centaine d'enfants nés avec des malformations pendant la période de vente du calmant avaient alors attaqué la société.

Le recyclage au travail ainsi que le travail à temps partiel ne sont pas encore facilement accessibles et constituent peut-être un changement de vie trop brusque. Le Centre de la Croix Blanche, un service de l'Association canadienne pour la santé mentale, offre une possibilité de s'habituer lentement à des intérêts nouveaux. C'est le bénévolat.

Les personnes hommes et femmes qui arrivent à l'âge de la retraite ressentent aussi souvent la crainte d'un vide, d'un manque d'occupation lorsqu'ils n'auront plus leur travail. Le Centre les invite à venir voir comment ils peuvent se préparer à occuper avantageusement leur temps libre et à élargir le sens de leur vie.

Se préparer aux différentes étapes de la vie permet d'éviter les troubles d'ajustement qui pourraient survenir; c'est de la prévention en santé mentale.

Pour une entrevue sur le bénévolat, téléphonez à 849-1935.

Le médecin devrait aider l'adolescente enceinte à annoncer la nouvelle à ses parents

TORONTO (PC) — Prenant la parole, mardi, à l'Assemblée du Collège des médecins de famille du Canada, le Dr Robert Kinch, professeur d'obstétrique et de gynécologie à l'université McGill, de Montréal, a déclaré que les

médecins devraient aider les adolescentes enceintes à annoncer la nouvelle à leur famille et convaincre, par la suite, les parents qu'ils ne sont nullement à blâmer de la situation.

"La plupart des parents, a dit le Dr Kinch, se sentent coupables de ce qui arrive à leur fille. Ils cherchent à déceler l'erreur qu'ils ont pu commettre."

De l'avis du Dr Kinch, si la jeune fille décide d'épouser le père de son bébé après l'accouchement, "elle devrait avoir une cérémonie nuptiale en bonne et due forme, autrement, elle s'en ressentirait pour le reste de sa vie."

Il est temps, a dit le Dr Kinch, que les médecins adoptent une attitude réaliste à

l'endroit des relations sexuelles pré-nuptiales, et qu'ils commencent à dispenser leurs conseils aux étudiants des écoles secondaires et des universités. Car, à l'heure actuelle, des centaines de jeunes adolescentes n'obtiennent ces conseils de leur médecin qu'après être devenues enceintes.

"Nous les exposons ainsi aux terreurs des avorteurs," dit-il.

Au sujet du mariage, ce médecin estime que les époux qui se chamaillent ont plus de chance de sauver leur ménage menacé que les époux apathiques.

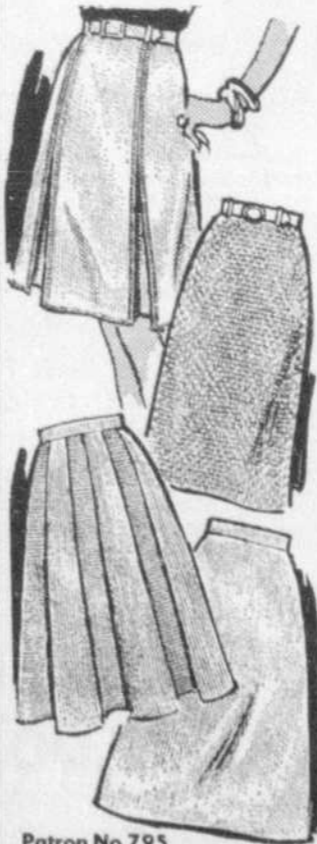
Mlle E. Morton à la Bibliothèque nationale

Les services de Mlle Elizabeth Morton ont été retenus par le directeur général de la Bibliothèque nationale, M. Guy Sylvestre, à titre de conseillère en matière de coordination des collections de recherche; a-t-on annoncé hier. Le contrat prévoit que mademoiselle Morton collaborera principalement avec le Bureau de coordination des collections pour compléter le relevé national des ressources des bibliothèques universitaires et pour dresser un plan visant à mieux coordonner les collections de recherche. La Bibliothèque nationale travaille en étroite collaboration avec l'Association des universités et collèges du Canada dans ce domaine.

Alimentation

Les douze associations d'affaires qui étaient auparavant les porte-parole de milliers d'entreprises d'alimentation du Québec viennent de se regrouper dans une structure fédérative connue désormais sous le nom de Conseil de l'alimentation du Québec, Inc. Le nouvel organisme, dont le président est M. Jean Granger de Saint-Jean, devient ainsi le porte-parole du grand complexe industriel et commercial qui assure l'alimentation des Québécois.

LA COUTURE CHEZ SOI



Patron No 795

Vous songez à une nouvelle jupe?

Voici quatre ravissants modèles

Le patron imprimé n° 795 est offert pour les tailles 23 - 30 inc. Ce patron est en vente au prix de \$1.00 au service des patrons, Le Devoir, 434 rue Notre-Dame, Montréal. Les commandes doivent être faites par écrit, très lisiblement, avec feuilles et numéros exacts, en ayant soin d'inclure un bon de poste. Le patron commandé vous parviendra dans une quinzaine de jours environ.

APPRENEZ... LA TECHNIQUE FONDAMENTALE ET L'ART de la Fine Cuisine Familiale

ILLUSTRÉS PAR DE DÉLICIEUSES RECETTES AVEC LE PROFESSEUR BIEN CONNU M. H. BERNARD

Pour toutes informations concernant les cours de base ou de gastronomie débutant du 29 septembre au 10 octobre

Appelez: **L'Institut d'Art Culinaire**
École détenant un permis en vertu de la loi des Écoles professionnelles privées
2015, rue de la Montagne, suite 610, Montréal
Tél.: 843-6481

L'anglais? ça n'est rien du tout!...

Il suffit de comprendre (ça semble insurmontable). Pour comprendre, il suffit d'écouter, de voir, de retenir... Et vous parlez sans mal. Rien que ça — rien du tout — L.P.S. vous le prouve immédiatement. Rien de plus simple: Vous venez, vous voyez et vous vainquez toutes les difficultés habituelles dès les premières minutes — En fait, il n'y a aucune difficulté. Demandez une leçon pilote gratuite à L.P.S. — ça vaut la peine d'essayer.

878-2821
de 9 h. à 21 h
LANGUAGE POWER SYSTEMS LIMITED
Centre International, Etage F, Place Bonaventure, Montréal.



ETERNA-MATIC 3000 SEVENDAY

La nouvelle Eterna-Matic 3000 "Sevenday" est la plus mince des montres automatiques avec trotteuse au centre et calendrier indiquant le jour de la semaine et la date. Elle est munie de célèbre roulement à billes, du point de vue scientifique, le système de remontage automatique le plus moderne, à compter de \$200.00.

BIRKS JOAILLIERS

Vente et service dans 140 pays, au Canada exclusivement à Birks

Carré Phillips, Dorval, Rockland, Fairview, Place Versailles, Place Longueuil, Place Bonaventure, Place Ville-Marie, Les Galeries d'Anjou

807 est, rue Laurier (métro: Station Laurier) 272-4065 - 272-4086 - 272-5440

Anjou QUÉBEC

La Boucherie Charcuterie Française de Montréal depuis 16 ans au service des gourmets

vous offre chaque semaine un SPÉCIAL qui vous incitera à venir nous voir ou à vous faire livrer - N'hésitez pas!

VIANDE DE 1er CHOIX

Cette semaine goûtez à notre savoureux

*T. Bone "marque rouge" \$1.45 la livre (rég. \$1.69)

*Pâté de foie maison89 la livre (rég. \$1.10)

Livraison gratuite - dans toute la ville - rive sud, le jeudi matin - Fermé tous les lundis

Roger Lebert, prop. Diplômé du Club Gastronomique Prosper Montagné de Paris

potins financiers

Après 3 séances consécutives à la baisse, la Bourse de Toronto a hier encore peu soutenu. Sur la Bourse de Montréal, il y avait de légers reculs en maints compartiments de valeurs. La Bourse de Londres paraissait plus résistante hier. Sur la Bourse de N.Y., l'indice des industriels de DJ clôturait 6.20 points plus bas à 806.83. Les valeurs françaises laissent prévoir d'une grande réticence, hier, sur la Bourse de Paris.

Les procédures relativement à la demande de mise en faillite de M. Aubert Brillant ont été reportées au 5 novembre par son Honneur le Juge F. R. Hannen.

Le gros des spéculateurs surveillent l'indice des industriels de DJ pour voir si 800 sera un point de résistance. Dans l'affirmative, il y aurait lieu d'espérer un ralliement, vu qu'il y a beaucoup d'argent présentement entre les mains du public et des institutions.

La Compagnie Fibre Products of Canada Ltd a vu ses revenus bruts atteindre les \$2,610,000 durant l'exercice clos le 30 juin 1969 et \$1,276,000 durant l'exercice précédent. Nous en publions davantage demain sur le rapport annuel de cette compagnie, publié hier.

Kippen & Company Ltd vient de publier une étude de 4 pages sur Shaw Pipe Industries, une entreprise de croissance en train de consolider ses positions.

Power Corporation of Canada Ltd a annoncé hier qu'elle s'était débarrassée de tous ses intérêts dans les journaux à la suite d'une transaction effectuée par sa filiale la Corporation de Valeurs Trans-Canada. La transaction comportait le nouvel achat de \$17,300,000 d'obligations de Trans-Canada par la Geico Enterprises Ltd.

M. Donald D. Mackay vient d'être nommé vice-président directeur général, matières premières, de l'Alcan Aluminium Limitée.

Un groupe, dirigé par Pitfield, Mackay, Ross & Company Ltd, offrira une souscription au public sous peu 250,000 actions ordinaires de Magnosone Canada Ltd à \$5.50 l'action, distributeur exclusif au Canada de produits électroniques, fournis par 1 manufacturier allemand et 3 manufacturiers japonais. Ses ventes atteignent les \$11,300,000 le 31 mars 1969 et ses recettes furent de \$395,898.

CAE Industries Ltd paiera le 31 octobre le dividende régulier trimestriel de 7 1/2 cts l'action aux actionnaires immatriculés le 17 courant.

C'est après-demain à 12.30 p.m. qu'aura lieu au salon Viger "B" de l'Hôtel Champlain la réunion des membres de l'Institut Canadien du Tapis. M. B. P. Hayes, jr, président présentera aux membres le rapport annuel.

Il y aura inauguration officielle de l'édifice du génie et de l'usine de fabrication de la Compagnie Bailey Meter Limited, à 15 heures, vendredi le 3 octobre, à Pointe Claire. Les invités seront reçus par le président, les administrateurs et le personnel de cette importante compagnie.

Les actionnaires de Pitts Engineering seront appelés à approuver un fractionnement du capital-actions ainsi qu'une hausse du taux du dividende.

Le dollar des E-U était négocié hier sur le marché de Francfort à 3.77 mark à Fachat et 3.80, à la vente, soit une hausse de 8% par rapport à la parité officielle de 4 marks allemands pour un dollar des E-U.

Sur le marché de Londres, le mark allemand continua de se raffermir hier tandis que le gouvernement français souhaite le rétablissement le plus tôt possible d'un taux fixe de la devise allemande, car il est contre le taux dit flottant. Il est probable que le mark aura un cours fixe bientôt, selon le secrétaire d'Etat de l'Allemagne de l'Ouest. Une réévaluation possible du mark serait bien interprétée par les marchés du change, etc.

Canada Permanent Mortgage Corporation a fait savoir à la Bourse de Montréal qu'elle compte, maintenant, des facilités de transfert pour ses actions dans la ville de Regina. Ces services sont en plus de ceux actuellement disponibles dans les villes de Montréal, Toronto, Halifax, Winnipeg, Calgary et Vancouver.

commentaires sur L'ACTUALITÉ FINANCIÈRE

Les Industries Molson Limitée consentent des options

En vertu d'une résolution des membres du conseil d'administration des Industries Molson Limitée, adoptée le 21 août 1969, la compagnie a créé un plan d'option sur ses actions, consistant en 7,500 actions des classes "A" et "B" qui pourront être consenties à des employés d'une de ses filiales des E.-U., la John Wood Company. Les options peuvent être exercées sur une base cumulative, soit le tiers chaque année, à partir du 1er octobre 1970 et se terminant le 30 septembre 1973. Le même jour, des options représentant 5,850 actions des classes A et B furent consenties en vertu du nouveau plan, à des employés à plein temps, au prix de \$19.82, en fonds canadiens, par action de la classe A et de \$20.00, fonds canadiens, par action de la classe B.

Des représentants du Manitoba nous visitent, à la recherche de capitaux

Le Premier Ministre du Manitoba, M. Ed Schreyer, entame des pourparlers directs avec les financiers et les hommes d'affaires de Toronto, de Montréal et de New York afin de trouver des capitaux à des fins de placement et d'exploitation pour la province du Manitoba.

Il esquissera la politique du gouvernement provincial au sujet des placements et de l'exploitation industrielle au cours d'une série de diners organisés par le Manitoba à Toronto, et à Montréal (le 1er octobre). Aujourd'hui, il sera l'invité de la Société Canadienne de New York dans cette capitale américaine.

Un petit groupe d'hommes d'affaires éminents de la province se joindront aux pourparlers de M. Schreyer à Toronto et à Montréal, et l'appuieront dans ses efforts pour mener cette tournée à bonne fin.

À Montréal, un autre ancien manitobain, M. Norman J. MacMillan, C.R., directeur et président de la voie ferroviaire du Canadian National, a présidé le dîner-rencontre qui eut lieu à l'Hôtel Reine Elizabeth à 18h.00 hier.

À New York, M. Schreyer prendra la parole à midi dans l'Hôtel Plaza devant les membres de la Société Canadienne. La Société Canadienne est une organisation formée d'une part de Canadiens qui demeurent à New York et d'autre part d'un groupe d'amis du Canada composé en grande partie d'hommes occupant des postes d'importance dans la communauté des finances, des placements, des affaires bancaires et des assurances.

Des brochures contenant des renseignements pertinents au sujet des possibilités de placements immédiats dans la province du Manitoba seront distribuées à chaque rencontre à tous les invités.

M. Schreyer sera accompagné au cours de sa tournée de M. Lorne D.R. Dyke, député ministre de l'Industrie et du Commerce.

Greenfields Incorporated fera une offre d'actions de Jorex Limited

Un rapport sur les faits matériels survenus à la Jorex Limited vient d'être envoyé par la poste aux courtiers membres des Bourses locales. Sous réserve d'une offre, annoncée au cours d'une période d'au moins 5 jours d'affaires, et d'au plus 21 jours de la date de l'emploi postal, le rapport stipule qu'une distribution primaire, par l'intermédiaire des facilités de la Bourse Canadienne, peut se faire comme suit:

1- Distribution, selon une offre à prix fixe, comportant la clause que toute action non vendue en vertu de l'offre, pourra être vendue sur le marché libre aux prix du marché, prévalant de temps à autre.

2- C'est Greenfields Incorporated qui fera l'offre.

3- Le nombre d'actions consistera en 100,000 actions. Ces dernières ont été achetées de la compagnie par Greenfields Inc., le 15 août 1969, au prix de \$1.15 chacune, conformément à l'exercice complet d'une option d'achat des dites actions, consentie à Greenfields, selon l'accord daté du 28 juin 1968. Les données s'y rapportant sont dévoilées dans la formule d'inscription en date du 25 septembre 1968. Greenfields peut réserver au plus 75% des actions offertes aux fins de remplir les commandes de ses propres clients. (4) Au moins 15% des actions seront offertes aux agents de change, membres de la Bourse de Toronto (b), au moins 10% des actions seront offertes aux membres de la Bourse Canadienne.

4- Le prix de l'offre ne peut être plus élevé que le cours de fermeture à la Bourse précitée le jour avant que l'offre ait lieu.

Le président du conseil de la Banque de Montréal insiste sur le rôle de l'entreprise privée

M. G. Arnold Hart, président du conseil et directeur de l'exécutif de la Banque de Montréal, dans son message formulé au 40ème congrès annuel de la Chambre de Commerce du Canada, qui se tient présentement à Halifax, a fait ressortir hier, les responsabilités socio-économiques de l'entreprise. Celle-ci pourrait légitimement, disait-il, être appelée à justifier ses actions et ses omissions. Ses problèmes sont vastes, car l'entreprise est, en effet, l'un des rouages essentiels de notre société et son propre intérêt lui impose de ne rien négliger pour éviter que ses lacunes ou ses faiblesses n'entraînent le développement harmonieux de la collectivité. Comme la cause de M. Hart représente un texte de 16 pages, il nous est impossible, dans le cadre restreint de nos commentaires économiques, de le résumer. Il importe toutefois qu'à l'instar des grandes compagnies des E.-U., les nôtres prennent conscience de la nécessité de contribuer à résoudre les grands problèmes nationaux et locaux. Il faut des cours de recyclage, un effort d'orientation et d'apprentissage, un appui financier et, enfin, il importe de garantir aux jeunes un emploi, s'ils acquièrent la compétence minimum requise. Il s'agit là d'une tâche immense, mais il importe de l'affronter. Si l'entreprise privée veut jouer pleinement son rôle, si elle veut participer utilement au progrès de la société canadienne, elle ne peut pas rester indifférente à la hausse du niveau de vie du Canada et de chaque Canadien, au dire de M. C. Arnold Hart, vérité que chacun doit s'efforcer de reconnaître la vérité et le bien-fondé.

Marcel CLEMENT

NOMINATION À L'ALCAN ALUMINIUM LIMITÉE



D. D. MacKay



M. P. Weigel

M. Nathanael V. Davis, président de l'Alcan Aluminium Limitée, annonce la nomination de M. Donald D. MacKay de Montréal au poste de Vice-président directeur général, Matières premières. M. MacKay sera responsable des principales activités internationales de l'Alcan dans le secteur de l'extraction de la bauxite, de la production de l'alumine et du transport océanique de ces produits. M. MacKay est originaire de Nouvelle-Ecosse et diplômé de l'université Acadia. Il est entré au service de l'Alcan il y a 39 ans. Ses fonctions ont mené à assumer des responsabilités croissantes dans l'exploration et le développement des ressources minières et dans la conception et l'exploitation des usines de traitement. M. MacKay était depuis trois ans administrateur délégué de l'Indian Aluminium Company Ltd, l'une des plus importantes filiales de l'Alcan. Il succède maintenant à M. Melvin P. Weigel, de Montréal. Ce dernier prend sa retraite après une carrière de 45 ans à la direction des secteurs génie et exploitation de l'industrie de l'aluminium. M. Weigel conserve ses fonctions d'administrateur de l'Alcan Aluminium Limitée.

Nomination à l'Hôtel Reine Elizabeth



JACQUES FERRIÈRE

Reginald K. Groome, vice-président à la direction de Hilton Canada Ltée, et directeur de l'Hôtel Reine Elizabeth, annonce la nomination de Jacques Ferrière au poste de directeur des banquets.

M. Ferrière succède à Max Metzger récemment nommé directeur des bars et restaurants de l'Hôtel Hilton à Mainz, en Allemagne de l'Ouest.

M. Ferrière est au service de l'Hôtel Reine Elizabeth depuis l'ouverture en 1958 et, jusqu'à sa récente nomination, il occupait le poste de directeur adjoint des bars et restaurants.

LA COMPAGNIE D'ASSURANCE NORTHERN LIFE



Maurice Riel, C.R.

La Compagnie d'Assurance Northern Life du Canada est heureuse d'annoncer la nomination de Me Maurice Riel, C.R., au poste d'administrateur de la compagnie, représentant les détenteurs de polices. Me Riel est associé senior de l'étude légale Riel, Bissonnette, Vermette & Ryan de Montréal, Président de la Corporation de Montréal Métropolitain, et membre du Conseil d'Administration de plusieurs compagnies canadiennes.

LES PLACEMENTS COLLECTIFS INC.



M. André-Georges Leroux, C.A.



M. Louis-Philippe Poulin

Le Conseil d'administration de Les Placements Collectifs Inc. annonce les nominations de MM. André-Georges Leroux et Louis-Philippe Poulin comme membres du Comité Exécutif.

M. Leroux est aussi trésorier à La Sauvegarde Compagnie d'assurance sur la vie et administrateur de l'Institut Coopératif Desjardins. De son côté, M. Poulin est Secrétaire Général à La Coopérative Fédérée du Québec.

Les Placements Collectifs Inc., maintenant une institution du Mouvement Coopératif Desjardins, gère les FONDS COLLECTIFS A, B, C, et le FONDS SPEC. Ces fonds représentent des actifs d'environ 60 millions de dollars.

Wall Street a baissé modérément hier pour la 6ième séance consécutive

Les stocks continuent de se désagréger

(AFP) — L'ensemble de la cote a subi mercredi sa sixième baisse consécutive dans un marché en core moins actif que la veille, jour où le volume des affaires avait été le plus faible depuis le 8 septembre. Aucune nouvelle spéciale, intéressante ou étrange n'est venue influencer la cote et les cours semblent se désagréger simplement par le manque d'intérêt des opérateurs qui manifestent ainsi leur incertitude au sujet du marché à l'avenir. Ce dernier est peu éloigné de l'indice 801.96 qui constitue le point le plus bas de l'année. Il a en effet clôturé à 806.89. Aucun compartiment n'est épargné. Les machines de bureau subissent des pertes dépassant trois fois plus de deux points. Les aéronautiques cèdent légèrement mais Boeing gagne 1 point. Les produits chimiques cèdent une fraction tandis que les automobiles sont irrégulières. La baisse des ordinateurs dépasse fréquemment un point, de même que

celle des constructions électriques et des pharmaceutiques. Aux producteurs de films on remarque une baisse de cinq points de Walt Disney Productions. Les pétroliers cèdent d'une fraction à plus d'un point de même que les mines d'or. Les pertes des chemins de fer et des services publics ne dépassent pas généralement une fraction. 23 valeurs ont clôturé en baisse, 409 en hausse et 310 ont terminé sans changement.

Faiblesse dans tous les compartiments hier sur la place locale

Pour la quatrième journée d'affaires, la Bourse de Montréal a connu une baisse, hier, au cours d'une séance modérée en apparence. Les industrielles ont enregistré de lourdes pertes. L'indice général est tombé de 1.76 à 173.03, alors que les pertes ont surpassé les gains 153 à 51.

Les courtiers ont déclaré que la baisse démontre la crainte des investisseurs devant l'absence d'indication de succès des mesures pour combattre l'inflation. Ils ajoutent toutefois que la baisse actuelle devrait s'arrêter cette semaine.

Dans les banques, Nouvelle-Ecosse a gagné 1.4 à 22.34 et Royale 1.8 à 21. Toronto Domini-

nion a perdu 1.8 à 19.56 et Commerce 3.4 à 18.34.

Chez les industrielles, Canadian Pacific a baissé de 1.16 à 73.12; Falconbridge de 1.14 à 140 et Distillers-Seagram de 1 à 51.

Chez les papetiers, Fraser a perdu 1, à 23.12.

Parmi les valeurs actives non spéculatives, Bell Tel a avancé de 1.4 à 44.12.

Chez les minières et les pétroliers, Hudson Bay Mining a perdu 1.12 à 82; Denison 1.14 à 48.12; et Cominco 3.4 à 30.14, Pacific Pete a avancé de 3.4 à 31.14.

À l'indice, les industrielles ont baissé de 2.17 à 180.16; les banques de 1.31 à 170.42; les papetiers de 1.09 à 114.68 et les services publics de 48 à 144.98.

Le volume des transactions aux

deux bourses a été de 725,400 actions, comparativement à 835,100, mardi.

Il y avait 2 fois plus de gains que de pertes hier sur le marché minier

TORONTO (PC) — La Bourse de Toronto a subi une lourde perte mercredi pour la quatrième séance consécutive.

À l'indice, les industrielles ont reculé de 1.67 à 176.58, les aurifères de 3.38 à 185.24 et les métaux communs de 44 à 109.14. Les pétroliers de l'Ouest ont perdu 2.11 à 204.30, atteignant leur point le plus bas de l'année.

Parmi les aciéristes, Stelco a reculé de 3.8 à 22.58, Algoma de 3.8 à 16 et Dofasco de 1.4 à 23. Les métaux sont en grève à Stelco depuis le 1er août et à Algoma

depuis le 27 août.

Parmi les mines industrielles, Inco a perdu 3.4 à 39.18 et Falconbridge 1.4 à 140.

Pitts Engineering a gagné 1.4 à 21.14. Les actionnaires doivent se prononcer sur un morcellement des actions.

Bell est restée inchangée à 44.14 après avoir perdu 3.18 mardi.

Union Gas est restée inchangée à 16.12 et Consumer's Gas a reculé de 1.4 à 16.34.

Maritime Telegraph, contrôlée à 51 pour cent par Bell, a perdu 1.8 à 16.12.

Canada Cement a avancé de 1.2 à 30.14 et Lafarge est restée inchangée à 11.14.

CPP a perdu 1.38 à 73.58, et CAH Industries est restée inchangée à 7.14.

Cours des changes

Autriche du Sud	Hand	1.51
Allemagne	Dollars Mark	2.06
Angleterre	Livre	2.37
Argentine	Peso	0.031
Australie	Dollar	1.2017
Autriche	Schilling	0.113
Belgique	Franc	0.0219
Bresil	Cruzeiro Novo	2721
Chili	Escudo	1073
Danemark	Couronne	1433
Espagne	Peseta	0.152
France	Franc	1.333
Hollande	Florin	2.296
Italie	Lire	0.01715
Japon	Yen	0.0071
Messique	Peso	0.064
Etats-Unis	Dollar	1.0715
Norvège	Couronne	1.569
Nouvelle Zélande	Dollar	1.2105
Porto	Sol	0.048
Suisse	Couronne	2.085
Tchécoslovaquie	Couronne	1.510
Vénézuéla	Bolivar	246

Valeurs minières hors-liste

Cours fournis par Bongard, Leslie & Co. Ltd.

Titre	Off.	Dem.	Titre	Off.	Dem.
ARETA	12	15	NEW INSCO	10	15
ADONIC	1	3	NEW LORR	8	11
ADVANCE R.L.	7	9	NEW MILLER P.P.	4	10
ALBATHOS	5	15	NEW PASCALIS	40	50
ALSCOPE	125	160	NICKEL OFFSETS	43	48
ANAL. MING	5	15	NORICO	140	150
AMER. CHIB.	4	7	NORTH BORD	15	18
AMER.	5	15	NORTH EX	47	52
AMICO	30	40	ORION	35	40
AND.	2	5	PACIFIC NICKEL	30	50
BALD. MTN.	75	85	PANCO	275	300
BARRINGTON	12	15	RADIO HILL	110	130
BEACON	12	15	RAM PETE	170	190
BEAUFORT HLDG.	12	17	RAND MAL.	3	5
BELRA	10	20	RENYN	77	83
BLACK BRICKET	60	80	REYNOLDS	6	9
BOMA CHIB.	5	15	SEPTEMBER MT.	15	25
BRACE MAC	3	8	SEVEN EURKA	200	250
BURNAN CON.	27	32	SILVER HILL	45	50
BUCE P.	1	2	STURDY ML.	60	65
CAMBRIDGE	7	10	TARA	100	120
CALMONT	25	30	TENDER BAY	25	34
CHESSAR	300	400	TALISMAN	50	60
CHROMEX	90	100	THE FAULT	110	130
CLEAR WATER	20	24	UNION	100	120
CONS. SHREVEY	5	8	WESTFIELD	175	185
COPPER AM	45	60	WESTFIELD DEV.	70	75
COPPER SWELL	65	75	YELLOW REX	40	45
CUYVER	4	7	YOUNG DAVE	17	20
DE JOR.	4	60			
DELESSEPS	55	65			
DEM. JUBILEE	50	70			
DORAL	120	140			
DUBISSON	4	7			

Canadian Breweries gagne davantage

Dans le trimestre terminé le 31 juillet dernier, les bénéfices nets de Canadian Breweries se sont élevés à \$4,546,000, ou 18 cents par action, soit une hausse d'environ 23 pour cent sur les résultats de la période correspondante de l'an dernier qui avaient marqué des bénéfices nets de \$3,688,000, ou de 14 cents par action. Dans ses remarques aux actionnaires, M. H. Delvin, président, indique que la hausse des bénéfices cette année est attribuable à une production plus soutenue et à l'augmentation des ventes sur le marché canadien.

Copper Range hausse ses prix pour le cuivre

Copper Range Co. de New York a augmenté de 6 cents le prix d'un livre de cuivre primaire, prix qui s'établira désormais à 56 cents. Copper Range suit ainsi la démarche des autres producteurs de cuivre qui avaient fait passer leur prix de 48 cents à 52 cents.

Cours de l'or

LONDRES (Reuter) — L'once d'or fin cotait \$40.75 US hier sur le marché européen de l'or, comparativement à \$40.65 mardi.

PARIS (Reuter) — Le napoléon, ancienne pièce d'or française de 20 francs, cotait 77.10 hier sur le marché libre de l'or français, comparativement à 76.80 mardi.

L'aigle, pièce d'or américaine de \$20, valait 221.60 au regard de 221.20 mardi.

Cours du dollar

Le dollar américain a gagné 3.32 et cotait \$1.08 en devises canadiennes.

Le livre sterling a gagné 7.16 à \$2.57 5/8.

NEW YORK (PC) — Le dollar canadien a baissé de 1.16 et cotait à 92.41-64 en devises américaines, olli y a une semaine, il cotait à 92.47-64.

Le livre sterling a gagné de 15-64 à \$2.59-16.

Indices à Toronto

Hier	Ind.	Gold	B.M.	W.D.
173.15	185.24	109.14	204.30	304.30
180.96	194.57	112.36	213.63	313.63
176.49	181.77	107.48	201.88	291.88
178.78	206.84	112.58	221.39	311.39
198.77	226.96	122.54	310.73	410.73
164.25	159.92	97.85	206.10	306.10
171.07	206.79	115.96	252.36	352.36
141.46	119.29	95.09	185.71	285.71

Indices à Montréal

Hier	Ind.	13RT	TBA	ISCO	SPA
176.44	184.98	170.42	173.03	114.68	
182.33	145.46	171.73	174.79	115.77	
184.75	149.20	173.15	177.59	116.90	
181.79	145.07	170.72	174.23	114.05	
207.15	159.30	205.6			

Bourse de Toronto

Table of Toronto stock market data including various stock prices and indices.

ROYAL INSURANCE COMPANY LIMITED



Le Président, M. Gérard Fillion, annonce la nomination de M. Marcel Michaud...

NOMINATION CHEZ MARINE INDUSTRIE LTÉE



Le Président, M. Gérard Fillion, annonce la nomination de M. Fernand Grouard...

BOURSE DE MONTRÉAL

Table of Montreal stock market data with columns for Cours, Hausse, Baisse, Fermé, and Clôture.

Nominations à l'Hydro-Québec



Le président de la Commission hydroélectrique du Québec M. Roland Giroux vient d'annoncer la nomination de M. André Prudhomme...

Indices des obligations à N.Y.

Table of New York bond indices including various government and corporate bond categories.

BOURSE CANADIENNE

Table of Canadian stock market data with columns for Yentes, Hausse, Baisse, Fermé, and Clôture.

Titres au Comptoir

Table of stock prices listed at the Comptoir, including various companies and their current prices.

Fonds mutuels

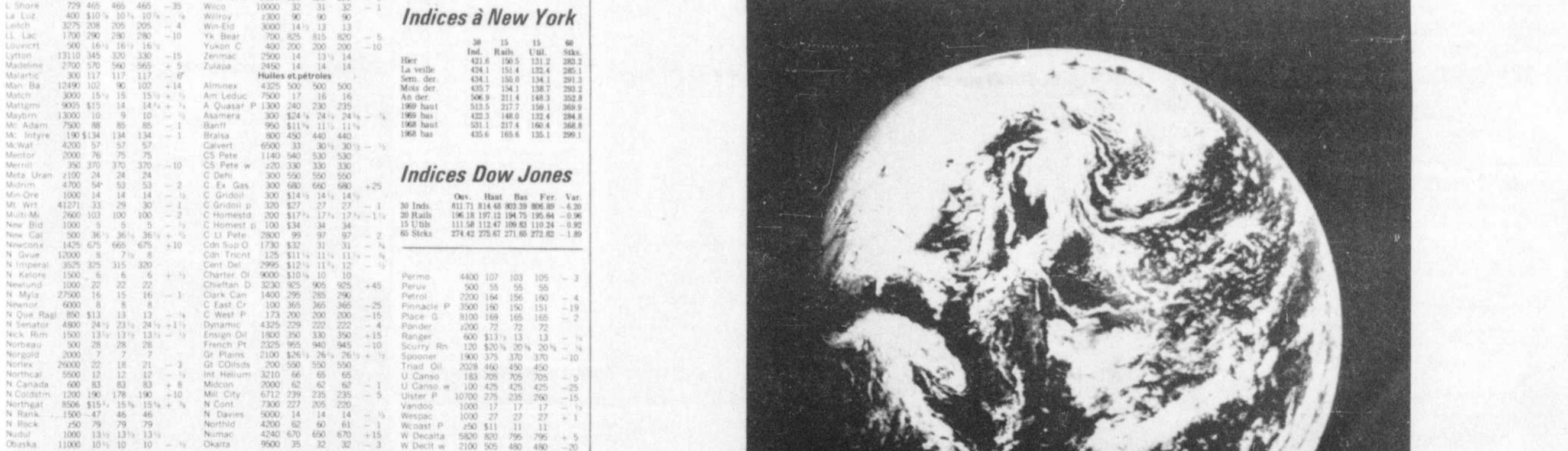
Table of mutual fund performance data, listing various funds and their returns.

Indices à New York

Table of New York market indices including Dow Jones, S&P 500, and other key indicators.

Indices Dow Jones

Table of Dow Jones index data, showing the index value and percentage change.



Vous choisissez un fournisseur avec qui vous convenez d'un prix d'achat pour l'équipement désiré; nous l'achetons à votre place et vous le louons sans plus tarder.

RoyNat Leasing Ltée advertisement featuring the company logo, name, and contact information.

Hommes d'affaires canadiens! Déployez vos forces partout sur cette planète.

La société pour l'expansion des exportations et la Banque de Montréal sont avec vous, jusqu'au bout.

Le gouvernement vient de prendre une mesure nouvelle pour favoriser l'exportation canadienne. La société pour l'expansion des exportations a été créée pour fournir aux entreprises canadiennes, grandes ou petites, une assurance et des garanties qui protègent leurs transactions d'exportation.

de succursales et de correspondants bancaires. Tout ça pour vous ouvrir la voie à des profits d'exportation — que vous ayez ou non déjà fait de l'exportation.

Banque de Montréal logo and name, with the tagline 'La Première Banque au Canada'.

l'information

sportive

BASEBALL

HIER

Ligue Nationale
New York 6, Chicago 5
San Diego 9, San Francisco 4
Pittsburgh 5, Montréal 4
St. Louis 6, Philadelphie 5

Ligue Américaine
Chicago 4, Minnesota 2
Baltimore 2, Detroit 1
Washington 3, Boston 2
New York 7, Cleveland 3
Kansas City 6, Californie 0
(5 manches)

CLASSEMENT

Ligue Nationale

Ligue Américaine

DIVISION EST

DIVISION EST

Équipe	G	P	Moy.	Diff.
New York	61	515	—	—
Chicago	51	599	269	8
Pittsburgh	46	78	328	13
St. Louis	45	75	531	14
Philadelphie	43	79	394	36
Montréal	42	108	325	47

Équipe	G	P	Moy.	Diff.
Baltimore	107	53	671	—
Detroit	87	71	558	18
Boston	87	74	540	21
Washington	85	76	528	23
New York	79	81	484	29
Cleveland	62	98	388	45 1/2

DIVISION OUEST

DIVISION OUEST

Équipe	G	P	Moy.	Diff.
Atlanta	93	68	578	—
San Francisco	80	75	363	21 1/2
Cincinnati	88	73	547	5
Los Angeles	83	77	519	11 1/2
Houston	81	79	506	13 1/2
San Diego	50	110	313	47 1/2

Équipe	G	P	Moy.	Diff.
Minnesota	96	64	600	—
Oakland	87	73	544	9
Californie	71	89	444	25
Chicago	67	93	419	29
Kansas City	67	93	419	29
Seattle	63	97	394	33

LES MENEURS

Ligue Nationale

Ligue Américaine

Joueurs	PJ	AB	PP	CS	Moy.
Rose, Cin.	135	623	118	217	348
Clemente, Pitts.	136	496	84	170	341
C. Jones, N.Y.	135	472	93	161	340
M. Alou, Pitts.	160	668	102	226	328
McCovey, S.F.	146	475	100	154	322
A. Johnson, Cin.	139	525	86	165	315
W. Davis, L.A.	127	491	64	151	308
Stargell, Pitts.	143	514	88	158	307
Tolan, Cin.	151	623	103	194	306
Sanguillet, Pitts.	127	451	62	137	304

Joueurs	PJ	AB	PP	CS	Moy.
Carew, Minn.	122	453	79	151	253
F. Robinson, Bal.	147	535	111	166	310
R. Smith, Boston	142	542	87	168	310
Oliv. Minn.	151	526	83	161	304
Powell, Bal.	151	526	83	161	304
Petrocelli, Boston	133	464	58	141	304
W. Williams, Chi.	133	464	58	141	304
F. Howard, Wash.	161	589	111	175	297
Northrup, Detroit	147	539	78	159	295
Andrews, Boston	121	464	79	136	293

CIRCUITS

CIRCUITS

McCovey, San Francisco, 45; H. Aaron, Atlanta, 44; L. May, Cincinnati, 38; Perez, Cincinnati, 36; Wynn, Houston, 33

F. Howard, Washington, 48; Killebrew, Minnesota, 48; R. Jackson, Oakland, 47; Petrocelli, Boston, 43; Yastrzemski, Boston, 39

POINTS PRODUITS

POINTS PRODUITS

McCovey, San Francisco, 124; Santo, Chicago, 121; Perez, Cincinnati, 120; L. May, Cincinnati, 110; Banks, Chicago, 102

Killebrew, Minnesota, 138; Powell, Baltimore, 121; R. Jackson, Oakland, 117; F. Howard, Washington, 111; Yastrzemski, Boston, 110

LANCEURS

LANCEURS

Moore, Pittsburgh, 13-2; B. Saver, New York, 25-7; M. Alou, Cincinnati, 12-6; 667; Regan, Chicago, 12-6; 667

Palmer, Baltimore, 15-4; 780; J. Perry, Minnesota, 20-6; 789; McNally, Baltimore, 20-7; 741; McLean, Detroit, 24-9; 727; Bowman, Washington, 13-5; 722

FOOTBALL

LIGUE CANADIENNE

CONFERENCE DE L'EST

CONFERENCE DE L'OUEST

Équipe	G	P	N	PP	PC	PTS
Ottawa	8	1	0	285	177	16
Hamilton	7	1	1	228	187	12
Toronto	6	3	0	276	202	12
Montréal	1	6	2	206	288	4

Équipe	G	P	N	PP	PC	PTS
Saskatchewan	8	3	0	263	180	16
Calgary	7	1	1	200	196	12
Winnipeg	3	7	1	124	229	7
Edmonton	3	8	0	166	174	6
C-B	1	10	0	155	283	2

Le Canada excelle au championnat du monde amateur par équipes

SAINT ANDREWS (Ecosse) (AFP) — Les Etats-Unis, tenants du titre ont pris la tête du championnat du monde amateurs seniors par équipes (réservé aux joueurs de plus de 25 ans), trophée "Shun Normura" qui a débuté aujourd'hui sur le golf de Saint Andrews, en Ecosse. Treize nations alignant des équipes de 4 hommes — seules étant

prises en compte les 3 meilleures cartes, participent à cette compétition.

Les Etats-Unis, seule formation dont les quatre représentants ont tourné aujourd'hui en moins de 80, totalisent 230 et possèdent 5 coups d'avance sur la formation mixte Grande Bretagne / Irlande (235).

Voici le classement:

- 1) Etats-Unis 230 (C. Person 78 - M. L. Carlsmith 77, D. Goldman 75)
- 2) GB / Irlande 235 (R. Pattison 77, A. Kyle 77, A. L. Bentley 81)
- 3) Canada 236 (J. Nash 74, G. B. Bigelow 80, P. Farley 82)
- 4) Afrique du Sud 240
- 5) Allemagne de l'Ouest 243
- 6) France 244
- 7) Japon 247
- 8) Suède 254
- 9) Mexique 255
- 10) Bermudes 260
- 11) Italie 261
- 12) Portugal 263
- 13) Suisse 265

Classement individuel:

- 1) J. Nash (Can) 74
- 2) D. Goldman (EU) 75
- 3) M. L. Carlsmith (EU) (GB) 77
- 4) C. Person (EU), M. Bardana (Fra), R. C. Loufek (EU) 78
- 5) N. Nabeshima (Jap), A. Lecinik (All) 79

Une 100e victoire pour les Mets

CHICAGO (PA) — Art Shannon y est allé d'un simple à la 12e manche hier après-midi pour donner aux Mets de New York un gain de 6-5 sur les Cubs de Chicago.

Pour les Mets il s'agissait de leur 100e victoire cette saison. Taylor fut le lanceur ga-

gnant et Selma le perdant. Young, du Chicago a frappé le seul circuit du match.

Kosman, Ryan, R. DiLauro, Taylor, Johnson et Grobe, Holzman, Regan, Selma, 11; Aguirre, 11; Abernathy, 11 et Handley, G. — Taylor, 34; P. Selma, 12-10; C. — Chicago, Young 7.

Canadien et Toronto font match nul 3 à 3

TORONTO (CP) — Alors qu'il ne restait que trois minutes à jouer Murray Oliver a compté un but qui permit aux Maple Leafs de Toronto de s'en tirer avec un match nul de 3-3 contre le Canadien. Pas moins de 16.485 personnes assistèrent au match.

Au début de la troisième période les Leafs tiraient de l'arrière par le compte de 3 à 1.

Les pointeurs du Tricolore furent Jacques Lemaire, Ralph Backstrom et Mickey Redmond. Les deux autres filets du Toronto furent réussis par Terry Fluncy et Mike Walton.

Lorne Worsley et Rogatien Vachon se partagèrent la tâche devant le filet du Canadien tandis que Marv Edwards et Bruce Gamble en faisaient autant devant le but des Maple Leafs.

Walton a compté au début de l'engagement initial après que son lancer eut fait un mauvais bond devant Worsley. Huit minutes plus tard Lemaire a compté en faisant dévier un boulet de Jacques Laperrière. Backstrom réussit le seul but de la deuxième période puis Redmond ajouta au pointage au début de la troisième période. Puis survint vers la fin du match le but égalisateur de Oliver.

Tournée de Calgary annulée

CALGARY — Les Stampede de Calgary, de la ligue de hockey senior de l'Alberta, ont appris avec consternation que l'Association Canadienne

de Hockey Amateur avait annulé la tournée qu'ils devaient faire en Europe cette année.

Un porte-parole de l'équipe a déclaré que le président de la CAHA, monsieur Earl Dawson, lui avait dit qu'il n'était pas possible d'envoyer deux équipes en Europe cette hiver. La CAHA a décidé d'envoyer les Hornets de Galt, détenteurs de la coupe Allan, disputer une série de huit ren-

contres en Europe à la fin du mois de décembre. L'interdiction faite par la CAHA d'envoyer une équipe canadienne en Suède et en Finlande a été une des principales raisons de cette annulation.

Danny MacDonald, conseiller juridique des Stampede, a dit que les Stampede enverraient une protestation officielle au ministre fédéral de la santé, monsieur John Munro ainsi qu'à la corporation Hockey-Canada.

BASEBALL

SAN DIEGO 9 SAN FRANCISCO 4
San Diego 000 041 210-9 13 0
San Francisco 000 301 000-4 13 2
Niekro, Dukes 4; Sisk 5 et Fenzell, Garbado, Bryant 6; Davidson 8 et Harrett, G. Dukes, 1-0; P. Garbado, 0-1; C. San Diego, Colbert 24; San Francisco, Bonds 32

BALTIMORE 2 DETROIT 1
Detroit 000 000 100-1 8 0
Baltimore 000 010 000-1 2 8 0
10 manches
Lolich et Price, Palmer et Etchebarren, G. Palmer 16-4; P. Lolich, 19-11; C. Baltimore, B. Robinson 23

NEW YORK 4 CLEVELAND 1
Cleveland 000 000 201-3 5 1
New York 000 004 000-4 7 0
Tiant, Ellsworth 7 et Fosse, Feick, Aker 7 et Munson, G. K. 4-6; P. Tiant, 9-30; C. Cleveland, Fuller 4, Sims 18

WASHINGTON 3 BOSTON 2
Boston 102 010 000-2 8 2
Washington 300 000 003-3 7 2
Brett, Lyle 8 et Moses, Coleman et Casanova, G. Coleman, 12-13; P. Brett, 2-3; C. Boston, Yastrzemski 40; Washington, Epstein 30

Triomphe des Voyageurs

HULL (PC) — Michel Poirier et Brian Lavender ont compté un but chacun hier soir alors que les Voyageurs de Montréal ont vaincu les Blues de Kansas-City dans un match hors-concours de la Ligue américaine de hockey.

Kasko, le nouveau pilote du Boston?

BOSTON (PA) — Selon les rumeurs qui circulent actuellement à Boston c'est Eddie Kasko qui succéderait à Dick Williams la saison prochaine comme pilote des Red Sox de Boston.

refusé d'émettre aucun commentaire mais il y aura conférence de presse cet après-midi au parc Fenway et tous s'accordent à dire que Kasko sera alors officiellement nommé instructeur des Red Sox pour la campagne 1969-70.

La direction des Red Sox a

Béliveau au rancart

Jean Béliveau est revenu à Montréal hier afin de subir un examen général par le médecin du club Canadien. Depuis quelques jours Béliveau se plaint de maux de tête et n'a pas accompagné le Tricolore pour la joute d'hier à Toronto. Le "Gros Bill" espère toutefois être en mesure de reprendre son poste samedi pour le match contre les Rangers de New York au Forum.

CARTES PROFESSIONNELLES ET D'AFFAIRES

MEUBLES DE BUREAUX

VENEZ CHOISIR VOTRE AMÉUBLEMENT SUR LES LIEUX

STATIONNEMENT

Canada Dactylographe Inc
7035 AVE. DU PARC
270-1141

LISEZ ET FAITES LIRE LE DEVOIR

Brevets d'invention MARQUES DE COMMERCE

Marion, Robic & Robic
ci-devant
Marion & Marion
2100, rue DRUMMOND
Montréal, 25 288-2152

Entrepreneur-électricien

Jean K. Malout Inc.
Entretien - Réparations
RA. 1-9630
6305, 25 ave. Rosemont



ST-LOUIS — Bill McCreary célèbre l'exploit que vient d'accomplir Gerry Sabourin en déjouant Lorne Worsley mardi soir au cours de la partie hors concours disputée par les Blues de St-Louis aux Canadiens de Montréal. Malgré ce but les Blues n'ont pu encore enlever une seule victoire au Canadien depuis leur admission dans la ligue Nationale. La partie s'est terminée au compte de 3-3. (Téléphoto PA).

Les Expos sont défaits 6 à 5 par les Pirates

PITTSBURGH (PC) — Al Oliver a produit le point victorieux avec un simple dans la 9e manche hier soir alors que les Pirates de Pittsburgh ont supplanté les Expos de Montréal 5-4.

Le coup décisif d'Oliver avait été précédé d'une erreur de deux buts par Gary Sutherland.

Coco Laboy, qui avait cogné un double et compté un point, en a ajouté trois autres avec un autre double et donnait une

avance de 4-2 aux Expos avant que les locaux ne profitent de deux des six erreurs des visiteurs pour compter une fois dans la 6e manche. Willie Stargell a égalé les chances avec un double dans la 7e reprise.

MONTEAL

Joueurs	AB	P	CS	PP
Sutherland, 2B	4	1	1	0
Staub, CF	3	1	1	0
Bailey, CG	3	1	1	0
M. Jones, CG	4	1	0	0
Laboy, 3B	4	1	0	0
Herrera, CC	4	2	0	0
Bateman, P	4	2	0	0
Jestadt, A-C	4	2	0	0
Cline, 1B	4	2	0	0
Hermoso, A-C	1	0	0	0
Wine, 1B	1	0	0	0
Renko, L	1	0	0	0
McGinn, L	1	0	0	0
Stoneman, L	1	0	0	0
Bocabella, FU	1	0	0	0
H. Reed, L	0	0	0	0
TOTAL	34	4	6	4

PITTSBURGH

Joueurs	AB	P	CS	PP
M. Alou, CC	5	1	3	0
Cash, 2B	3	1	2	0
Clemente, CF	5	1	2	0
Stargell, CG	3	5	1	2
A. Oliver, 1B	3	1	0	0
Sanguillet, R	4	0	0	0
Hebert, 3B	4	0	1	1
Falk, A-C	0	1	0	1
Fagan, FU	0	1	0	1
Martinez, A-C	2	1	0	0
Walker, L	1	0	0	0
Bless, L	1	0	0	0
C. Taylor, FU	0	1	0	0
Erick, L	1	0	0	0
B. Robertson, FU	0	1	0	0
Gibson, L	0	1	0	0
TOTAL	35	5	13	4

MONTEAL 010 000 000-4
PITTSBURGH 000 111 101-5

E. Bateman, Batek, Jestadt, Fairry, Sutherland, M. Jones, DJ — Montréal 2, 15B — Montréal 5, Pittsburgh 12, 2B — Laboy 2, A. Oliver, Stargell 2, M. Alou, BV — Sanguillet, Sutherland, S. Cash

LANCEURS

Équipe	mi	ex	p	pm	bb	rb
Renko	5	2	3	3	2	1
McGinn	2	1	1	1	1	1
Stoneman	1	3	0	0	0	0
H. Reed	0	2	1	1	0	0
Walker	3	3	4	4	0	4
Bless	1	0	0	1	2	0
Gibson	0	1	0	0	0	1
G. 64	1	0	0	0	0	1

FPL — par Renko, A. Oliver, par Walker, Staub

les MOTS CROISÉS du Devoir

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1											
2											
3											
4											
5											
6											
7											
8											
9											
10											
11											
12											

Horizontalement

- 1— Affection due au leptospire.
- 2— Assembler des chiens courants pour la chasse. — Manière d'être.
- 3— Pronom relatif. — Trafic sur

L'information

Deux millionnaires, l'un conduisant l'autre, à B-B

Une couple de millionnaires seront à Blue Bonnets dimanche, le 19 octobre prochain. Effectivement, cette affirmation n'est pas tout à fait exacte, puisque le champion mondial des trotteurs Nevele Pride devra encore gagner quelques courses pour atteindre le million. La dernière fois qu'il a jeté un coup d'oeil à son compte en banque le brillant rejeton de Star's Pride avait gagné "seulement" \$826,738 en moins de trois ans de compétition.

Son partenaire, cependant, a réalisé ce total une douzaine de fois. En effet, Stanley Dancer, qui peut prétendre au titre d'entraîneur et de conducteur de tous les temps, a accumulé plus de 2,500 triomphes en une vingtaine d'années, pour des gains excédant \$12,200,000.

Nevele Pride et Stanley Dancer forment une formidable combinaison pour cette épreuve spéciale qui aura lieu dans un peu plus de quinze jours à Blue Bonnets. Le vétérinaire horsemann de 41 ans tentera alors de s'approprier la grosse part de la bourse de \$25,000, quand il sera opposé aux participants éventuels, Fresh Yankee, Granpa Jim, Dart Hanover, Rocket Speed et Nevele Dell. Une couple de records canadiens pourraient bien être améliorés en cet après-midi du 19 octobre.

Nevele Pride, qui compte des victoires dans la plupart des événements majeurs disputés sur le continent, détient quatre records mondiaux; 1:54.4 sur piste d'un mille; 1:56.4 sur oval d'un demi mille; 1:58 sur piste de cinq huitièmes de mille en tartin, et 1:59 sur tracé de cinq huitièmes de mille en terre. L'année dernière, le grand champion était

venu fracasser le record canadien à Blue Bonnets, avec un périple en 1:59.3.

Stanley Dancer a mérité à peu près tous les honneurs durant sa brillante carrière, amorcée il y a 24 ans, et il vise maintenant à décrocher son deuxième championnat des conducteurs de suite, celui reconnu par le "Harness Tracks of America", basé sur le nombre de victoires et sur les gains en bourses.

L'histoire de Dancer est une des plus connues des amateurs de courses. Il a fait ses débuts comme palefrenier en 1946 et en 1947 il remportait déjà quelques courses. Il maria en

suite Rachel Young, qui disposait de \$300, avec lesquels ils firent l'acquisition d'un cheval hongre de huit ans, Candor, et une petite maison mobile.

Candor fit bien et les Dancers s'installèrent à Roosevelt et par la suite sur d'autres pistes d'importance, où Stanley se bâtit une solide réputation. L'année suivante il devenait champion conducteur à Yonkers.

Il se prépare maintenant à écrire une nouvelle page d'histoire à Blue Bonnets, le 19 octobre prochain, quand Nevele Pride s'attaquera à ses propres records.

Jean Charron est un président dynamique

par Réjean Brodeur

Jean Charron, le président de la ligue Senior de hockey du Québec, prétend que si son circuit peut passer à travers la prochaine année avec succès, l'avenir de cette ligue est assuré.

Avec la disparition de la ligue Senior Provinciale, le circuit Jean Charron deviendra le point de mire des amateurs de ce calibre de hockey au Québec.

Et si jamais la ligue Senior du Québec (d'un dernier la ligue Senior B) connaît passablement de succès à tous les points de vue, Charron y aura été pour quelque chose. En effet, c'est sur sa propre proposition si les six franchises de la ligue cette année ont voté le nouveau règlement de limite d'âge pour les joueurs à 24 ans à l'exception de six.

Depuis quelques années déjà Charron prévoyait ce qui est finalement arrivé à la ligue Provinciale: salaires exorbitants avec des joueurs qui avaient connu leurs beaux jours sous d'autres cieux. Afin de remédier à la situation dans sa propre ligue, il fallait absolument rajouter les cadres. Et du même coup cela permettait au meilleur hockey parce que les joueurs sont plus jeunes et automatiquement les salaires déboursés seront moindres. Tous les avantages possibles avec un seul règlement basé sur la logique.

Qui est-il?

Au fait qui est Jean Charron qui entreprendra sa troisième année à la présidence de la ligue Senior du Québec?

Il occupe le poste de gérant de bureau à la compagnie S.F. Lawrason de Ville LaSalle, compagnie qui se spécialise dans la vente de produits chimiques. Il occupa durant deux ans le poste de secrétaire de la ligue de hockey de la Rive-Sud qui devient ensuite la ligue Senior B et aujourd'hui la ligue Senior du Québec. Durant ses moments de loisirs, il était occupé par les hivers passés à officier comme juge de ligne et arbitre dans différents circuits de tous les calibres dans Montréal et la région.

Jean Charron aime les choses bien faites. C'est pourquoi on ne lésine pas aux assemblées de son circuit. Si quelque directeur veut s'amuser, il est vite rappelé à l'ordre par le président qui possède une main de fer mais enveloppée de velours.

Charron pense avoir réuni une belle petite famille avec les six équipes actuelles (St-Jean-Iberville, Cowansville, Granby, St-Hyacinthe, Dorval et Longueuil). Tous les propriétaires d'équipes sont contents. On veut se soumettre aux règlements établis. D'où l'ordre et la paix régneront. La saison de la ligue Senior du Québec débutera le 19 octobre prochain avec trois matches à l'affiche: St-Hyacinthe à Granby et Dorval à Longueuil dans l'après-midi et Iberville à Cowansville pour l'ouverture officielle dans la soirée.

Six équipes

Toutes les six équipes sont maintenant à l'oeuvre depuis quelque temps déjà en vue des exercices préparatoires pour le calendrier des 50 joutes régulières.

La prochaine saison apportera la présence de trois nouvelles équipes: les Vics de Granby et les Gaulois de St-Hyacinthe, démissionnaires de la défunte ligue Provinciale de même qu'une autre toute nouvelle franchise à Dorval, Drummondville, Laprairie et St-Michel ont abandonné à la fin de la dernière saison.

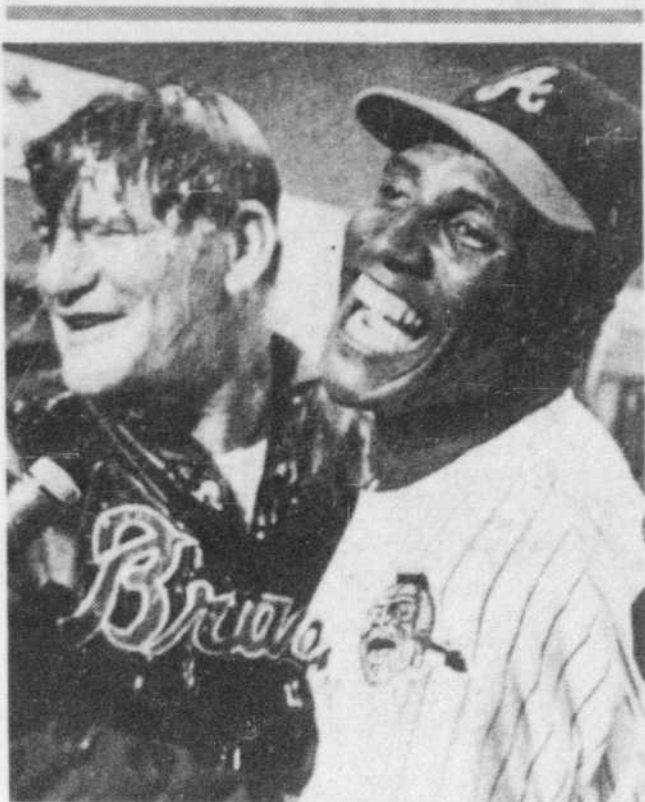
Les six équipes actuelles évolueront dans un cadre vraiment régional: à peine plus d'une cinquantaine de milles séparent les plus distantes villes les unes des autres. Les transports seront donc moins dispendieux.

Ce sera la ligue à surveiller au Québec en 1969-70. Il y a quelques années, Jack Adams était devenu le premier président de la ligue Centrale aux Etats-Unis. Et l'un des règlements de base de cette ligue était justement une limite d'âge pour les joueurs. Cela a fonctionné à merveille à cet endroit-là. Pourquoi en serait-il autrement avec une telle ligue au Québec? Parfois des jeunes sortent des rangs juniors et ils n'ont pas encore atteint tout leur potentiel. Avec une telle ligue qui leur ouvrira tout grands les bras, ces jeunes Québécois pourront parfaire leur apprentissage de notre sport national chez-eux sans avoir à s'expatrier. Et qui sait si certains ne réussiront pas à percer sous la grande tente?

C'est du moins l'un des souhaits formulés par les directeurs de la nouvelle ligue Senior du Québec. Et également par son dynamique et sympathique président Jean Charron.

sportive

Premier test d'importance pour le National ce soir



ATLANTA — Y A D'LA JOIE!... et elle est peinte sur les deux visages de Luman Harris, pilote des Braves d'Atlanta, et de Rico Carty, dont le ballon sacrifié a fait compter le point de la victoire pour donner le championnat de la division-ouest de la ligue Nationale de baseball aux Braves. Les Braves affronteront maintenant les Mets de New York pour déterminer le champion de la ligue Nationale qui fera face au champion de la ligue Américaine en série mondiale. (Téléphoto PA)

Le NATIONAL DE ROSEMONT de la Ligue Junior "A" du Québec subira un véritable test ce soir, alors qu'il affrontera pour la première fois depuis le début de l'entraînement, une équipe de la Ligue Junior "A" du Québec, division est.

C'est en effet à compter de 8:00 P.M. à l'aréna de l'Assomption que les hommes de JEAN-GUY MARCHAND se mesureront aux CASTORS DE SHERBROOKE de la même Ligue Junior "A" du Québec.

JEANGUY MARCHAND s'est déclaré très heureux du camp d'entraînement jusqu'à présent. "Les vétérans retrouvent graduellement leur forme et les recrues affichent une tenue à laquelle, je vous avoue franchement, je ne m'attendais pas. Je pense que nous présenterons à notre public, une équipe bien équilibrée et que nous donnerons à nos partisans, des joutes de hockey très intéressantes. Chose certaine c'est que quelle que soit l'opposition, les joueurs de

mon équipe ne lâcheront jamais. On ne pourra certainement pas cette année, accuser personne de mon équipe d'être des "jaunes".

Par ailleurs, le gérant-général, RICHARD BELEC, a annoncé que deux joueurs qui s'entraînaient avec le NATIONAL DE ROSEMONT depuis le début, avaient été envoyés au Montréal-Est de la Ligue Montréal Junior, club ferme du NATIONAL DE ROSEMONT. Il s'agit de l'ailier, CLAUDE LAFRANCHISE qui a démontré de très belles aptitudes à l'entraînement et d'un autre ailier, RICHARD GRENIER qui lui aussi, sera à surveiller. Il est entendu que ces deux joueurs sont sujets à un rappel de 24 heures.

Par ailleurs, un nouveau venu, découvert par le dépisteur, LUCIEN LAFRANCHISE, s'est présenté au camp d'entraînement, où il n'a pas tardé à créer une impression favorable. Il s'agit d'un ancien joueur du club North Shore de Pierrefonds qui arrive tout juste du camp d'entraînement

des Generals d'Oshawa de la Ligue junior "A" de l'Ontario, soit l'ailier DON ATKINSON.

Ce jeune a très impressionné les dirigeants du ROSEMONT et ce, dès la première pratique. "Il sera certainement à surveiller d'ici l'ouverture de la saison" de dire JEAN-GUY MARCHAND.

Rappelons que vendredi, le SHERBROOKE et le NATIONAL DE ROSEMONT en viendront aux prises, cette fois, au Palais des Sports de Sherbrooke à compter de 9:00 P.M. et que dimanche, c'est à GRANBY qu'ils affronteront les VICS de GRANBY.

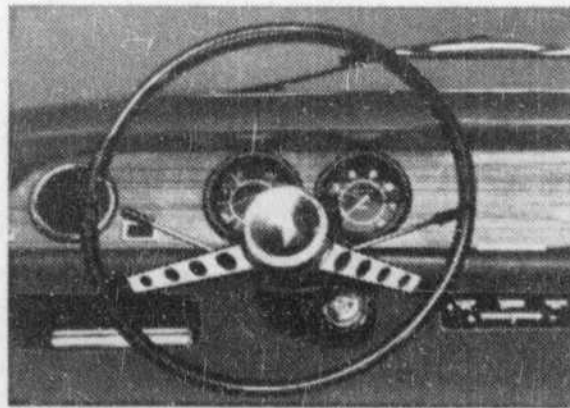
La vente des billets de saison se continue toujours et il semble que les nombreux prix en argent à gagner, soit \$900.00 à chaque joute, intéressent vivement les amateurs du quartier ROSEMONT et de Montréal en général. Pour de plus amples informations, vous êtes priés de communiquer avec M. Jos Bélanger à 725-2359.



Manuelle ou automatique

Pour brûler les étapes en toute sécurité.

La Renault 8 a toutes les qualités d'une grande championne. Elle peut accélérer de 0 à 60 milles à l'heure en 16.6 secondes. Et, lancée à 70 milles à l'heure, elle s'arrête complètement en 3 secondes. Sous des dehors rassurants et confortables, elle cache un tempérament de grande sportive. Car, c'est une Renault 8 Gordini qui a remporté tous les honneurs du 17e Rally



d'hiver du Canada. Ses concurrentes, des engins à tout casser, en sont restées tout estomaquées, loin derrière elle. En plus de toute cette puissance, la Renault 8 offre un intérieur des plus invitants et un confort total. A quand votre tour de mettre à l'épreuve le savoir-faire québécois? Votre concessionnaire Renault vous en fournira un bon exemple dès aujourd'hui.

RENault 8

Fabriquée au Québec.

\$1868.*

*F.o.b. St. Bruno. Port, livraison, taxes provinciales et municipales non compris

Plus de 175 concessionnaires Renault au Canada entier.

Baseball

Atlanta et Baltimore favoris en séries

LAS VEGAS - Voici les cotes selon les experts de Las Vegas en ce qui a trait aux matches d'ouverture des séries dans le baseball majeur.

Dans la Ligue Nationale les Braves d'Atlanta sont établis favoris à 11-10 sur les Mets de New York si Tom Seaver lance pour les Mets et Phil Niekro pour les Braves.

Dans la Ligue Américaine on favorise les Orioles de Baltimore sur les Twins de Minnesota 7-5 advenant que Mike Cuellar lance pour les Orioles et Dave Boswell pour les Twins.

Première victoire du Chicago à Minneapolis

MINNEAPOLIS (PA) - Les White Sox de Chicago ont remporté leur première victoire de la saison au stade Métropolitain de Minneapolis hier après-midi en disposant des Twins par le pointage de 4 à 3.

C'est un double de Bob Christian qui a procuré la victoire aux White Sox alors que le lanceur de relève Wilbur Wood a par la suite tenu en échec les gros canons des Twins. Ce qui n'a pas empêché Harmon Killebrew de réussir son 49e circuit de la campagne.

Chicago 000 220 000 4 11 1
Minnesota 200 000 100 2 10 0
Wynne, Wood 7 et Adams, Herrmann 7.
Boswell, Woodson 6, Worthington 6, Perranowski 9 et Roseboro, Mitterwald 6 G - Wynne 37 - P - Boswell 20-12, G - Chicago, Milton 23, Minnesota, Killebrew 49



RENault 8

chez RENault CANADA

COMPÉTENCE
COURTOISIE
COMPÉTITIVITÉ

1824, Ste-Catherine O.
937-9551
6875, Côte de Liesse
735-1331

■ l'actualité religieuse

Les étudiants en théologie sabordent leur association

par Jean-Pierre Proulx

L'Association générale des étudiants de la faculté de théologie de l'université de Montréal n'existe plus. Ses membres l'ont dissoute mardi soir par 60 voix contre 29; il y a eu six abstentions. L'association comptait quatre cents membres.

La proposition de dissolution a été présentée, au nom de l'exécutif par le président de l'association, M. Gérard Larose, c.s.s.r., au terme d'un long exposé visant à démontrer l'inefficacité de ladite association.

"En présentant cette motion, a-t-il dit, nous contestons nous-mêmes et on conteste l'association". Il fit alors état du peu de participation des étudiants notamment aux

récentes élections au conseil d'administration de l'association; un seul étudiant se présenta alors que douze postes étaient ouverts.

"Même si la contestation d'octobre 68 a été un point chaud, on note que le deuxième semestre a été moche. Plus on avance, constate l'exécutif, moins la participation est grande, moins l'exécutif est représentatif".

M. Larose expliqua ensuite que la contestation d'octobre 68 avait fait prendre à l'association des options radicales notamment en ce qui concerne la cession. "On est passé au radicalisme, les compromis sont dépassés".

"Or par sa structure même, l'association repose sur

le consensus démocratique et ce consensus est devenu toxique. Quand l'exécutif parle, il dit des choses que les étudiants ne veulent pas ou ne pensent pas. Il est impossible de poursuivre les objectifs d'octobre en trainant l'assemblée".

"Surtout, a-t-il dit, le type d'association que nous avons, rassure l'assemblée. On se dit, 'l'exécutif est là, on se fait confiance'. Les plus forts font office de béquilles, ils font brûler les béquilles pour qu'on apprenne à marcher tout seul".

En terminant son exposé, M. Larose fit remarquer qu'en abolissant l'association, ce n'était pas le chaos; "elle perdait seulement sa couverture démocratique".

Un long débat s'ensuivit dans l'assemblée. Plusieurs participants se disent d'accord avec la dissolution mais pas "immédiatement" comme le voulait le proposer.

Un étudiant fit une contre-proposition visant à faire mettre sur pied une "commission" politique dont la tâche aurait été d'étudier les solutions de rechange possibles. Mais on se perdit dans la procédure. Après un débat de deux heures on passa au vote avec le résultat que l'on sait.

Cette dissolution, à vrai dire, fait partie du courant actuel à l'université de Montréal. Comme on sait l'AGEUM n'existe plus que comme service. Il ne resterait, avon-nous appris hier, que six associations étudiantes fonctionnant encore sur 23 facultés.

COMMISSION

Suite de la page 9

gée à autant de chances d'accès aux postes de cadres que tout autre anglophone. M. Griffith a toutefois admis que la correspondance interne en ce qui a trait aux questions de prêts et de crédits se fait en anglais. On reconnaît enfin à la Banque impériale de commerce que plusieurs francophones ne se prévalent pas du droit et de la liberté que leur accorde la maison d'utiliser le français dans leur rédaction de notes, de correspondance interne, etc.

E. B. Eddy Company

Une industrie de pâtes et papiers, la E.B. Eddy Company de la région de Hull-Ottawa a soumis son mémoire dont un résumé a été présenté à la commission Gendron par trois représentants de cette entreprise dont la très grande majorité des actions appartiennent à des anglophones. Les dirigeants de E.B. Eddy disent que la majorité des cadres de cette compagnie sont des anglophones bilingues tandis que la majorité des employés sont des francophones non moins bilingues. Ils disent aussi que selon eux l'anglais est la langue d'usage dans les affaires de la compagnie mais qu'ils utilisent le français avec leurs clients francophones. Les recommandations de cette compagnie sont les suivantes: "1) assurance que tout le monde soit encouragé à parler sa langue, le français ou l'anglais, les deux langues officielles du Canada, 2) que les compagnies soient aidées pour rendre les cours de langues qu'elles donnent à leurs employés réussis et valables, 3) que des enquêtes soient tenues dans les cas de ségrégation lorsque des individus ou des groupes souffrent à cause de la langue qu'ils parlent, 4) émission d'un rapport complet et compréhensif des mémoires soumis concernant la position de la langue française et son usage dans l'industrie et le commerce." A ce sujet les dirigeants de E.B. Eddy déclarent: "Nous recommandons que la commission considère les faits exposés et qu'elle accepte la langue anglaise comme une des langues de travail de l'industrie et du commerce de l'Amérique du Nord".

Steel Company

La Steel Company of Canada estime que la promulgation de l'unilinguisme au Québec constituerait une mesure rétrograde et impraticable du fait de l'impossibilité de faire respecter une telle loi.

Le désir des Canadiens français de s'intégrer au commerce sous toutes ses formes, ajouté à l'accueil favorable de la part des sociétés anglophones, engendreront des résultats plus concrets et plus étendus que ne le pourrait toute disposition légale, est-il dit dans le mémoire qui a été déposé, hier, devant la commission d'enquête sur la situation de la langue française.

La Stelco croit que la connaissance pratique des deux langues est un critère important d'accession à des postes de direction au Québec et que tout homme d'affaires québécois devrait pouvoir s'exprimer dans les deux langues. Cette aptitude, dit le mémoire, hâterait le développement économique et créerait de l'emploi pour un plus grand nombre d'étudiants plus instruits.

D'autre part, les représentants de la Stelco, interrogés par les commissaires, ont affirmé que, dans les succursales québécoises, à Contrecoeur par exemple, il était difficile à un unilingue français d'accéder à un poste plus élevé que celui de contremaître.

Le mémoire de la Stelco indique que le gouvernement du Québec devrait inciter tous les immigrants non francophones de la province à apprendre le français. Il suggère, à cette fin, de rendre les cours de français plus aisément accessibles en multipliant les centres de diffusion et d'uniformiser à la fois le mode d'enseignement et les normes d'acquisition de la langue en recourant aux méthodes et aux techniques pédagogiques les plus perfectionnées.

Du Pont du Canada

M. Capon, vice-président à la planification chez Du Pont du Canada, a déclaré de son côté qu'il était impossible que le français devienne la langue d'usage au niveau de la haute direction de cette société dont le siège social est à Montréal.

M. Capon a dit qu'il faudrait alors changer complètement la situation des affaires. Nous avons fait beaucoup d'efforts pour employer un nombre de plus en plus élevé de francophones, a-t-il ajouté, mais il est certain que la langue, au niveau de la haute direction, demeurera l'anglais.

L'un des commissaires, M. Aimé Gagné, a félicité le représentant de Du Pont du Canada pour la franchise de son mémoire. "Si toutes les entreprises avaient le même courage, cela nous aiderait", a dit M. Gagné.

Répondant à une question des commissaires, M. Capon a dit que la société avait instamment invité les anglophones à apprendre le français, mais a laissé entendre que l'initiative n'avait donné que de piètres résultats. Il est bien connu, a-t-il ajouté, que les anglophones ont toujours énormément de difficulté à apprendre une langue étrangère.

M. Capon a finalement déploré l'attitude hostile de certains Canadiens français à l'égard des anglophones du

Air Canada

M. Gérard Giguère vient d'être nommé directeur adjoint de la publicité à Air Canada. Il sera le premier titulaire de ce poste à compter de demain.

Québec. Il a expliqué que ce jugement n'avait rien à voir avec le fait que les francophones demandent l'épanouissement du français mais qu'il était plutôt relié à des événements comme ceux de Saint-Léonard et de Brossard, dus à des forces extrémistes.

M. Capon a dit comprendre que certaines situations pouvaient donner prise aux émotions mais a ajouté que l'atmosphère actuelle au Québec ne pouvait qu'être néfaste à la prospérité de l'économie. Il a demandé que le gouvernement exerce un leadership plus vigoureux.

Le représentant de la maison Greenshields Incorporated, M. S. Takacs pour sa part, a exprimé l'avis que le processus naturel actuellement en cours, renforcé par une politique claire mettant en oeuvre des encouragements ainsi que des réformes de l'enseignement du français dans les écoles anglaises et s'appuyant sur les recommandations et l'aide gouvernementales, semblait le mieux répondre aux objectifs définis dans le mandat de la commission Gendron.

M. Takacs a dit qu'une législation coercitive ne pourrait faire mieux et qu'au contraire, ce qu'elle permettrait de gagner sur le plan large de la langue serait largement contrarié par les conséquences néfastes qu'elle pourrait avoir sur d'autres plans.

Enfin, M. Hings Helmut, un ingénieur d'origine allemande et qui est établi au Québec depuis 1951 a comparu devant les commissaires pour dire qu'il ne parlait ni ne comprenait le français, que la langue anglaise était très importante non seulement au Canada mais partout dans le monde et que l'unilinguisme français limiterait considérablement les possibilités pour quiconque sur le marché du travail. Le président de la commission l'a remercié.

M. Hings Helmut

Enfin, M. Hings Helmut, un ingénieur d'origine allemande et qui est établi au Québec depuis 1951 a comparu devant les commissaires pour dire qu'il ne parlait ni ne comprenait le français, que la langue anglaise était très importante non seulement au Canada mais partout dans le monde et que l'unilinguisme français limiterait considérablement les possibilités pour quiconque sur le marché du travail. Le président de la commission l'a remercié.

Marcel Masse dans "Executive"

Trudeau deviendra pire que Duplessis

OTTAWA (DNC) — Dans une entrevue accordée à M. George Mackinnon pour la revue Executive, le ministre des affaires intergouvernementales du Québec M. Marcel Masse déclare que le premier ministre Pierre Elliott Trudeau est un idéaliste, qu'il traite de communistes ou de fascistes les gens qui diffèrent d'avis avec lui, que cela est très dangereux.

"Je pense qu'il sera pire que Duplessis" conclut le ministre.

Le texte de l'entrevue a été distribué à l'avance à des journalistes de la tribune de la presse à Ottawa et pour éviter que ceux-ci "manquent le bateau" la maison Southam Business Publications Ltd a attaché au texte un papillon signé par le rédacteur en chef de la revue Executive Magazine et où on trouve entre autres ce paragraphe (traduction libre): "Dans cette entrevue, Marcel Masse, un membre influent du cabinet, parle du premier ministre Trudeau comme d'un homme 'potentiellement plus dangereux que Duplessis'".

"(Cette citation est introuvable dans le texte de M. Masse).

"Je pense que M. Trudeau est l'auteur d'une philosophie idéaliste, déclare M. Masse, et il devra en assumer la responsabilité. Il devait avoir

des réponses à toutes les questions, à tous les problèmes qui "confrontent" le Canada. Après un an, et je pense qu'il en sera ainsi après deux ans, trois ans ou quatre ans, il n'a pas produit beaucoup de réponses. Personne ne connaît toutes les réponses et je pense que c'est une tactique très dangereuse pour un homme politique de prétendre les avoir. Je remarque aussi que lorsque les gens ne sont pas de son avis il les traite de communistes ou de fascistes. C'est sa réponse dans les affrontements et cela est très dangereux. Je pense qu'il sera pire que Duplessis".

Paradoxalement, la question posée à M. Masse était celle-ci: "pouvez-vous faire une évaluation non politique des affrontements de plus en plus nombreux entre M. Trudeau et la population canadienne?"

Voici quelques autres aspects de cette entrevue.

● M. Masse estime qu'il y a déjà trop de juridictions qui s'occupent de pollution et que l'addition d'une agence fédérale n'apporterait pas de meilleures solutions à cette question.

● Le projet de loi créant le ministère de la fonction publique devrait être adopté en octobre ou novembre.

● Le climat d'agitation

qui existerait au Québec est un phénomène largement exagéré par la presse. "A plus d'un point de vue le Canada est un pays ennuyeux et les journaux sont forcés de grossir la nouvelle la plus banale à l'exemple de leurs confrères américains. Cela dépend aussi des commentateurs que vous écoutez à la radio et à la télé. Plusieurs d'entre eux sont des radicaux et des anarchistes qui souhaitent seulement détruire".

● La langue première au Québec devrait être le français et la culture devrait être française.

La population qui cherche la séparation mais ce qui est dangereux pour le Canada c'est que ce groupe est jeune et qu'il se trouve dans les milieux universitaires de la province. Je pense que ce que le Québec veut, ce n'est pas de se séparer mais d'être assuré que les Québécois peuvent être leurs propres maîtres".

● "Comme dans le reste du Canada, nous sommes sur-gouvernés... le pouvoir est trop dilué dans un trop grand nombre de mains..."

L'entrevue de M. Masse doit paraître dans le numéro d'octobre de la revue "Executive".

GENDRON

Suite de la page 9

laquelle la commission a pour fonction, pour l'instant, non pas d'émettre des opinions sur le problème linguistique, mais bien d'en recueillir, afin de se former une idée objective sur les solutions à apporter à ce problème. Quant au gouvernement, encore une fois, c'est son droit le plus strict et le plus légitime de gouverner".

De son côté, la journaliste du Soleil, Mlle Lise Lachance, a déclaré au Devoir qu'elle maintenait, sauf sur un point, le contenu de l'article qu'elle a transmis à son journal. Mlle Lachance reconnaît donc qu'il aurait fallu lire: "si M. Bertrand ne veut pas suivre (et

non signer) les recommandations de la commission qu'il préside, c'est son droit".

Mlle Lachance affirme avoir bel et bien écrit "suivre" mais, son texte ayant été transmis oralement, par téléphone, il s'en est ensuivi l'erreur que l'on sait.

D'autre part, Mlle Lachance a dit avoir rencontré M. Gendron, hier après-midi, à la fin des audiences pour demander des explications. Elle affirme que le président lui a alors dit qu'il pensait que les déclarations qu'il a faites à la journaliste resteraient entre ces deux personnes. Cela constitue, selon Mlle Lachance, l'excuse "classique". En outre, Mlle Lachance déclare que M. Gendron savait très bien qu'il par-

lait à un journaliste à ce moment. En effet, Mlle Lachance rend compte des audiences publiques à Montréal, depuis le début, soit depuis lundi matin; elle a rencontré M. Gendron lundi et lorsqu'elle a eu, mardi, avec lui la conversation qui a provoqué la mise au point, elle prenait de temps à autre des notes sur un cahier.

Mlle Lachance pratique le journalisme depuis sept ans. Elle est actuellement correspondante du Soleil à Montréal.

Un journaliste de la salle de rédaction de Québec a déclaré au Devoir que Mlle Lachance avait l'appui de ses confrères et qu'elle avait précisément été assignée à la commission Gendron parce qu'elle est "très fiable".



pauvre * idiot!

Aller descendre de voiture comme ça, en plein sur la grand'route, pour remplacer un pneu... Puisqu'il était en panne, pourquoi ne l'a-t-il pas clairement signalé afin d'obtenir du secours? Le pauvre idiot aurait dû savoir que la moyenne de vie d'un piéton sur une autoroute, par exemple, c'est 20 minutes, pas plus... Personne n'a le droit de se suicider sur la route, pas même les idiots!

Même si vous croyez avoir raison, comme les autres, vous avez une chance sur



GOUVERNEMENT DU QUÉBEC